

CHRONIQUE

PERIODIQUE BIMESTRIEL N°14 JUILLET -- AOUT 1985

LE POUVOIR DE LA MERE

LES FEMMES ET L'INNOVATION
TECHNOLOGIQUE

LE SEXE DU TRAVAIL

Université des Femmes

100FB

UNIVERSITE DES FEMMES

Place Quêtelet 1a, 1030 Bruxelles, tél: 021219.61.07.

Equipe

Françoise Hecq
Martine La Haye
Hedwige Peemans-Poullet
Geneviève Simon
Christine Jonckheere
Edith Rubinstein
Nadine Plateau
Fanny Filosof
Genevibre Braun

Maguy Frimat
Louise Thirion
Laurence Broze
Anne Van Seymourtier
Louisa Soriano
Colette Ingels
Alla Denesiok
Linda De Reys

• Cours, Conférences, Séminaires

Participation aux frais
Pour toutes les activités
de l'année: 1.500 fr.
Par séance: 100 fr.

• Centre de Documentation

Consultation de livres, revues, documents bibliographies.
Information et assistance pour travaux de mémoires.
Ouvert du lundi au vendredi
de 10 h à 17 h; le mardi de 10 h à 19 h et sur rendez-vous.

• Publication bimestrielle

CHRONIQUE

Abonnement à 6 numéros:
Belgique 500 fr.b.
Etranger 620 fr.b.

A verser au compte n° 001-1118659-34 de «Université des Femmes - Chronique». (bien préciser le nom et l'adresse de l'abonné)

Au numéro

Sur demande à l'Université des femmes (contre versement au compte ci-dessus) ou dans les librairies.

«LES RABOUILLEUSES»

chée d'Ixelles 221, 1050 Bruxelles

Tél. 021648.43.18

«CORMAN»

rue Ravenstein 28-30, 1000 Bruxelles

Tél. 021511.67.29

«TROPISMES»

Galerie des Sciences 11.1000 Bruxelles

Tél. 02512.88.52

«GALIVAN»

Place Dumont 7-9, 1150 Bruxelles

Tél. 021731.70.59

«LA NOUVELLE ETINCELLE»

chée de Wavre 86, 1050 Bruxelles

Tél. 512.01.43

«LIBRAIRIE CANDIDE»

place Brugmann 2, 1060 Bruxelles

Tél. 021344.81.94

«UNISHOP - ULB»

«SORGELOOS»

chée de Waterloo 365, 1060 Bruxelles

«LA MAISON DU NOUVEL AGE»

chée de Charleroi 71, 1060 Bruxelles

«FNAC - CITY 2»

1000 Bruxelles

Tél. 021217.47.20

Impression

«Vie Ouvrière»

7, rue d'Anderlecht

1000 Bruxelles

Mise en page

Alla Denesiok et Linda De Reys

Les activités d'éducation permanente de l'université des Femmes sont réalisées avec l'appui du Ministère de la Communauté Française et de la Commission Française de la Culture.

2 Chronique est éditée avec l'aide de la CGER.

SOMMAIRE

Pré-texte

Le Ministère et l'Amour

3

Reportages

Au Pays des Sirènes

Colloque Européen des Associations de Femmes

4-5

Conférence

Le Pouvoir de la Mère

6-15

Créatives

Le Livre de Marie

16-18

Dossier

Les femmes et l'innovation technologique

19-21

Sauvettes d'Edith... et les autres

22

Témoignages

Les arrêtées de Louvain

Les gestes et les paroles de la magie

23-24

Attentives

Procès avortements tous azimuts

Noella Dinant

25-26

Tribunal International sur la pauvreté des femmes

Les prostitués s'organisent

L'inceste dans le domaine public

Actions en justice

Le SeP et l'avortement

Le crépuscule des «chefs de ménage»

27

Le sexe du travail

28-29

Devenue veuve, c'est comme si je n'avais pas

travaillé toute ma vie durant

30

Prisonnières politiques

31

Lectures

Marguerite EYMERI - Homme de Lettres

Le soleil et la roue

La femme et la mort

Maternité et Société

Partage des responsabilités

32-33

Bibliothèque

34

Incomplètes

35

Le Ministère et l'Amour

Interrogé récemment sur la place des femmes dans l'Eglise, le cardinal Daneels fit une réponse aux débuts prometteurs.

« Le degré de civilisation d'une société, dit-il, s'évalue à la lumière de son attitude à l'égard des femmes ». Temps de suspension... Hésitation d'une pensée lente à s'exprimer... Un orage silencieux détruisit sans doute le progressisme du cardinal et l'on put entendre cette phrase surprenante : « On ne peut nier qu'il existe deux principes distincts, irréductibles; l'un c'est le ministère et l'autre l'amour ».

Mais qui tiendra cette phrase pour surprenante si ce n'est peut-être les femmes ? Depuis toujours, la division sexuelle des rôles nous a certes habituées à identifier un homme par la charge et la fonction qu'il remplit et la femme par le nombre de personnes sur lesquelles s'étendent sa maternelle sollicitude et son abnégation sacrificielle !

Cependant, cette sexuation sans mélange prend une ultime signification dans le monopole du sacerdoce. Le paradoxe n'est-il pas qu'aux seuls hommes revient le ministère du discours éthique, que seules les femmes mettent en pratique, l'éthique se situant bien entendu dans la gratuité du don de soi. Incarner l'amour constitue-t-il un empêchement à la prise de parole sur l'amour ?

Dans le registre philosophique, nous pouvons entendre Levinas identifier de pareille façon l'attitude éthique au dévouement pour autrui et affirmer, dans la foulée, que le corps maternel accomplit l'acte éthique en étant un corps bonté, voué à l'autre, un « malgré moi pour l'autre ».

Il faut se rendre à l'évidence : les hommes nous aiment éthiques, nous veulent éthiques, nous contraignent à l'éthique.

Pour mieux nous enjoindre à constituer cette réserve d'amour, ils ne se sont pas limités à instituer un ministère de la production morale, ils ont organisé différents ministères de l'exclusion des femmes hors de l'agitation du monde, de leur marginalisation dans le domaine de la production des nourritures terrestres. Petit salaire, petit revenu, nous voici contraintes à monter dans le train, à prendre le bateau de l'amour pour accomplir notre voyage sur terre. Notre salaire sera celui de l'homme que nous aimons.

Les hommes ont-ils donc peur qu'un salaire personnel égal au leur nous empêche de les aimer ou savent-ils qu'ils ne nous aiment pas ?

Mon Dieu, à moins d'accepter qu'il y ait deux sexes, deux formes d'amour: la possession et le don de soi, deux éthiques: le discours et l'amour, à quelle affreuse conclusion nous mène la phrase du cardinal !

Ne nous égarons pas. La morale est absente de part et d'autre.

Si l'on approche la notion d'éthique en disant qu'elle est un pouvoir qui ne s'exerce pas, elle n'est certes pas du côté des hommes, fussent-ils, se réservant l'autorité du discours, prêtres ou philosophes; elle n'est pas non plus du côté des femmes, s'affirmant morales quand elles ne sont que dominées.

Une iconoclaste qui nous veut du bien.

Au pays des sirènes



Il était une fois, dans une famille pauvre, une petite fille qui rêvait d'être danseuse. Comment un rêve de danseuse vient-il aux petites filles pauvres ? L'histoire ne le dit pas. Seulement qu'elle le devint et même une très grande danseuse qui échange ses habits de petite fille pauvre contre des tutus de tulle blancs à étages et son nom de petite fille pauvre contre un nom de danseuse : Danner.

Dans ce pays, le Danemark, régnait un roi, Frédéric VII (1808-1863) qui aimait les arts et les fêtes. Il entendit parler de Danner et vint la voir danser. Il en tomba amoureux. Puisque Danner était danseuse et non bergère, ils ne se marièrent pas et n'eurent pas d'enfant. Cependant elle ne se transforma pas en écume sur la mer, mais fut la maîtresse de Frédéric qui, noblesse oblige, en fit une comtesse choyée.

Danner, devenue riche et célèbre, n'en oublia pas pour autant ses origines et fit bâtir une maison pour femmes pauvres, seules ou avec enfants, démunies ou humiliées. Une grande maison dans le style de cette époque et de ce pays, en briques brunes, au dehors un peu triste mais superbe, un peu lourde mais équilibrée, spacieuse, et claire au-dedans. C'était vers 1850.

Combien de femmes y vécurent, en passant ou longuement ? Comment cette maison

était-elle gérée ? Quelles étaient les règles de conduite imposées ? Peut-être des archives poussiéreuses pourraient nous l'apprendre.

Plus d'un siècle a passé...

La maison, mal entretenue, où vivaient encore 4 femmes, se meurt de l'intérieur. Les nouveaux seigneurs du pays, les promoteurs immobiliers, lorgnent sur cette énorme bâtisse assise dans son jardin, posée là comme inutile dans un quartier de Copenhague où le terrain s'achète à prix d'or pour y bâtir des buildings à bureaux qui rapportent plus d'or encore. Ils sont prêts à débours 3.000.000 de couronnes (18.000.000 de nos francs) pour l'acquérir, mais...

Les femmes se réveillent, se révoltent. Comment peut-on vendre à d'autres une maison qui leur appartient ! ELLES SQUATTENT LA MAISON (1983) Propriétaires et promoteurs reculent, ils sont d'accord pour leur céder la maison si elles l'achètent. Puisqu'il faut en passer par là, elles achèteront.

Comment trouve-t-on tant d'argent dans ce pays de pâturages et de cultures ? Les femmes lancent une campagne de souscription à travers tout le Danemark, ameutent les syndicats, envahissent les médias, organisent des fêtes, des expositions, des concerts. Les briques s'achètent une à une au

son de la musique, dans un déhanchement de rock et grâce à des dons venus des quatre coins du pays.

Les nouvelles reines, les belles-au-bois-luttant, jettent leurs couronnes à la tête des rois. La maison sera leur maison. Elles en feront une maison de femmes battues, respectant ainsi la mémoire de Danner.

Aujourd'hui

Les deux femmes qui nous content ce récit, permanentes bénévoles du jour, nous font les honneurs de la maison, de la cave au grenier. Nous passons de petits appartements déjà en état aux chambres en chantier. Mais qui remet cette maison à neuf ? Les femmes, encore les femmes, pendant les week-ends et les vacances, peintres-menusièrès-plafonneuses le jour, intellectuelles-militantes-penseuses-politiques et fétardes le soir, là-haut, au grenier. Et quel grenier ! immense, poutres apparentes et plancher verni, une merveille.

La Maison fonctionne comme toutes les maisons de femmes battues mises sur pieds par les féministes : les femmes qui y viennent doivent s'occuper d'elles-mêmes, de leurs enfants, de la gestion des lieux qu'elles occupent. 70% des femmes retournent chez leur conjoint. Certaines femmes reviennent 4, 5 fois. Il n'est pas

question de les juger, mais de les aider dans ce parcours : démarches juridiques, aides psychologiques, recherche de travail. Chaque semaine les femmes qui logent dans la maison se réunissent, souvent avec d'autres, des anciennes, des militantes, pour parler de leurs problèmes. Les enfants aussi ont leur réunion avec des adultes qui ne sont pas leurs mères. Tous les mardis, tant pour les femmes qui logent dans la maison que pour celles de l'extérieur, se tiennent des consultations psycho-socio-juridiques. L'équipe est composée de 12 psychologues, 6 sociologues, 6 avocates. Les féministes de la Maison ont obtenu que ces consultations soient remboursées par les communes où sont domiciliées les consultantes. Les autres activités dans la Maison : self-défense, SOS-viol, divers groupes de réflexion, rencontres avec des femmes d'autres lieux (il y a 23 Maisons de femmes dans le Danemark).

Viennent les questions

Une si grande maison pour femmes battues ? tant de femmes danoises battues ? sans moyens financiers ? obligées de s'abriter dans un collectif ? D'avoir vu quelques compagnons et pères s'affairer autour des casseroles ou s'occuper des enfants, d'avoir lu dans quelques revues que les pays nordiques étaient les pays de l'égalité hommes-femmes, je croyais visiter, sinon un paradis, du moins un purgatoire. Je déchantai. Les femmes danoises sont encore les sirènes de l'emploi, des salaires, du travail ménager ; elles relèvent encore, plus que les hommes de l'aide sociale. Le syndicat étant corporatif (un syndicat par groupe de métiers) et apolitique, l'égalité de salaire est effective pour le même emploi, mais, comme ailleurs, aux emplois féminins (enseignement-tertiaire-paramédical) les salaires les plus bas. Dans ce pays où la natalité est en baisse il est encore fréquent de demander aux femmes qui se présentent à l'embauche leur âge, si elles vivent avec «quelqu'un», si elles pratiquent une méthode contraceptive, tant les employeurs craignent d'embaucher de futures mères et le gouvernement aujourd'hui conservateur a multiplié les assauts de séduction pour réduire les femmes au travail à

temps partiel à croire (et c'est décidément une croyance qui s'installe dans tout l'occident) que les femmes mangent deux fois moins et que celles qui s'acharnent à garder un emploi à plein temps sont atteintes de boulimie ! Boulimiques ou non, les danoises ont bien résisté à cette réduction au travail à «salaire partiel».

Il faut aussi plus soleil que chez nous dans les universités où des womens-studies sont mises sur pieds, mais si les

études féministes éclairent sur les inégalités, elles ne débouchent pas encore sur des pratiques égalitaires et ici comme ailleurs, quand les filles font les mêmes études que les garçons, les premiers et mieux servis à l'embauche sont encore ces derniers. Et recompte les contes, raconte les comptes... de la Petite Sirène à Danner aux féministes danoises...

Fanny Filosof

VACANCES FÉMINISTES.

Le camp de vacances FEMO au Danemark est encore en pleine activité. Les Danoises y organisent une semaine internationale du 20/7 au 27/7 sous le thème «Mouvement des femmes dans les années 80» («Prix 575 couronnes») Adresse : FEMO 85, GOTHERSGADE, 37, 1123 HBH.K., DK Danemark. Vous pourrez en profiter pour rendre visite au camp de la Paix de femmes situé près du bunker souterrain qui abrite le commandement central de

l'OTAN pour le Danemark et le nord de l'Allemagne à RAVNS-TRUP.

Adresse du camp :

KVINDEFREDSLEJREN, VIBORGVEJ, 4

8.800 VIBORG, DANEMARK
Si les femmes au Danemark n'occupent pas l'entrée d'une base de missiles, c'est simplement parce que le Danemark, membre de l'OTAN, n'a pas admis de missiles sur son territoire.

Les conventions collectives ne suffisent pas. Le Danemark a été condamné par la Cour de Justice des Communautés européennes pour n'avoir pas adapté la loi danoise à la directive communautaire établissant le principe de l'égalité des rémunérations entre les travailleurs masculins et les travailleurs féminins. C'est sur plainte de la Commission européenne que la Cour de Justice a été saisie du dossier. Le gouvernement danois, pour sa défense, a fait valoir que l'égalité des rémunérations est assurée par des conventions collectives. Et les travailleurs des petites et moyennes entreprises qui n'ont pas de convention collective ? a demandé la Cour. Il faut changer la loi et mentionner, en particulier, l'égalité de rémunération «pour un travail de valeur égale».

Les «Conditions de vie au Danemark» ont fait, sous ce titre, l'objet d'une publication de l'Office statistique danois. Il ressort de cet ouvrage que les femmes continuent à assumer l'essentiel des tâches au foyer, même si les trois quarts d'entre elles exercent une activité professionnelle.

En 1983, jusqu'à 40 % des femmes étaient seules à assumer les trois quarts des tâches domestiques telles que la cuisine, le ménage, la surveillance des enfants, les courses, les lessives et les petites réparations. En revanche, un homme sur cent seulement, en 1983, effectuait plus des trois quarts de ces travaux.

Soixante pour cent des hommes mariés effectuent moins d'un quart des tâches domestiques alors que les femmes ne sont que 2 % à prendre en charge une aussi faible part de ces travaux.

Cependant, la charge de travail des femmes a diminué si on la compare aux résultats d'une enquête antérieure datant de 1976. A cette date, en effet, ce n'étaient pas 40 % des femmes mariées mais bien 54 % d'entre elles qui effectuaient à elles seules plus des trois quarts des travaux domestiques. De même, pas moins de 68 % des hommes assumaient alors moins d'un quart des tâches ménagères alors qu'en 1983 ce pourcentage est tombé à 60 %.

L'évolution est lente, mais elle semble néanmoins aller dans le sens d'une meilleure répartition des tâches familiales. Certains observateurs et observatrices établissent un lien avec l'augmentation du nombre des divorces. Sur 10.000 mariages contractés en 1950, 11 % ont été dissous. Les couples qui ont été mariés plus de vingt ans se sont séparés dans 22 % des cas.

La participation des femmes au processus de décision politique pourrait être amplifiée par une récente décision du gouvernement danois. En janvier '85, en effet, ce gouvernement a déposé un projet de loi concernant l'égalité de traitement entre hommes et femmes lors de la désignation des membres de comités, commissions ou autres organes publics.

Depuis que les hommes ont droit à un congé parental d'une durée de quinze jours après la naissance d'un enfant, il a été observé que 20 % des nouveaux pères ont fait usage de cette faculté. La loi est entrée en vigueur en 1984.

(Extrait de Femmes d'Europe n° 39).

COLLOQUE EUROPEEN DES ASSOCIATIONS DE FEMMES.

Le troisième Colloque Européen des Associations de Femmes s'est tenu à La Haye les 15 et 16 mars. Il portait sur le thème «temps de travail, temps libre». Cette fois c'était le Nederlandse Vrouwen Raad qui, en collaboration avec la Commission des Communautés Européennes (Direction Générale de l'Information : information des associations et de la presse féminines) recevait des déléguées de quelque soixante organisations de femmes. Organisation excellente. La reine Béatrix des Pays-Bas, sympathique et attentive, a tenu à assister au compte-rendu des travaux du colloque. Fausta Deshormes, chef du service pour l'information des femmes, a rappelé les objectifs poursuivis par ces réunions : approfondir le dialogue entre

la Communauté et les associations de femmes, faire circuler l'information sur la politique de la Communauté en ce qui concerne spécifiquement les femmes.

A ce colloque, Hedwige Peemans-Poullet a été invitée à présenter l'étude que l'Université des Femmes a réalisée sur le partage des responsabilités professionnelles, familiales et sociales. Elle a mis en évidence comment les mesures d'aménagement du temps qui reposent sur des demandes individuelles accroissent les inégalités entre hommes et femmes, tandis que les mesures d'aménagement du temps qui sont collectives mais, sans doute, contraignantes diminuent ces inégalités. En conséquence, il était proposé que

que travailleur utiliserait à son gré au cours de sa vie professionnelle. Ce crédit serait financé dans le contexte de la sécurité sociale et donnerait lieu à des prestations identiques quel que soit le motif de l'utilisation : formation, engagement social ou politique, responsabilités familiales, activité artistique ou sportive...

Les associations présentes ont marqué beaucoup d'intérêt pour cette idée et ont formulé une recommandation à l'égard de la Commission, demandant de poursuivre les recherches de «faisabilité» de ce «crédit de temps» afin d'aboutir à une Directive.

Au cours de ce Colloque, Odile Quintin a dressé un bilan des

activités de la Communauté en faveur des femmes. Les associations de femmes ont soutenu les projets en cours et formulé des recommandations demandant au Conseil des Ministres d'adopter dans les plus brefs délais, les directives en attente sur l'égalité dans les régimes professionnels de sécurité sociale, le congé parental, le statut des indépendantes, le temps partiel et le travail temporaire. Elles ont demandé également que la Commission présente d'ici à la fin 1985 un nouveau programme d'action pour l'égalité des chances. Le Comité de Liaison des Femmes qui y était représenté par Christine Jonckheere a marqué des réserves sur le contenu de la Directive relative au travail à temps partiel.

H.P.P.

Le pouvoir de la mère

par Yvonne Knibiehler

Mise en forme d'une conférence prononcée à l'Université des Femmes le 19 février 1983.

Présentation

Yvonne Knibiehler est professeur d'Histoire à l'Université d'Aix-en-Provence. Elle a été l'une des premières à favoriser les perspectives féministes dans les recherches à l'Université dès les années 1970. Elle a mis sur pied des Unités de Valeur au niveau de la Licence et un Séminaire de Recherche au niveau de la Maîtrise sur le thème «Enfant - Femme - Famille». Passionnée par les rapports entre les femmes et les médecins, elle a écrit de nombreux articles sur ce thème et a publié «La Femme et les Médecins», une analyse de l'évolution de l'idéologie des médecins quant à ce qu'on appelle la nature féminine, qui est tout à fait passionnante pour nous. Elle a publié aussi, avec Catherine Fouquet, «L'Histoire des Mères du Moyen-Age à nos jours», un livre fondamental qui, malheureusement, a été un peu étouffé par le succès de l'Amour en Plus d'E. Badinter, sorti à peu près en même temps.

Ce qui a incité l'Université des Femmes à faire venir Yvonne Knibiehler dans le cadre du thème général du «Pouvoir», c'est qu'en 1979 elle a organisé un Colloque sur «Famille et Pouvoir». Dans les conclusions de ce Colloque, elle a très bien mis en évidence une double approche de la famille : d'une part la famille comme sujet de pouvoir, la famille détenant certains pouvoirs ; d'autre part, la famille comme objet de pouvoir, c'est-à-dire comme investie et traversée par des pouvoirs venant de l'extérieur, de la société. Aujourd'hui, elle nous propose une analyse plus particulière du pouvoir des mères dans le cadre de la famille.



Le thème «Le Pouvoir de la Mère» appellerait une définition du mot «pouvoir» mais je me garderai bien de vous en proposer une parce que l'exposé que je vais vous faire peut nous faire progresser justement dans la définition de ce que peut être le pouvoir sous ses différents aspects. Il y a une remarque préliminaire que je voudrais faire. C'est que, dès qu'il est question d'histoire des femmes, on est obligé de faire une réserve : l'histoire des femmes nous est accessible à travers des sources masculines presque uniquement. Il y a très peu de sources d'origine féminine. Connaître les femmes à travers le discours des hommes ce n'est pas les connaître directement, il faut prendre de la distance et garder l'esprit critique. Ce n'est pas toujours facile. Je diviserai cet exposé en trois parties. Comme je suis historienne, je suivrai la chronologie et nous considérerons ensemble ce que pouvait être le pouvoir de la mère sur l'enfant et dans la famille sous l'Ancien Régime, puis ce qu'il est devenu au XIXème siècle et ce qu'il est de notre temps.

L'ANCIEN REGIME

Sous l'Ancien Régime, le pouvoir de la femme est toujours défini par des hommes mais ce sont trois catégories d'hommes qui en parlent : les médecins, les prêtres et les juristes, comme il se doit.

LES DISCOURS

Les médecins.

Que disent les médecins ? Ils définissent la nature féminine et, à propos du pouvoir de la

femme sur l'enfant, ils lui attribuent un pouvoir en relation avec sa capacité créative. Or, dans l'Ancien Régime, les médecins sont des disciples des Anciens, d'Aristote ou de Galien. Pour Aristote, la femme n'est pas féconde : elle n'a pas de semence productive, elle est seulement le réceptacle dans lequel la semence masculine caille et se développe pour donner un enfant. Elle nourrit le fœtus avec le sang de ses règles, mais cela ne lui donne pas de puissance créatrice et donc, puisqu'elle ne «crée» pas l'enfant, elle ne saurait en être propriétaire, ni maîtresse.

Galien, qui était un médecin grec aussi mais qui vivait à Rome au premier siècle de l'Empire, apporte une notion un petit peu différente sur la capacité créatrice des femmes. Il admet que la femme émette comme l'homme une semence au moment du coït et que cette semence soit féconde, mais la femme ne serait qu'un homme à l'envers, c'est-à-dire l'envers infirme de l'homme, car Galien démontre que si l'on retournait les organes masculins à l'intérieur du ventre, on retrouverait à peu près les organes féminins. En effet, on peut observer que ce qu'on appelle à cette époque-là le museau de tanche, c'est-à-dire le col de l'utérus, ressemble à la verge et que les ovaires ressemblent aux testicules. D'ailleurs, les médecins de l'âge classique, qui ont un langage très vert, disent volontiers les couilles des femmes pour désigner les ovaires. Donc la femme serait un homme à l'envers. Seulement, c'est nier un peu la spécificité du rôle féminin, c'est nier aussi

son infériorité : si on la considère comme un homme à l'envers, elle est un peu un homme, donc, elle n'est pas inférieure. Mais Galien retombe sur ses pieds en disant par exemple que si la femme n'a pas réussi à bouter dehors ses organes génitaux c'est à cause d'une faiblesse

congénitale qui en fait tout de même un être inférieur. Donc qu'on soit Galieniste ou qu'on soit Aristotélécien, de toute façon, la femme n'est pas aussi créatrice que l'homme. Même si elle l'est un tout petit peu, elle ne peut pas être considérée comme propriétaire de l'enfant.



Prêtres

Le second émetteur d'idéologie si j'ose dire, l'Eglise, catholique ou protestante il n'y a pas beaucoup de différence entre les deux à ce point de vue, l'Eglise est très méfiante à l'égard de la femme. La femme c'est Eve, tentatrice et pécheresse, qui a été la cause de la damnation de l'homme et qui a chassé l'humanité du paradis terrestre. Donc même si ensuite, par l'intermédiaire de Marie, le sexe féminin s'est quelque peu racheté, il n'est pas question de faire confiance à la femme, elle n'en est pas digne et par conséquent on ne peut pas lui confier l'enfant, elle ne doit pas avoir de pouvoir, ou d'autorité sur l'enfant. De plus, dans le clergé même on croit à la doctrine aristotélicienne de l'infécondité de la femme.

Juristes

Enfin, le troisième émetteur de doctrine, c'est le Droit, ce sont les juristes et vous avez en France sous l'Ancien Régime deux types de Droit, le Droit Romain et le Droit coutumier. Le Droit Romain est extrêmement défavorable aux femmes. C'est un droit très patriarcal, très masculin, selon lequel la femme n'a vraiment aucun pouvoir sur les enfants ; ils sont la propriété du père qui est supposé justement être seul à les engendrer. Et cette propriété paternelle, ce pouvoir paternel sur l'enfant, va même au-delà de la vie du père puisqu'une fois qu'il est mort, on doit absolument respecter son testament qui est inattaquable et qui a force de loi. Dans le Droit coutumier, l'infériorité de la femme varie selon les régions. Par exemple dans les coutumes de l'Ouest, les coutumes normandes, les biens de la mère, la dot de la mère, sont transmissibles à la fille. Il y a non pas un pouvoir mais disons une filiation plus directe et plus efficace entre la fille et la mère qu'il n'y a dans le Droit Romain, dans le Droit écrit.

Donc du côté des hommes, il n'y a pas vraiment de reconnaissance d'un pouvoir féminin quelconque, sur l'enfant ou dans la famille. C'est l'homme essentiellement qui est le maître du fait de sa paternité. Mais il faut aussitôt distinguer le domaine du discours, le domaine de la doctrine et le domaine des réalités et des pratiques.

LES PRATIQUES

Les choses y sont assez différentes. Nous distinguerons pour la commodité, les hautes classes et le gros de la population.

Les hautes classes

Cela représente de 10 à 12% de la population française. C'est l'aristocratie. C'est la très riche bourgeoisie. Dans ces milieux, la mère est détachée de l'enfant très tôt. Elle n'a effectivement ni pouvoir ni influence sur lui. Elle le met en nourrice, donc elle ne l'élève pas elle-même, et ensuite il est très fréquemment envoyé en pension. Tout cela n'a pas grand chose à voir avec l'instinct maternel, mais comme, aux yeux de tous, l'éducation doit être un dressage et comme l'on considère que dans les classes riches les enfants doivent être bien élevés, il vaut mieux qu'ils soient très peu confiés à la mère qui n'a pas les qualités nécessaires à l'éducation. Donc la mère n'a pas de pouvoir sur les enfants, qu'ils soient garçon ou fille, elle ne peut nouer avec eux une relation que lorsqu'ils ont quinze ou seize ans, à leur sortie de pension, et il arrive que ce soient d'excellentes relations : on a le cas célèbre de Madame de Sévigné, qui a eu sur sa fille devenue Madame de Grignan une influence indéniable, mais enfin une influence qui a commencé tard.

Classes moyennes et populaires

Si j'en viens aux classes moyennes et aux classes populaires, les choses sont tout à fait différentes. Je ne crois pas qu'on puisse penser la relation mère-enfant en termes de pouvoir. Ce n'est pas de cela qu'il est question à proprement parler. Mais si l'on en parle en termes de vie, de survie, de nourriture, ce sera plus juste, mais ce sera aussi une forme de pouvoir. L'action de la mère sur l'enfant est liée à un rôle concret qui est capital, un rôle de vie et de survie. La mère dans les milieux populaires est essentiellement pensée comme nourricière. D'ailleurs, dans les classes populaires, maternité et fécondité sont restées entièrement liées, toute une série de symboles assimilent la femme à la terre productrice et l'homme au semeur ou au soc de la charrue. La fécondité est la vertu première d'une femme, à tel

point que pendant longtemps, en dépit de l'Eglise, il y a eu des relations prénuptiales afin que l'on puisse s'assurer qu'une fille serait féconde et c'est seulement quand elle était enceinte qu'elle se mariait. L'Eglise a eu beaucoup de peine, au XVIII^e siècle, à faire reculer ces pratiques qui étaient anciennes.

La mère nourricière

Donc dans les milieux populaires, et même dans les petites classes moyennes, la femme doit être mère et c'est là l'essentiel. Mère, elle est non seulement féconde mais aussi nourricière, elle nourrit le fœtus neuf mois et elle allaite le nouveau-né. Mais ensuite, presque tout son travail s'inscrit dans le prolongement de sa tâche nourricière. Par exemple, elle produit la nourriture de la maison ; c'est elle qui entretient le potager, le poulailler et même la laiterie : le cycle du lait, c'est son affaire. C'est elle aussi qui prépare la nourriture, le beurre et le fromage, avec tout ce qu'elle a produit. Fonction symbolique, elle allume et conserve le feu ; fonction symbolique capitale, elle fait la soupe, elle fait le pain. Faire le pain, dans la plupart des provinces françaises, c'est le travail de la femme, c'est pourtant un travail pénible mais c'est un travail féminin lié à la nourriture.

Non seulement, elle entretient la vie puisqu'elle est nourricière, mais elle la conserve aussi d'une autre manière puisque c'est elle qui est censée soigner les malades : elle et elle seule. C'est elle qui cultive les plantes médicinales dans son jardin, c'est elle qui connaît les cultes des saints, c'est elle qui connaît les pèlerinages auxquels on doit conduire l'enfant malade ou le vieillard ou l'infirme etc... C'est donc elle qui est chargée de sauver la vie lorsque cette vie est fragile, et en même temps, tout le domaine de l'entretien est pensé aussi comme une manière de sauver la vie. Par exemple la lessive, qu'on fait deux fois par an, c'est un travail très dur qui est connoté comme un moyen de survie : c'est effacer l'usure du temps, c'est rajeunir le linge, le ramener à la pureté originelle, c'est lui rendre sa jeunesse. Il y a tous ces symboles dans la lessive et de même dans l'entretien de la maison : balayer,

laver le parquet ou les murs, cirer, tout cela fait partie de l'entretien de la vie, en ce que cela efface l'usure du temps, l'action mortifère du temps. Ce travail est rentable, et il assure quelquefois une autonomie économique à la mère qui n'est pas négligeable, par exemple : les produits du poulailler et du potager, elle peut les vendre au marché et cela lui assure un revenu pour nourrir les enfants, même si le père disparaît ou s'il ne donne rien. Et je signale entre parenthèses que c'est encore ainsi en Afrique noire et que par exemple quand les hommes, les Africains, sont embauchés sur une plantation ou dans une usine, ils n'ont pas pour habitude de donner une part du salaire à la femme : c'est elle qui se débrouille, c'est elle qui garde la terre du village, c'est elle qui défriche, c'est elle qui plante, c'est elle qui nourrit ses enfants. L'homme n'a pas à les nourrir.

Le pouvoir de la mère

A l'arrière plan de ces activités essentielles, il y a donc aussi une valeur symbolique considérable. Tout ce travail que fait la femme autour de l'enfant, pour le nourrir et le garder en vie, lui confère un pouvoir indiscutable, dont personne ne parle, je le répète, en termes de pouvoir mais nous, qui bénéficions d'une certaine culture psychanalytique, nous savons bien tout ce que cela peut signifier comme influence sur l'enfant et comme marque indélébile que la mère met sur l'enfant.

Au-delà de la petite enfance, la mère a surtout pouvoir sur ses filles. Dans la société traditionnelle, les enfants sont très vite séparés : les petits garçons suivent les hommes, par forcément le père mais aussi bien le grand-père ou un frère aîné, et les filles suivent les femmes de la maison, pas forcément la mère, là non plus, mais souvent elle quand même. Une fille apprend tout auprès de sa mère, non pas avec des mots mais par imitation, en faisant ce que fait la mère, en aidant à laver le linge ou à préparer la cuisine. C'est ce qu'on pourrait appeler l'éducation du regard qui forme la fille. Ainsi par exemple, si elle va faire la lessive, elle verra le linge taché de sang et sans qu'elle ait besoin de poser des questions, elle apprendra, d'une soeur aînée ou toute seule, ce que c'est que le linge taché de sang, ce que ça signifie sur les règles et

sur la grossesse. La fille est donc placée ainsi dans une espèce de code d'informations qui lui vient de sa mère.

Droit de vie et de mort

Ajoutons que dans ces sociétés anciennes, la femme a d'une certaine manière droit de vie et de mort sur l'enfant puisqu'elle peut se faire avorter. Je répète que c'est elle qui connaît les plantes. Il y a eu des études sur les jardins du Toulousain à la fin du XVIII^e siècle et on a trouvé pratiquement dans tous les jardins des cultures de plantes abortives, en particulier la rue. Donc, les femmes connaissaient ces moyens-là. Mais à mon avis, c'est une hypothèse qu'il faudrait vérifier, l'avortement était relativement rare parce qu'il était très dangereux et que ces drogues puissantes constituaient des purges d'une extrême violence. De plus on ne savait pas toujours à quel moment on était enceinte parce qu'on enchaînait bien souvent une grossesse sur un allaitement. Quant à l'accouchement, il était dangereux mais pas tellement. Dans les périodes de bonne nutrition quand il n'y avait pas de misère, on comptait entre 2 et 5% de mortalité, ce qui n'est pas énorme : dans les périodes de misère, cela atteignait 10, 15 et 20%, mais les femmes mouraient de misère physiologique plus que de l'effort de l'accouchement. Quand je parle du droit de vie et de mort, je dois aussi évoquer l'infanticide, puisqu'il était pratiqué dans les sociétés anciennes. L'Eglise a eu toutes les peines du monde à le combattre ; quand elle l'a combattu avec une grande fermeté, il s'est camouflé, je veux dire qu'il a pris la forme d'un accident : on prenait l'enfant dans le lit des parents et au matin, on avait eu le sommeil trop lourd et l'enfant avait été étouffé sous le poids des corps. Pourquoi cette perpétuation de l'infanticide ? Parce que, dans les sociétés antiques, les parents ne se croyaient pas obligés d'élever tous leurs enfants. On exposait ceux qu'on ne pouvait pas élever, chez les Grecs, comme chez les Latins. Dans les sociétés rurales traditionnelles ces pratiques ont continué, c'était une manière de mieux faire survivre les enfants que l'on pouvait garder, que l'on pouvait élever. Si je ne craignais pas de choquer, je dirais que quand nous éliminons cinq



petits chats sur six dans une portée c'est parce que nous nous sentons le courage et l'envie d'en faire survivre un mais un seul. C'était un peu comme ça, dans les sociétés anciennes, pour les enfants. Donc, il y a eu une perpétuation durable de l'infanticide qui signifie, non pas un pouvoir de vie et de mort, parce que le mot «pouvoir» trahirait tout à fait les comportements, mais enfin, il y a quelques chose qui ressemble à cela.

XVIII^e et XIX^e S

Passons à la période suivante qui est celle de l'Age des Lumières et du XIX^e siècle, et reprenons nos émetteurs d'idéologie.

LES DISCOURS

Médecins

Du côté des médecins, il se passe quelque chose de tout à fait important. Un Anglais qui s'appelle HARVEY, est réputé pour avoir découvert la circula-

tion du sang. Effectivement, il l'a découverte mais ce n'est pas par là qu'il nous intéresse ; il est aussi un des premiers grands chercheurs à avoir étudié l'embryologie. Il a commencé avec des poules : il a fait couvrir des oeufs de poule et les a cassés à tous les jours de la gestation pour voir comment évoluait l'embryon. Puis il est passé des ovipares aux mammifères et il a étudié, (il a tué !) des biches, des chiennes fécondées à divers stades de la gestation toujours pour voir comment cela se passait. Et il a émis cette hypothèse que tout être vivant se développe dans un oeuf mais il n'a pas eu le temps, lui, de le vérifier sur l'espèce humaine parce que, comme vous le savez, on ne peut pas expérimenter sur l'espèce humaine. On était obligé d'attendre que des jeunes femmes meurent en état de grossesse pour pouvoir les disséquer et voir quel était l'état du fœtus. Il a donc fallu un certain temps pour que

l'hypothèse de Harvey soit vérifiée sur les femmes, et elle l'a été. Entre les années 1650 et les années 1750, sur l'espace d'un siècle, on a pu vérifier effectivement que tout être vivant se développe dans un oeuf et que l'hypothèse de Harvey était valable. On a découvert ensuite que l'ovaire féminin produisait des ovules, c'est-à-dire les petits oeufs indispensables sans lesquels la semence masculine était nulle et non avenue. Toute la révolution épistémologique s'est produite à ce moment-là : la femme est devenue créatrice, on l'a reconnue capable d'engendrer, capable d'avoir dans la création d'un être humain une part aussi grande que l'homme, non seulement aussi grande mais spécifiquement féminine. La femme n'émet pas, comme l'avait cru Galien, une semence féconde analogue à celle de l'homme, elle émet tout autre chose, elle émet quelque chose que l'homme ne pourrait en aucune manière produire : c'est un petit oeuf, sans lequel rien ne se fait. La femme trouvait, grâce à ces découvertes, une dignité nouvelle, un prestige d'être humain à part entière. Non seulement elle était féconde, mais elle l'était d'une manière tout à fait originale. Evoquons rapidement les grandes révolutions, les grands bouleversements que cela a produits dans la pensée de l'époque. Harvey travaille au temps des Précieuses à peu près et sa découverte a fait l'effet d'un scandale : d'une part les aristotéliens ne voulaient pas démordre de leur idée : pour eux il n'y avait que les hommes qui pouvaient engendrer. La découverte de Harvey s'est heurtée à une résistance extrêmement dure, il a fallu plus de cent ans pour qu'elle soit acceptée dans le corps médical et dans le corps des anthropologues. Et du côté des femmes, l'accueil n'a pas été meilleur. Les Précieuses ont été scandalisées qu'on veuille comparer leur sexe à celui des poules : elles trouvaient que c'était les assimiler à des animaux, que c'était attenter à leur pudeur et à leur vertu, que c'était inacceptable. Plus tard quand on lit les médecins du XVIII^e siècle, on s'aperçoit qu'ils sont tous convertis à la doctrine de Harvey. Ils ne peuvent plus dire comme les Anciens que la femme est un être inférieur, elle est l'égale de l'homme dans l'ordre

de la création, et ils prennent tous l'exemple de la fourmi et de l'éléphant : la fourmi est aussi parfaite que l'éléphant puisqu'elle est une créature de Dieu, donc la femme est aussi parfaite que l'homme dans l'ordre de la création : chaque être créé par Dieu est parfait en soi. Voilà pour la pensée médicale qui donc ne peut plus invalider la femme du point de vue du moins de l'engendrement, ce qui signifie au fond que le pouvoir de la mère sur l'enfant n'a pas à être inférieur au pouvoir du père sur l'enfant ; elle le crée tout autant que l'homme.

Moralistes.

Passons aux moralistes maintenant, sans parler du clergé puisque nous arrivons à une époque où justement l'influence du clergé diminue. La révolution des Lumières c'est précisément le recul de l'influence religieuse : «Ecrasons l'infâme», disait Voltaire. Mais ce n'est pas à Voltaire que je vais recourir ici pour l'idéologie moralisante, c'est à Rousseau plutôt.

Rousseau se sépare fondamentalement de la doctrine ecclésiastique en ce qu'il ne croit pas au péché originel. Il croit que l'homme est bon naturellement et il croit même que la femme est meilleure que l'homme parce qu'elle est restée plus proche de la nature originelle de par les fonctions essentielles de son corps et parce qu'elle a été moins instruite, elle a donc été moins que l'homme dépravée par la civilisation. Dans l'esprit de Rousseau, puisque l'homme est bon naturellement et que la femme est meilleure, l'éducation n'a pas besoin d'être un dressage comme le pensait l'Eglise. L'Eglise pensait - je n'y ai peut-être pas assez insisté tout à l'heure - que l'enfant n'a pas intérêt à être élevé par ses parents, parce que ses parents l'aiment trop, sont trop tendres avec lui, trop faibles, ou bien ont d'autres soucis ; l'enfant doit être autant que possible élevé par des spécialistes et ces spécialistes, l'Eglise les fournit jusqu'à l'âge classique. Elle crée des ordres religieux enseignants, les Jésuites et les Oratoriens pour les garçons, les Ursulines ou les Visitandines pour les filles etc... il n'en manque pas. Ce sont de grands Ordres et on recommande aux parents de leur confier les enfants, l'éducation

étant conçue comme un dressage car il faut mater la mauvaise nature humaine liée au péché originel. Avec Rousseau, l'éducation n'a plus besoin d'être un dressage, il suffit de respecter une nature qui est fondamentalement bonne. Donc l'éducation doit être une vigilance tendre et attentive et qui en est le plus capable ? C'est la mère. Rousseau dit : la mère vaut bien mieux que le père comme éducatrice parce qu'elle aime son enfant, elle veut qu'il soit heureux alors que le père est égoïste et trop sévère. Pour trouver les éléments de sa pensée, il faut lire l'Emile, naturellement, et notamment le dernier livre, Sophie, qui est consacré à l'éducation des filles. Il faut lire aussi La Nouvelle Héloïse qui met en scène non seulement une jeune femme amoureuse, mais plus tard une jeune mère parfaite, la mère idéale selon Rousseau : Julie. Il y a plusieurs choses à remarquer : si effectivement la mère est bien mieux faite pour élever l'enfant toutefois, c'est Julie qui le dit très clairement, elle ne doit agir que sous le contrôle et la direction de son mari. C'est l'homme qui reste responsable de l'éducation des enfants, surtout de l'éducation des garçons et Julie dit très bien : «Je ne suis qu'une femme et je ne prétends pas élever mes enfants, je les prépare seulement pour être élevés». Donc il ne s'agit quand même pas d'abandonner l'enfant à la femme, mais cependant Rousseau a fait la part très belle à la mère et c'est pour cela qu'à la fin du XVIII^e siècle il fait l'objet d'un véritable enthousiasme de la part des femmes.

Jusque là au fond, puisqu'on leur retirait l'enfant, on ne les considérait que comme des ventres, des nourricières, des reproductrices. Avec Rousseau, on les considère comme des éducatrices et la maternité prend des dimensions sociales et psychologiques alors qu'auparavant elle n'avait que des dimensions biologiques. Si vous voulez des témoignages de l'enthousiasme provoqué par Rousseau auprès de certaines femmes, il faut lire la Marquise d'Épinay, qui a écrit beaucoup d'ouvrages et notamment les Conversations d'Émilie. C'est une fervente disciple de Rousseau, elle trouve un très grand bonheur à

élever ses enfants selon ses principes, mais ce qui est amusant c'est qu'elle appelle sa petite fille non pas Sophie mais Emilie, et le choix de ce prénom est tout à fait significatif.

A côté de Madame d'Épinay, je pourrais citer Madame Roland, celle qui a joué un si grand rôle dans le mouvement Girondin de la Révolution et qui a été guillotinée. Cette Manon Roland nous a laissé toute une série de Mémoires où elle explique comment elle est devenue disciple de Rousseau.

Autour de Rousseau, il se passe une véritable découverte de l'amour maternel. Il existait sans doute avant, mais les hommes n'avaient pas vu quel parti ils pouvaient en tirer. A partir de Rousseau, on se rend compte que l'amour maternel peut être utilisé pour l'éducation des enfants. Et on assiste à une véritable exaltation de l'amour maternel. Je cite d'innombrables sources dans l'Histoire des Mères, je vous rappelle seulement Victor Hugo : «Oh, amour d'une mère, amour que nul n'oublie, pain merveilleux que Dieu partage et multiplie». Disons que, avant la fin du XVIII^e siècle on ne parle guère de l'amour maternel, il semble aller de soi, et que au contraire, à partir du début du XIX^e siècle, on le met en vedette, on en fait une mission éducatrice pour la mère. Je voudrais souligner que ce n'est pas par hasard que cette valorisation de l'amour maternel survient en même temps que l'avènement de la Société Industrielle. Qu'est-ce qui se passe en effet ? L'entreprise familiale régresse rapidement dans la société au profit de l'entreprise capitaliste qui attire l'homme, le père, hors du foyer. Auparavant, dans l'entreprise familiale, le père restait dans son foyer. Qu'il s'agisse d'une entreprise agricole ou d'une entreprise artisanale, il était à la fois à son travail et chez lui, il pouvait s'occuper de ses enfants et notamment il prenait presque toujours son fils comme apprenti. L'entreprise capitaliste arrache l'homme de chez lui, qu'il s'agisse d'aller travailler en usine, dans un bureau ou dans une banque. L'homme est séparé de ses fonctions de père. Il n'en perd pas la responsabilité mais il n'a plus le temps d'élever ses enfants, il n'a plus la présence nécessaire. L'avènement de la

mère comme éducatrice correspond à cet éloignement du père : il faut que quelqu'un s'occupe des enfants d'une manière un peu présente, ce sera donc la mère. Tout se passe comme si, alors que l'homme change de rôle au moment de l'avènement de la société industrielle, on confie à la mère le soin de rester dans la famille pour la garder intacte. Le conservatisme va se réfugier au sein de la famille que l'on confie aux soins de la mère.

Juristes.

Les juristes eux, n'ont pas beaucoup évolué. Ils ont failli donner des droits à la mère, mais ils n'ont pas osé. Pourquoi ? Pendant la Révolution Française, on s'est demandé si l'on allait faire des femmes des citoyennes à part entière et on pensait fonder leurs droits civils sur la maternité : c'était leur service social par excellence, c'était leur contribution réelle à la survie du groupe. En tant que mères, elles devaient avoir le droit de vote. On en a discuté très sérieusement et, dans les premiers temps de la Révolution, on les a fait venir dans les fêtes révolutionnaires et on les a honorées. Autrement dit on les a mobilisées au service de la Révolution. Elles viennent dans les assemblées, dans les clubs, elles prennent la parole, elles ont une activité considérable et d'ailleurs elles se chargent surtout justement de l'éducation des jeunes enfants : elles leur font réciter des passages entiers de l'Emile ou des Droits de l'Homme et du Citoyen. Ça n'a pas duré longtemps et, chose tout à fait remarquable, c'est dans la période la plus à gauche de la Révolution, au temps de Robespierre, que s'est annoncé le mouvement réactionnaire.

Que s'est-il passé ? La révolution, comme vous le savez, a été une période de terrible crise économique. Les femmes, celles du peuple surtout, ont souffert de la faim, elles ont vu leurs enfants en souffrir, et elles ont déchaîné les passions, le torrent des passions, organiques si je puis dire, viscérales, dans les méandres d'une politique qui se voulait calme et constructive. Ce sont elles qui, au mois d'octobre 1789, sont allées chercher Louis XVI et sa femme à Versailles pour les ramener à Paris. Elles disaient : «nous

allons chercher le boulanger, la boulangère et le petit mitron», c'est-à-dire, nous allons chercher le Roi qui nous donnera de la farine pour le pain de nos enfants. Et elles ont effectivement ramené Louis XVI mais, revenues victorieuses, elles se mettaient à cheval sur l'affût des canons et elles avaient des figures qui effrayaient les hommes. Quand une femme devient guerrière, le complexe de castration se réanime chez les hommes, et ils ont peur, très peur. C'est ce qui s'est passé à nouveau sous Robespierre. Les femmes ont envahi la Convention, elles ont demandé qu'on taxe les denrées de première nécessité, qu'on mette les accapareurs en prison, qu'on leur distribue des vivres, etc... Robespierre n'a pas voulu être débordé par ces forces trop puissantes, trop révolutionnaires en quelque sorte. Il a interdit les clubs de femmes et il a fait arrêter celles qui manifestaient. A partir de là, s'est développé un discours très antiféminin : les femmes n'ont qu'à laisser faire les hommes, leur place est à la maison auprès de leurs enfants.

Du coup, les juristes, qui rédigent le code Napoléon en 1804, mettent les femmes entièrement sous la domination des hommes. Avec une nuance toutefois, c'est la femme mariée qui tombe au pouvoir de son mari : elle lui doit obéissance et elle est frappée d'une incapacité majeure dans tous les domaines. Par contre, une femme qui ne se marie pas, lorsqu'elle atteint 21 ans devient responsable de sa personne et en principe elle peut disposer d'elle-même et de ses biens. Mais la société s'organise de telle manière que la femme majeure ne peut pas disposer d'elle-même étant donné qu'elle est exclue de tous les lieux d'études, et qu'elle ne peut pas gagner sa vie. Cependant puisque je dois parler du pouvoir de la mère sur l'enfant, je ne parle pas des célibataires. Du moment qu'elles sont mères, les femmes sont mariées puisqu'à cette époque-là les filles-mères sont vouées aux pires affronts, au pire mépris. Les mères sont donc mariées et donc au pouvoir du mari et les enfants appartiennent au mari. Là, il n'y a pratiquement aucun progrès. Même quand l'homme meurt, la veuve n'a pas de pouvoir sur ses enfants puisqu'un

Conseil de famille doit décider de leur sort, y compris de leur mariage.

LES PRATIQUES

Si du discours masculin, médical, moraliste ou juridique, je passe aux réalités et aux pratiques du XIX^{ème} siècle, j'observe des pratiques qu'on pourrait essentiellement qualifier de bourgeoises. Elles caractérisent les classes moyennes de la société mais elles ont servi de modèles aux classes humbles et même aux classes riches. La société française s'embourgeoise au XIX^{ème} siècle, sans le moindre doute. Elle se lance dans une active exploration de l'amour maternel et en comprend réellement la puissance. Balzac ou Michelet écrivent des textes qui m'ont frappée parce qu'ils préparent vraiment aux investigations de Freud : on s'interroge sur la relation mère-enfant pendant l'allaitement et on commence à se rendre compte que cette relation est de très grande importance pour l'avenir de l'enfant. Du coup on assiste à une véritable rivalité pour s'emparer de l'esprit des femmes et des filles.

Par exemple, à chaque phase révolutionnaire, les républicains ont voulu créer des écoles pour les filles : en 1848, en 1871 pendant la Commune, puis dans les années 1880-1890 au moment de la troisième République. Les républicains veulent mettre les filles à l'école pour les arracher au clergé, parce que former les filles c'est atteindre l'enfant futur à travers elles. Bien entendu le clergé réagit en sens inverse, en essayant de garder les filles sous son contrôle. Cela explique l'importance, notamment, de la réaction de Monseigneur Dupanloup quand le Ministre Victor Duruy veut créer des établissements secondaires pour les jeunes filles. L'Eglise veut garder les filles parce que sur les genoux des femmes mères, les enfants apprennent leurs prières et donc sont orientés discrètement vers l'influence de l'Eglise.

Le fils

A ce moment-là, en dépit des lois, personne n'ignore quel pouvoir la mère peut avoir sur l'enfant. Mais je distinguerai cependant la mère d'un fils, et la mère d'une fille parce que je crois que le pouvoir est différent. La mère du XIX^{ème} siècle

essaie de s'emparer de son fils parce que c'est avec lui qu'elle peut vivre : elle est placée dans une situation tellement subordonnée, puisque la société ne lui offre aucun autre destin, qu'elle est repliée sur ses enfants. C'est là sa fonction unique et on ne lui donne aucun autre moyen de gagner sa vie et d'être indépendante. Sa vie est tellement retrécie qu'elle ne peut vivre qu'à travers les hommes, mais son mari est loin d'elle et elle n'est pas assez cultivée pour pouvoir s'intéresser à ce qu'il fait, donc c'est à travers son fils qu'elle va essayer de vivre. On s'aperçoit qu'elle essaie de lutter contre les principes scolaires qui avaient été jusque-là admis. Par exemple, elle fait reculer l'entrée du garçon à l'internat. Sous Napoléon I^{er}, c'était à 7 ans que les garçons devenaient internes et, à la fin du XIX^{ème} siècle, c'est à 12 ans et encore, beaucoup de familles renoncent à l'internat, l'externat progresse. Philippe Ariès signale aussi qu'il arrive souvent que ce soit la mère qui choisisse la profession future du garçon. Le père voudrait

souvent que son fils lui succède ; un notaire de village, un agriculteur, un médecin cherchent à ce que leur fils leur succède mais la mère elle, veut qu'il ait une situation brillante et il est fréquent qu'elle le pousse vers d'autres études ou d'autres horizons. Il est fréquent aussi que ce soit elle qui lui choisisse son épouse. Mais il y a un autre élément à prendre en compte, c'est que le garçon, dès qu'il grandit, prend modèle sur son père et non pas sur sa mère. La plupart du temps, il n'a qu'un désir, c'est justement de repousser cette influence maternelle. Cela fait beaucoup de peine à la mère et

c'est pourquoi on voit chez les mères du XIX^{ème} siècle, un très fort déchirement, une grande souffrance. Le garçon se détache de la religion, alors que sa mère lui a appris ses prières, tout simplement parce qu'il imite son père qui ne pratique plus ; il va vers la liberté sexuelle, alors que sa mère lui a enseigné autant qu'elle a pu la chasteté qu'elle pratique elle-même ; il va vers des ambitions professionnelles qu'elle n'a pas toujours pu commander. Tant qu'elle le peut elle le conditionne, et le conditionnement qu'elle lui fait subir est parfois très mal vécu par le garçon, notamment dans la petite bourgeoisie. Quand la mère veut faire de son fils un monsieur, elle l'étouffe et nous en avons les témoignages : Jules Vallès avec « l'Enfant » ; Arthur Rimbaud qui déteste sa mère, qu'il appelle la « mère Rimbe », et qui fait des fugues à partir de l'âge de 16 ans ; Jules Renard et « Poil de Carotte », qui montre à quel point l'enfant peut détester la mère : ce sont des réactions contre cette influence de la mère sur le fils.

La fille

Quant à la relation mère-fille, il y a aussi beaucoup à en dire. La mère déploie toutes ses ambitions sur la fille parce qu'elle voit en elle un double ; jamais les sexes n'ont été aussi séparés qu'au XIX^{ème} siècle et la mère a l'impression qu'elle va faire sa fille entièrement ; l'élever notamment pour la vie d'intérieur comme on l'a élevée elle-même. Il est arrivé que les hommes se méfient de cette relation étroite mère-fille. Il y a dans la littérature de la première moitié du XIX^{ème} siècle, des traces remarquables de cette méfiance chez Balzac, chez Stendhal ou chez Zola.



Une coalition mère-fille apparaît par exemple dans le Contrat de Mariage de Balzac où l'on voit une mère avisée dresser sa fille à capturer l'homme, à le séduire et à le dominer ; de même chez Zola, dans Pot-Bouille, une mère dresse ses filles à capter un mari et à rester maîtresses de la maison. Comment séduire, comment garder son pouvoir ? Il y a toute une série de recettes. Si vous voulez, au début de XIX^{ème} siècle, les hommes ont redouté l'alliance mère-fille et ils l'ont combattue en exigeant que la femme s'abstienne de toute information, notamment d'ordre sexuel. Et c'est là je crois, un des aspects les plus négatifs de la relation mère-fille parce que effectivement la mère fait silence sur tout le féminin. Elle n'instruit sa fille de rien. Alors que la fille est destinée au mariage et à la maternité, on ne l'instruit pas de ce qu'est son sexe : elle ignore même qu'elle en a un. On ne l'instruit pas de ce que sera la relation conjugale : la plupart des filles doivent arriver totalement ignorantes au mariage. Il est admis que c'est le mari qui doit les former afin qu'il puisse les former à son gré, comme il l'entend, qu'elles n'aient aucun point de comparaison. Elles ne sont même pas instruites de ce qu'est la maternité : la plupart d'entre elles croient, parce que c'est au XIX^{ème} siècle qu'on commence à répandre ces fables, que l'enfant naît dans les choux. D'ailleurs « Savez-vous planter les choux », est une chanson de la fin du XVIII^{ème} siècle, qui a été d'abord une chanson pornographique. Elle est facile à adapter. Que les enfants apparaissent dans les choux ou dans les roses, que la cigogne les apporte ou que ce soit la sage-femme, dernier avatar, la jeune fille se marie très souvent sans savoir que l'enfant se produira dans son ventre et qu'il faudra bien qu'il en sorte un jour ou l'autre. Elle ignore les douleurs de l'accouchement et ce que cela suppose comme investissement de son propre corps. Elle n'a même pas souvent l'occasion de voir sa mère enceinte. Il y a peu d'enfants au XIX^{ème} siècle, la réduction des naissances est déjà pratiquée et dans les familles de milieu bourgeois il n'y a qu'un ou deux enfants. Pour peu que la fille soit la seconde elle n'a rien vu du tout. Et si elle remarque une

femme enceinte on n'en parle pas, on lui dit qu'elle grossit parce qu'elle mange trop de soupe. On me l'a dit quand j'étais petite à moi aussi. On n'explique pas ce que c'est que ce gros ventre. Il y a un grand silence. Les mères transmettent une résignation, un fatalisme et une ignorance qui ravalent l'être humain en-deçà de l'animal car au fond, les bêtes savent mettre bas tandis qu'une jeune fille qui se marie ne sait pas comment elle enfantera. C'est un des aspects les plus étranges de ce XIX^{ème} siècle qui a voué la femme à la maternité : elle est mère et elle ne doit être que cela et en même temps on refuse de former la jeune fille aux tâches maternelles. Enfin, autre élément à mettre en évidence, c'est que si les mères acceptent de réduire leurs filles à néant dans les domaines de la sexualité et de la maternité, par contre, la plupart des mères cherchent à ce que leur fille ait une autonomie économique. Beaucoup de mères se soucient de faire apprendre aux filles quelque chose de rentable. On voit les petites bourgeoises et même les bourgeoises moyennes pousser leurs filles vers le brevet simple, ou vers le baccalauréat même quand il est interdit aux filles, en tout cas vers le brevet supérieur pour qu'elles puissent éventuellement être institutrices. Egalement les mères forcent les filles à apprendre le piano parce que être maîtresse de piano, c'est un moyen de gagner sa vie s'il y a des revers de fortune etc... Voilà comment jouent les trois aspects du pouvoir de la mère sur la fille.

XX^{ème} SIECLE

Je vais aborder le XX^{ème} siècle, et j'y passerai sans doute très vite parce que vous connaissez ce que je vais dire. Je voudrais attirer votre attention sur deux phénomènes : en premier lieu le déclin de la confiance qui avait été accordée aux mères et en second lieu, le fait que le discours masculin est entièrement investi par les médecins. Dans les deux parties précédentes, j'ai étudié le discours des médecins, le discours des prêtres et des moralistes - c'était le même - et le discours des juristes. Maintenant les médecins éclipsent tout, probablement en tout cas pour la France, à cause du phé-

nomène désigné sous le nom de dépopulation. La réduction des naissances au XIX^{ème} siècle a réduit le nombre des enfants en France et la guerre de 1870 a abouti à une terrible défaite extrêmement humiliante pour les Français qui se croyaient invincibles.

La manière la moins humiliante d'expliquer cette défaite, c'était de dire que les Français étaient inférieurs en nombre, mais cela supposait évidemment que si l'on voulait reprendre l'Alsace et la Lorraine aux Allemands, il fallait justement renverser la tendance et faire un peu plus d'enfants pour avoir des armées plus nombreuses. Alors il y a eu des tendances natalistes extrêmement fortes, avec des ligues et des alliances pour la repopulation, je passe les détails, jusqu'à ce qu'on s'aperçoive et on n'a pas mis longtemps à s'en apercevoir, qu'il était pratiquement impossible d'obliger les couples à se reproduire plus abondamment. Il restait une autre solution pour augmenter le nombre des Français, c'était d'empêcher les petits enfants de mourir en aussi grand nombre, de lutter donc contre la mortalité infantile.

Médicalisation de la maternité

Du coup, les médecins se sont penchés sur la relation mère/enfant et ils se sont mis à disqualifier les mères de la façon la plus violente ; c'est à ce moment-là qu'ils ont dénoncé l'abominable insuffisance de l'instinct maternel. L'instinct maternel ne suffit pas à conserver l'enfant en vie parce que les mères, surtout les mères populaires, sont des ignorantes, elles ne savent pas soigner l'enfant et c'est au médecin de se substituer à elles, en tout cas de les mettre entièrement sous surveillance. C'est à partir des années 1890 que se multiplient les consultations de nourrissons, les groupes de lait, les institutions de toutes sortes qui placent sous contrôle les femmes de milieu modeste ; quant aux femmes de milieu un peu plus élevé, on a réussi à les mettre aussi sous contrôle par le biais du médecin de famille. Et petit à petit, on assiste à une médicalisation de la maternité - je n'ai rien contre la médicalisation mais à une médicalisation totalement masculine parce qu'à ce moment-là les médecins sont tous des hommes.

Autrement dit, le pouvoir de la mère sur le petit enfant s'est dilué entièrement entre les mains des médecins, même pour les filles qui faisaient des études et qu'on aurait pu essayer d'instruire.

Enseignement féminin

Mais il s'est passé quelque chose de très intéressant : quand on a créé les lycées de filles, c'est-à-dire dans les années 1880, on a essayé d'inventer un enseignement secondaire féminin, qu'on a voulu rendre spécifique. On a essayé de le penser différent de l'enseignement masculin, notamment on a exclu totalement le latin et les mathématiques parce que cela ne servirait à rien pour les filles. On a voulu par contre leur enseigner des choses qui pouvaient leur servir comme l'économie domestique et la puériculture. Mais quand on s'est penché sur l'établissement des programmes d'économie domestique et de puériculture, on les a rétrécis comme des peaux de chagrin parce qu'on s'est aperçu que les femmes allaient en savoir trop. La puériculture risquait d'ouvrir trop grands les yeux et les oreilles de nos modernes Agnès, l'ingénue de « l'Ecole des Femmes » de Molière. Donc il n'en a plus été question. Si on avait vraiment voulu créer un enseignement secondaire spécifique, il aurait fallu enseigner aux femmes non seulement la puériculture mais aussi la pédiatrie, la gynécologie et l'obstétrique. Les hommes ne risquaient pas de vouloir abandonner ces domaines. Pour l'économie domestique, c'est la même chose. On s'est aperçu qu'entrer dans l'économie domestique c'était aboutir petit à petit, de proche en proche, à l'économie de marché et qu'on risquait d'initier les femmes aux arcanes de l'économie, avec un grand E. Il n'en était pas question non plus, elles étaient faites pour rester à la maison. Donc on a totalement écarté là une possibilité de créer effectivement un pouvoir féminin spécifique.

Psychanalyse

Enfin la dépossession des mères connaît une dernière étape avec la diffusion des doctrines de Freud qui vont aboutir à psychiatrisation, si j'ose dire, de la maternité. Freud n'a jamais dit le moindre mot contre les mères évidemment : il les exalte tout autant

que les gens du XIX^{ème} siècle. Mais malgré tout, par l'analyse qu'il a faite de l'Oedipe, de l'envie du pénis, de la mère abusive, il a jeté la suspicion sur la relation mère/enfant, une suspicion qui n'était pas venue encore à l'esprit des hommes. Au XIX^{ème} siècle on mettait l'amour maternel au-dessus de tout, on le croyait capable de faire des miracles. C'est Freud qui a montré qu'au lieu de mira-

d'abord les enfants de cinq ans, puis les enfants de quatre ans, et maintenant je crois que près de 30% des enfants de trois ans y vont. Donc, dès cet âge-là, l'enfant échappe en grande partie à sa mère. Il a une socialisation beaucoup plus précoce qu'autrefois et aussi beaucoup plus totale puisqu'on n'en finit pas de trouver des choses à lui faire faire en dehors de l'école et en

domaines et il est certainement temps de réfléchir avec attention et profondeur sur toutes ces questions. Evidemment, il faudrait ajouter un mot sur la liberté d'engendrer. C'est certainement un pouvoir de la mère sur l'enfant que celui de ne pas le mettre au monde. Mais c'est un autre type de pouvoir, c'est une liberté difficile, un pouvoir négatif.

- *Au XIX^{ème} siècle vous mettez surtout l'accent sur la bourgeoisie exclue de la vie économique, alors que dans les classes populaires, toutes celles qui sont dans la vie économique n'ont pas la possibilité d'un contact privilégié avec les enfants.*

Y.K.: Elles l'ont moins, c'est certain car elles n'ont pas le temps. Dès qu'une femme gagne sa vie, elle perd le contact avec l'enfant, c'est sûr ; et si elle est privée de toute autre activité, elle se concentre sur l'enfant d'une manière probablement abusive. Je pense que ce n'est pas du tout par hasard si à la fin du XIX^{ème} siècle on a découvert l'Oedipe. Je crois très volontiers que l'Oedipe existe dans toutes les sociétés, mais enfin il ne devient pas toujours pathologique. Au point que si on le découvre, justement à la fin du XIX^{ème} siècle, c'est parce que la mère exclue de tout a été tellement concentrée sur les enfants qu'elle a poussé la relation : l'enfant jusqu'à des conséquences effectivement pathologiques. Elle s'est entièrement investie dans la maternité, jusqu'au déséquilibre. Aucun de nous, ni homme, ni femme, n'a qu'une seule dimension. Nous en avons tous plusieurs et il est important de les développer toutes.

- *Au XIX^{ème} siècle, la femme est enfermée dans la maison mais dans les siècles précédents il y avait un lien plus direct entre la place de la femme à la maison et la production économique.*

Y.K.: Oui bien sûr, la femme dans l'entreprise familiale participe à la production ; elle n'est pas concentrée uniquement sur les enfants ; elle a toutes sortes d'activités ; seulement ce qui est intéressant à voir, c'est que son travail est pensé comme un prolongement de la maternité, alors que le travail d'une ouvrière d'usine n'est pas pensé comme tel. C'est la mère nourricière qui cultive le potager et qui élève les poules ou les lapins tandis que l'ouvrière qui va en usine, derrière une machine à filer ou à tisser, voit son travail complètement dissocié de ses tâches maternelles.

- *L'homme est d'ailleurs plus dépendant à la période de la mère nourricière que vous avez décrite que lorsque la femme est salariée et que chacun va acheter au magasin ce qui lui est nécessaire.*



cies, il faisait des dégâts ; il a montré mieux que personne les inconvénients de l'amour maternel. Et de là à mettre les mères sous contrôle, non pas uniquement du point de vue hygiéniste mais du point de vue psychologue, il n'y avait qu'un pas qui de nos jours est en voie d'être franchi. Dès l'école maternelle, on fait passer des examens médicaux-psycho-pédagogiques aux tout petits enfants et, au moindre petit symptôme, on fait une psychotérapie à l'enfant qui englobe la mère, et de proche en proche maintenant, on en vient aux thérapies familiales. Dieu merci d'ailleurs pourquoi uniquement la mère et pas le reste de la famille ! Si la dégradation du prestige de l'amour maternel et du pouvoir de la mère sur l'enfant est vraiment le fait du XIX^{ème} siècle, la socialisation précoce de nos jours de l'enfant le fait échapper de plus en plus tôt au domaine familial. Les écoles maternelles qui ne sont nullement obligatoires sont de plus en plus peuplées. On a mis

plus de l'école : il va chez l'orthopédiste et chez l'orthodontiste, il va au cours de danse ou de judo, au cours de catéchisme ou de piano. Tous ses loisirs sont dévorés de telle sorte qu'il n'est plus avec sa mère et que le pouvoir de la mère sur lui se réduit considérablement. Pour autant, la mère n'a pas cessé d'être responsable, du moins de se sentir telle ; elle est donc placée dans une situation aussi inconfortable que possible : responsable au moins à ses propres yeux, elle n'a plus de pouvoir, elle n'est que l'exécutante des ordres des médecins et des psychiatres. Comme en plus, elle ne croit plus au paradis, elle veut que son enfant réussisse ici-bas et non dans un autre monde. Sa responsabilité est encore beaucoup plus lourde qu'elle n'était chez une femme du XVIII^{ème} siècle qui, lorsque son enfant était baptisé, savait qu'il allait tout droit au paradis et donc se consolait de sa mort assez facilement. Les femmes ont donc, je crois, beaucoup perdu dans tous les

DEBAT

- *Je trouve assez étonnant que la femme ait eu le plus de pouvoir sur les enfants au moment où elle en avait le moins, où on l'excluait de tout. La situation est tout à fait désagréable si ce pouvoir est subordonné à la perte de tout le reste.*

Y.K.: Je ne pense pas qu'on puisse retourner en arrière, mais il est certain que dans le passé tant qu'on n'a pas eu conscience du pouvoir de la mère sur l'enfant, on ne s'en est pas occupé.

- *Je pense qu'on aurait vraiment du pouvoir sur les enfants si on avait du pouvoir sur la société. De toute façon il faudrait qu'il n'y ait pas cette coupure. Vous avez dit plusieurs fois que c'est l'homme qui décide de toute manière, l'homme individuellement ou socialement, donc si l'on veut changer quelque chose par rapport aux enfants, ce serait uniquement en passant par le pouvoir sur la société.*

Y.K. : Il y a une symétrie : le père de l'entreprise agricole est aussi un père nourricier en ce sens qu'il produit le blé qui donne le pain. Il existe, dans certaines provinces françaises, l'usage symbolique d'introduire le plus tôt possible dans le lait du nourrisson un tout petit peu de bouillie de froment pour que le père soit associé à la nourriture.

- Mais enfin, il y a plus d'interdépendance, parce que s'il n'y a pas le passage à la préparation du pain et à la préparation des vêtements, il n'y a rien.

Y.K. : Voilà, c'est cela, encore que dans certaines provinces en France, c'est l'homme qui fait le pain ; mais c'est une minorité, presque partout, c'est la mère.

- Vous avez fort lié, je pense, la question de l'angoisse de la dépopulation à l'impérialisme ou au phénomène de guerre. J'ai l'impression que cela commence un peu avant et que cela existe aussi dans des pays où il n'y a pas d'impérialisme. Cela ne serait-il pas lié plutôt au manque de bras pour la production industrielle ?

Y.K. : Aussi, bien sûr, oui.

- Et comment faisaient-ils, pour n'avoir qu'un enfant ?

Y.K. : Cela dépend des milieux sociaux. Dans les classes riches, on faisait chambre à part et dans les classes pauvres, on recourait assez souvent à l'avortement.

A la fin du XIX^{ème} siècle on connaît l'anatomie et la physiologie génitales ; les sages-femmes sont mieux instruites ; les faiseuses d'ange peuvent faire des avortements qui font courir moins de dangers qu'autrefois ; donc, à la fin du XIX^{ème} siècle, dans les classes populaires, l'avortement se développe, sans aucun doute. Et dans les classes moyennes, on a recours essentiellement au coït interrompu, au retrait. Cela ressort des enquêtes de plusieurs médecins et de plusieurs prêtres. On a recours aussi à la sodomie mais beaucoup plus rarement, je crois. Quant à l'utilisation de moyens anti-conceptionnels, l'Eglise catholique a condamné très vivement le condom, le préservatif masculin dès qu'il a été inventé. Donc en France, en majorité catholique, les fem-

mes savent que c'est interdit par les prêtres et ce moyen est très peu utilisé.

Mais l'Eglise catholique a mis beaucoup plus longtemps à condamner le retrait d'abord parce que les prêtres n'osaient pas interroger. Comme ils n'avaient pas affaire aux hommes, ou si rarement, puisque la pratique masculine diminuait, ils avaient affaire aux femmes et n'osaient pas les interroger sur ce genre de pratiques, c'était très délicat. Quelques-uns s'y sont risqués mais cela scandalisait les pénitents, qu'on leur pose des questions dans ce domaine. D'autre part, ils risquaient, si la pénitente était innocente, de lui enseigner de funestes secrets qu'elle aurait pu ignorer donc les prêtres ne parlaient pas de ces choses-là. Quant petit à petit, les femmes se sont hasardées elles-mêmes à poser la question aux confesseurs, ceux-ci ont écrit à Rome pour savoir ce qu'il fallait répondre. Le magistère romain est resté très évasif parce que si l'on disait à la femme de refuser un rapport incomplet à son mari, on craignait soit de pousser le mari à l'adultère, ce qui était un autre péché en plus du précédent, soit d'attirer sur la femme des mauvais traitements, si son mari la battait pour qu'elle se laisse faire. Donc l'Eglise a hésité longtemps à condamner le retrait ; la condamnation n'est intervenue que dans les années 1855-1860. Tandis que les préservatifs masculins ont été interdits dès qu'ils sont apparus en Angleterre, dans les années 1828-1830.

- Il y a un détail qui m'a frappé, les femmes ne faisaient la lessive que deux fois par an ?

Y.K. : Oui, on avait beaucoup de linge ; la jeune fille devait arriver avec une dot de linge et en principe elle en avait beaucoup. Comme c'était un travail très pénible on ne le faisait que deux fois par an, au seuil de l'été et à la fin de l'été, pour que le linge puisse sécher au soleil. Cela demandait trois jours et on se mettait dans tous ses états ; on s'aidait entre voisines d'ailleurs, on allait d'une ferme à l'autre, faire la lessive en commun, à plusieurs femmes, 7 ou 8 en général.

- Comment les femmes se protégeaient-elles pendant leurs règles ?

Y.K. : Alors là, il faudrait faire des recherches ; nous ne savons pas. On ne trouve cela nulle part. Peut-être qu'elles ne mettaient rien, qu'elles laissaient couler le sang, c'est possible. En tout cas, elles ne portaient pas de culottes ; le pantalon apparaît dans le vestiaire féminin dans les années 1820-1830. Dans les classes aisées on a dû commencer assez tôt à mettre des linges, mais dans les classes populaires, on ne sait pas. D'ailleurs je ne vois pas comment on pourra éclaircir cet aspect de l'histoire des femmes parce que vraiment il n'y a pas de document. Pour le moment, par l'enquête orale, on peut remonter jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle et là déjà cela existe. Mais il y a des vieilles femmes qui disent qu'auparavant on n'était pas sûr.

- Que sait-on de l'éducation sexuelle ?

Y.K. : Je pense qu'il n'y en a jamais eu, mais que la vie à la campagne, comme je l'ai évoqué en commençant, permettait aux filles de s'informer indirectement. Quand une vache vêlait par exemple toute la famille y allait et la gamine avait pu voir grossir la vache avant. Je crois vraiment que c'est l'urbanisation qui a permis le silence, un silence qui n'était pas possible à la campagne parce que les enfants avaient le spectacle des animaux qui les incitait à poser des questions. Et si les parents ne répondaient pas, il y avait toujours quelqu'un pour le faire ou bien la nature elle-même fournissait des éléments de réponse.

En ville on peut plus facilement tout ignorer et je crois qu'effectivement on s'est demandé qui devait instruire la jeune fille. Et il est apparu, mais cela je ne l'ai trouvé dans aucun texte, c'est une simple hypothèse que je fais mais qui se réfère aussi à mon vécu, qu'il est difficile de parler de l'acte sexuel sans dégoûter une jeune fille ; si l'on en parle indépendamment des sensations et des plaisirs qui l'accompagnent, dans l'abstrait, cela peut provoquer chez la jeune fille une grimace de dégoût. Il y a diverses preuves au XIX^{ème} siècle en ce sens. Par exemple la mère de Sainte Thérèse de

Lisieux, s'est mariée sans rien savoir et quand son mari a commencé par l'informer oralement, elle a eu une crise d'horreur telle, qu'elle est partie retrouver une de ses sœurs religieuses et qu'elle a passé huit jours auprès d'elle en sanglotant pratiquement tout le temps ; sa sœur ne savait comment la consoler ; et son mari la comprenait, il comprenait que c'était imposé à une femme le sacrifice de toute sa pudeur ; c'était ressenti comme abominable. Certainement beaucoup de vocations féminines religieuses du XIX^{ème} siècle sont dues à cela : « Je ne veux pas me marier parce que ce que l'on raconte du mariage, si l'on en dit quelque chose, cela me fait horreur ».

- Il y a aussi une disparition de l'éducation du regard, du point de vue de la sexualité, par rapport au Moyen Âge. L'enfant couche dans une chambre séparée, dans un lit séparé, il ne voit plus comment les parents couchent mais il y a des périodes où il l'a vu. Et cela n'a pas été remplacé par les mots.

Y.K. : Il n'y avait pas de tradition culturelle et au moment où l'on aurait pu remplacer le regard par les mots on a buté sur les obstacles que je viens d'évoquer : la difficulté de parler de ces choses-là, de faire une instruction avec des mots. Je crois que ce n'est pas si facile puisque de notre temps encore on n'y arrive pas si bien : je ne vois pas que dans les familles, cela se passe bien, ni même dans les écoles.

- Il est peut-être difficile de s'exprimer par des mots mais on peut penser aussi que si les femmes avaient vécu leur sexualité de manière agréable, elles auraient pu trouver certains mots pour le dire. Il y a peut-être autre chose que des mots qui manquent.

- Il y a un plaisir qu'on ne peut pas partager. On peut parler à un enfant de quelque chose qui est bon à manger mais on ne peut pas lui parler d'une jouissance qui lui échappe tout à fait. Il y a des plaisirs communs, dont on peut parler, la nourriture ou encore la beauté, la chaleur, n'importe quoi, on est ensemble dans la même jouissance ; il y en a une où on n'est pas ensemble, c'est la jouissance sexuelle.

- Mais est-ce qu'on parle de la jouissance des femmes ?

Y.K. : Au XVIIIème siècle et encore au début du XVIIIème, les médecins parlent de l'appétit sexuel des femmes et disent qu'elles sont très exigeantes. Alors qu'au XIXème siècle, c'est barré complètement.

- Le clergé est toujours persuadé que les femmes sont lascives et dévorantes...

Y.K. : Au XIXème siècle, pas tellement. Je crois qu'on est arrivé à tarir leur désir. Je pense aussi que le désir de contraception a joué dans la mesure, je parle pour la France, où le retrait était la méthode choisie par les Français. Le retrait est frustrant pour une femme, il peut l'être en tout cas, donc il vaut mieux qu'elle n'ait pas envie, qu'elle ne réclame rien. Il est plus facile d'arriver à la contraception par retrait avec une femme tout à fait passive qu'avec une femme qui est exigeante. Donc cultiver la passivité féminine, c'est un prélude à la contraception.

- Vous avez dit à un moment donné qu'il y avait très peu de mères célibataires. Il me semble qu'en Belgique dans la deuxième moitié du XIXème siècle il y a quand même pas mal de femmes non mariées et qui ont des enfants illégitimes dans les classes populaires. Et je me demandais si ce n'était pas précisément pour échapper à la mise sous tutelle et du point de vue du salaire et du point de vue du droit civil. Si elles ne se marient pas, celles qui travaillent restent autonomes, elles gardent leur salaire, leur revenu, leur gagne-pain, alors que si elles se marient c'est fini. Je ne sais pas si c'est pareil en France.

Y.K. : Je n'irai pas beaucoup dans ce sens du fait que les femmes à la fin du XIXème siècle ont des salaires qui ne leur permettent pas de vivre. Le salaire féminin est pensé comme complémentaire, comme un appoint. Il est la moitié du salaire masculin, donc je ne vois pas comment une femme pourrait choisir de vivre autonome.

- Je ne dis pas qu'elles vivent autonomes mais je dis que du point de vue de la législation elles disposent au moins de leur salaire. Tandis que lorsque les femmes sont mariées, le

mari peut exiger de se le faire verser directement par l'employeur.

Y.K. : C'est une vue un peu théorique parce que le mari n'a pas le droit de le faire mais, à coup de torgnolles, il peut très bien se faire donner le salaire. Dans les milieux populaires malheureusement, c'est comme cela que cela fonctionne en couple. Quant aux filles-mères il y en a au XIXème siècle assurément dans les classes pauvres.

- En Belgique, il y a beaucoup de naissances illégitimes et beaucoup de femmes non mariées. Je pense que c'est lié à l'industrialisation qui a attiré d'abord les femmes dans l'entreprise parce qu'on les payait moins. Donc ce sont les femmes qui sont sorties de la famille.

Y.K. : Les femmes ou les filles. En France, il y a relativement peu de mères qui travaillent. Ce sont surtout les jeunes filles jusqu'au mariage. Ensuite la mère de famille fait quelques journées de ménage pour améliorer l'ordinaire. Mais on évite autant qu'on peut, jusque dans les classes populaires, que la femme travaille hors du foyer. Le XIXème siècle a vraiment pensé la femme comme mère et uniquement comme mère.

- Vous avez dit que la socialisation toujours plus précoce des enfants a fait perdre aux mères le pouvoir sur eux sans leur en faire perdre la responsabilité. Pensez-vous que c'est la Société qui doit aussi en prendre la responsabilité ?

Y.K. : Je pense qu'une société doit élever ses enfants mais qu'elle en est solidairement responsable ; on ne peut pas rendre la mère principale responsable, quand c'est tout le groupe social qui doit l'être. Les femmes ont été écartées des hautes fonctions et donc tout ce qui concerne l'enfant est décidé par des hommes. Ils font les lois, ils construisent les villes, ils définissent l'enseignement, alors que les pères ont perdu contact avec les enfants pendant le XIXème siècle et sans doute plus tard. Je pense que nous devons essayer d'avoir un rôle social plus important et que par là nous pourrions peut-être retrouver, indirectement, un pouvoir sur les enfants, pas sur les nôtres mais sur tous.

- Les femmes envoient leurs

enfants à l'école maternelle de plus en plus tôt mais en fait l'enfant est pris en relai par d'autres femmes qui pourraient utiliser ce pouvoir dans un sens de pouvoir justement. Elles ne le font pas, elles sont terriblement conservatrices. Individuellement, il y a des professeuses, qui ont de fait une certaine prise sur les élèves sur le plan de l'avancée du féminisme...

- Je ne crois pas que c'est ça. Du moment que tu dois faire des enfants pour une certaine société, ou bien tu es la mère ou le professeur indignes et tu fais un délinquant qui ne s'adapte pas, ou bien tu n'as aucun pouvoir, aucun. On retombe toujours dans le même système. Ou alors il faut, comme vous dites, décider ensemble comment doit être la société. Mais je crois que les femmes conçoivent des sociétés tellement différentes qu'il n'y a presque pas de possibilité d'arriver à un consensus.

Y.K. : Beaucoup d'hommes évoluent aussi tout de même. Je pense qu'on doit pouvoir avancer vers autre chose. Mais ce sera une très très grande mutation et elle ne peut pas se faire rapidement, il faudra plusieurs générations. Déjà quand même la génération qui suit la mienne, celle de mes enfants, vit autrement, c'est certain.

- Elle vit autrement mais elle s'adapte quand même à la société telle qu'elle est.

- Je ne suis pas d'accord du tout... On peut éduquer un enfant sans en faire un délin-

quant ou un marginal. On peut très bien l'éduquer à une telle lucidité sur le jeu social et sur les roueries du jeu social qu'au contraire on l'arme par rapport à des valeurs que défend la société.

Y.K. : Je ne sais pas si on peut armer un enfant uniquement avec des mots.

- On lui donne les moyens de mieux s'y retrouver dans l'actualité et de mieux la comprendre.

Y.K. : En tout cas, on peut lui fournir des explications pour connaître et comprendre ce qui l'entoure. Mais cela me paraît insuffisant. Je pense qu'on est quand même prisonnier de tout un ensemble économique. Sans vouloir tomber dans les schémas marxistes traditionnels, nous savons que nous sommes soumis à un certain nombre de facteurs qui font qu'il ne suffit pas d'avertir. Et de toute façon, est-ce que les jeunes ne se définissent pas souvent contre ce qu'on leur a enseigné, justement ?

- Je voudrais parler du livre d'E. Badinter « L'Amour en plus » ; Quand je le lis, moi qui ne suis pas historienne, je trouve ce livre tout à fait cohérent, je trouve qu'il propose beaucoup de références historiques, qu'il fonctionne bien. Alors je pose une question, quand on n'est pas spécialisé, quand on n'a pas les références suffisantes, comment peut-on juger un livre ?

Pendant longtemps, la fessée a été considérée comme le seul principe éducatif qui se respecte. On la donnait à tort et à travers. Après 1968, elle a été bannie. Aujourd'hui, on nuance.



PHOTO FRANÇOIS CHARNET (BIBLIOTHEQUE DES ARTS DECORATIFS)

Y.K. : Quand un livre est lancé il appelle des dialogues, des possibilités d'écrire des articles sur lui. Il en a beaucoup paru sur le livre de Badinter mais tous les articles d'historiens ont été totalement hostiles. Donc vous pouvez vous fier à cette unanimité de la corporation historienne qui ne peut pas laisser passer la quantité d'erreurs et d'à peu près qu'on trouve dans ce livre. Il en est de même je crois dans le domaine de la psychologie psychiatrique : l'ahurissement des psychologues devant ce livre est à peu près aussi grand que celui des historiens. Personnellement, en face de ce livre, j'ai deux attitudes : la première, c'est celle de l'historienne, parce que effectivement je suis comme mes confrères, je ne peux pas ne pas voir toutes les faiblesses de ce livre. Mais j'ai une autre attitude qui consiste à m'intéresser au succès de l'ouvrage : s'il a eu un tel succès, c'est qu'il signifie quelque chose pour les femmes de notre temps, c'est qu'il leur dit ce qu'elles veulent qu'on leur dise, et pour moi c'est un témoignage sur leur mentalité. Cela c'est intéressant. Mais il est évident qu'elle parle de beaucoup de choses qu'elle ne connaît pas et qu'il est visible qu'elle ne connaît pas. D'une part elle cite les médecins, et ce sont les références auxquelles vous êtes sensibles, mais elles les lit sans esprit critique ; elle les croit alors que les médecins sont juges et parties ; les médecins ont intérêt dès le XVIII^e siècle à confisquer la relation mère-enfant : ils veulent imposer leurs conseils et leurs doctrines. Autrement dit, ils ont intérêt à dire que les mères et les nourrices ne savent pas soigner les enfants et ils le disent mais ce n'est pas forcément vrai. Pourquoi les croire sur parole ? Parce qu'ils citent des exemples et des statistiques ? Mais à cette époque-là, et de nos jours peut-être encore, elles étaient complètement fantaisistes : vous n'avez pas une statistique du XVIII^e siècle à laquelle on puisse se fier. Les médecins racontent ce qu'ils veulent : ils saisissent les éléments les plus choquants, les plus scandaleux et ils les mettent en vedette.

Elisabeth Badinter laisse de côté tout ce qui irait à l'encontre de sa thèse. Je ne voudrais pas attirer l'attention sur le fait

qu'elle est juive, parce que pour moi cela n'a pas d'importance, mais en fait, quand elle ignore l'importance du baptême chrétien, c'est qu'il y a une sensibilité qui lui manque. Au XVIII^e siècle on faisait tout pour baptiser le petit enfant. Il y avait même ce qu'on appelait des sanctuaires à répit, c'est-à-dire des sanctuaires où l'on pouvait porter un enfant mort-né, donc qu'on n'avait pas pu baptiser, et où l'on passait la nuit auprès de lui en prières. C'étaient en général des sanctuaires à la Sainte Vierge, et on lui demandait qu'elle ranime l'enfant au moins quelques instants pour qu'on puisse le baptiser. Et presque toujours on y arrivait, parce que pendant l'établissement de la rigidité cadavérique des crispations peuvent se produire et on se précipitait au moment d'une de ces crispations pour baptiser, et tout le monde était rassuré. Personnellement je crois que l'on attachait plus d'importance à ce baptême qu'à la survie de l'enfant. Il en mourait beaucoup mais s'ils étaient baptisés au fond ils étaient plus heureux que s'ils étaient restés sur terre. La sensibilité n'était pas du tout la même.

- J'ai l'impression qu'il y a autre chose qui joue. J'ai habité à Rio où la mortalité infantile dans les favelles est très importante. J'avais plutôt l'impression que c'était presque considéré comme un événement ordinaire. Cela joue aussi sur la sensibilité. Je ne dis pas que ces gens n'étaient pas tristes mais ce n'était pas vécu comme une catastrophe. Pour nous c'est devenu un phénomène anormal.

Y.K. : Ce que vous dites est tout à fait vrai et les deux vont ensemble puisqu'on n'avait tout de même pas attendu E. Badinter pour savoir qu'il y a des mères qui n'aiment pas leurs enfants. Ce n'est pas automatique, effectivement, je ne crois pas que cela ait quelque chose à voir avec l'instinct maternel. D'ailleurs chez l'être humain il n'y a pas d'instinct, tout est culture, n'est-ce pas.

- On dit toujours que les mères qui n'aiment pas leurs enfants sont des femmes tout à fait anormales, contre nature. On essaie de nous faire croire qu'il existe un instinct maternel...

Y.K. : On essaie de nous le faire croire mais pas au niveau scientifique ; c'est une croyance traditionnelle déjà fort dépassée. Je ne crois pas qu'au niveau culturel où elle se situe on continue à parler d'instinct maternel. Cela n'existe pas ; depuis longtemps, cela n'existe plus.

- Non mais vous avez très bien dit que l'intensité du désir d'enfant à notre époque et, aux époques antérieures, le souci de l'enfant, sont une condition de sa survie. Donc si une mère est tout à fait préoccupée de son enfant à toutes les minutes, il va sans doute mieux survivre. Cette moralisation de la femme en tant que mère est une condition de la survie des enfants.

Y.K. : Bien sûr qu'il faut conditionner les mères pour qu'elles élèvent leurs enfants. Mais cela signifie qu'on attache plus d'importance à la vie qu'à la mort et encore une fois, c'est un critère de notre temps. Pourquoi le projeter sur le XVIII^e siècle où l'on n'attachait pas plus de prix à la vie qu'à la mort ? D'ailleurs beaucoup de femmes ne souhaitaient pas se marier ni avoir des enfants ; beaucoup préféraient la vie religieuse. Nous avons refusé la mort complètement ; c'est un aspect de notre temps mais on ne peut pas le projeter sur les siècles anciens ; quand on le projette, on se trompe. Le fait de mettre les enfants en nourrice est lié au fait que dans les classes riches, notamment chez les châtelains, le paysan nourrit le seigneur, et donc la paysanne nourrit l'enfant du seigneur. Jusqu'au XVIII^e siècle, avant Rousseau, on lui laisse l'enfant entièrement. Et l'on admet qu'il peut mourir parce que tout le monde peut mourir : ce n'est pas un drame de mourir dans l'ancien temps. Tout le monde meurt ; on vit au milieu de la mort. Si les enfants sont mis en pension c'est parce que l'Eglise estime que les parents ne sont pas les plus dignes de les élever. On ne les met pas en pension pour s'en débarrasser ; on les met en pension au contraire pour qu'ils soient très bien élevés. Pensez aussi à l'insalubrité de la ville. Si la mère met son enfant en nourrice, c'est pour qu'il soit à la campagne : les villes étaient effectivement très insalubres. Quand arrivait une épidémie de petite vérole ou de rougeole,

c'était très mortel. Les enfants mouraient comme des mouches en ville, alors qu'à la campagne l'épidémie se répandait beaucoup moins vite parce que les gens étaient moins rapprochés les uns des autres. Donc, dans les classes riches, quand on voyait une épidémie de petite vérole se déclencher et tuer tous les enfants du peuple qui étaient évidemment moins bien protégés, on avait peur et on envoyait l'enfant à la campagne. Je crois qu'il y a toutes ces choses à mettre en place. Ce n'est pas si simple que le dit E. Badinter, c'est très simpliste aux yeux d'un historien. Ariès et Flandrin dont elle se sert, ne disent jamais ce qu'elle dit. S'ils ne le disent pas, ce n'est pas qu'ils soient incapables de sa lucidité, c'est parce que, comme historiens, ils savent qu'on ne peut pas le dire ; ils ne vont pas jusque là. Mais encore une fois, il est intéressant de voir justement que les jeunes femmes ne veulent pas qu'on les enferme dans l'instinct maternel et que c'est cela qu'elles aiment dans ce livre ; elles ne veulent plus être définies par la maternité ; autrement dit, je pense que cela restera comme un livre témoin de notre temps.

Mise en forme
Geneviève Simon

Ouvrages Y. KNIBIEHLER.

- *Naissance des Sciences Humaines*, Flammarion 1973.
- *L'histoire des mères*, en collaboration avec Catherine Fouquet, Monbalba, 1980, 2^e édition chez Hachette, 1982. (coll. Pluriel)
- *Nous les assistantes sociales. Naissance d'une profession*, Aubier Montaigne, 1980.
- *La beauté pour quoi faire ?* en collaboration avec Catherine Fouquet, Messidor-Temps actuels, 1982.
- *De la pucelle à la minette*, en collaboration avec Marcel Benos, Elisabeth Ravoux-Rallo, Eliane Richard. Temps actuels, 1983.
- *La Femme et les médecins*, en collaboration avec Catherine Fouquet, Hachette, 1983.
- *Comette et blouses blanches*. Les infirmières dans la société française 1880-1980, avec le concours de Véronique Leroux-Hugon, Odile Dupont-Hesse, Yolande Tastayre, Hachette, 1984.

A paraître en septembre 85 = *La femme au temps des colonies*, Stock/Laurence Pernaud en collaboration avec Régine Goutalier.

- Participation à des collectifs :
- *La Société française à travers la littérature*, Armand Colin, 1972. (coll. Uz)
 - *Madame ou mademoiselle*. Itinéraire de la solitude féminine, 18^e - 20^e siècle, Arthaud - Montalba, 1984.
 - *Une histoire des femmes est-elle possible ?* Rivages, 1984.



Le livre de Marie

Décidée à participer au Festival des Films de Femmes à Bruxelles, j'ai découvert joyeusement dans le programme l'annonce d'un film d'Anne-Marie Miéville, ainsi que sa présence à Bruxelles lors de la projection. Le nom d'Anne-Marie Miéville, je le connais par cœur car depuis des mois je travaille sur un film qu'elle a réalisé avec Jean Luc Godard en 1973, ICI ET AILLEURS. Ce film me passionne à bien des égards, j'aurai l'occasion peut-être d'en discuter avec elle.

C'est une raison objective de la rencontrer. Et je suis impatiente, car faire le choix de présenter son court métrage conjointement avec le film de Jean Luc Godard JE VOUS SALUE MARIE, m'amuse a priori - à chacun son film mais tout de même ... - Cependant, c'est une raison plus cachée, plus secrète qui me rend tout à fait curieuse de voir son film LE LIVRE DE MARIE : pour moi le fond de l'histoire, c'est «l'annonce faite à Marie». Prénom Marie. Prénom Carmen. Prénom Violaine.

Le thème de l'annonce, celui qui dit à celle qui ne parle pas, celle qui n'a pu qu'entendre le message. Subir une parole peut anéantir dans l'instant, jeter dans la confusion de soi, empêcher de penser. Enjambement d'un état à un autre, le temps d'un énoncé.

LE LIVRE DE MARIE nous propose le récit des réactions d'une petite fille à l'annonce d'un divorce. La mère - Aurèle Clément - annonce à sa petite fille - Rebecca Hampton - cette rupture, ce changement à opérer dans la vie quotidienne, son père - Bruno Crémier - l'accueillera lors des week-ends, des congés. C'est pour sauver ce qui existe encore entre eux, que père et mère doivent se séparer, ça ne veut pas dire qu'ils ne s'aiment plus, dit-elle.

Le livre que Marie tient en main et lit à haute voix à ses personnages irréels, c'est le dit et le non-dit, c'est le code chiffré et l'indéchiffrable. Le livre de Marie, c'est le secret, et le trésor de sa force

intérieure. A partir de ça - cet imaginaire structuré par l'enfance déjà - , le livre peut être abandonné pour sa mère.

Après avoir passé un week-end chez son père, où la leçon de géométrie et la musique ont occupé l'espace et le temps, nous retrouvons Marie à son retour d'école. Elle met un disque, la 9ème symphonie

de G. Mahler, le 4ème mouvement précisément. Cette écoute la provoque, l'anime. Elle se met à danser de façon très vive et passionnée pendant tout le mouvement jusqu'à la note finale où elle se jette par terre, la tête tournée vers le sol, ses longs cheveux couvrant ses épaules. Elle reste là, inanimée dans la pose où elle est tombée. Sa mère pénètre dans la pièce et la découvre sans inquiétude. Penchée sur l'enfant, elle lui parle comme si elle savait, comme si elle devinait ce qui s'était passé. Aucun hiatus entre la danse de l'enfant et l'attitude de la mère mais bien une rencontre, une intensité de gestes et de mots. Tout comme la scène où nous les retrouvons toutes deux, mère et fille, se baignant dans la même eau, si proches et si différentes à la fois. Eau caressante et sensuelle, elle apaise et avive les corps.

Les tensions se libèrent, inventent l'étape suivante. Le récit des tensions-réactions de Marie s'interrompt sur un «va te faire cuire un oeuf» léger et désinvolte, expression qui lui saute aux yeux, lorsqu'elle se trouve livrée seule à son repas tandis que sa mère sort ce soir-là.

Le lendemain matin de la projection du film, j'ai retrouvé A.M. Miéville à l'hôtel Métropole. J'ai beaucoup aimé son film, nous en parlons déjà depuis plus d'une demi-heure quand j'ai pensé à enclencher l'enregistreur. Voici quelques extraits de cette conversation qui n'avait rien d'une interview, car au départ nous nous retrouvions simplement pour travailler au sujet d'ICI ET AILLEURS.

AMM ... au départ, j'avais l'idée d'une autre musique ... liée plutôt à un souvenir d'enfance, c'était le passage de Nuit sur le Mont Chauve de Mousorgsky ... une musique carnavalesque, trépidante. A la fin de cette musique, il y a une apothéose et tout à coup ça s'arrête, il y a une cloche qui sonne ... je voulais utiliser cet extrait et la chute de l'enfant devait se produire au moment où la cloche sonne ... On avait fait des essais en vidéo avec Rebecca, pour la départager d'ailleurs avec une autre, sans leur dire ... j'avais fait faire une expression corporelle sur cette danse et ça avait donné quelque chose d'assez sautillant, plus propice au ballet ... mauvaises chorégraphies qu'on peut voir à la TV ... *rires* j'étais perplexe par rapport à cette musique ... je me disais on verra bien comme ça et tout à coup, quelques jours avant le tournage, je me suis dit que ce n'était pas possible ... il y a un côté cirque très allégre dans cette musique qui va faire carnaval ... et comme ça fait des années que je lorgnais du côté de cette symphonie de Mahler ... à cause de ce 4ème mouvement : c'est un long souffle ininterrompu ... j'hésitais mais aussi je me disais «je vais essayer ça», c'était deux jours avant le tournage.

La mère de l'enfant était venue un week-end et on était allées sur le décor. Elle voulait les faire répéter, je lui ai dit que ce n'était pas la musique choisie au début, je lui ai demandé d'écouter ce quatrième mouvement... Rebecca était perturbée et sa mère voulait donner des conseils, mais j'ai préféré que la petite fille tire parti de cette musique qui allait au bout des choses, au bout des mouvements...

VdV. c'est elle qui a trouvé...
AMM. C'est elle qui a trouvé... avec très peu d'indications...

VdV. Et elle a répété ça plusieurs fois ?

AMM. Oui... oui, on a répété, mais pas trop, je ne voulais pas... après on a répété, les jours de tournage, par rapport au point, aux déplacements... on a tourné muet, bien sûr, pour que je puisse ensuite, au montage, raccorder aux images et pour ne pas être tenue uniquement par le son... j'envoyais la musique et je lui donnais les indications... comme, par exemple, la boxe... j'étais comme un manager de boxe... je criais «vas-y»...

silence.

VdV. Cet homme, hier soir, lors de la projection du festival des films de femmes, m'a étonnée en parlant de douceur... je parlais, moi, plus de violence... principalement dans cette danse...

silence.

Aurore Clément est tout à fait bien... quand elle vient près de sa petite fille, le visage caché dans ses cheveux... c'est un très beau plan... j'aime beaucoup les dialogues...

AMM. Des personnes étaient presque réticentes... dans l'ordre, elles trouvaient la petite fille très bien, Bruno Crémer, bien et Aurore Clément, moins bien... je ne sais pas à quoi ça tient... je ne vois pas bien ce qu'elles veulent dire... des gens disent «elle ne doit pas avoir d'enfant»...

VdV. Qu'elle en ait ou non, ça ne se voit pas du tout...

AMM. Je n'ai pas conçu ces rapports entre la mère et la fille dans le sens d'en... rajouter... cette scène du bain, je voulais des gestes plus durs... C'était la première scène qu'on a tournée... c'était difficile de se retrouver toutes les deux nues dans la baignoire... avec tous les regards... elles ne pouvaient pas s'empêcher de se sourire, de se regarder... je ne voulais pas que ça devienne mièvre... j'aurais voulu un geste violent...

VdV. C'était assez juste...

AMM. juste bien assez...

silence.

VdV ... déjà de les voir chacune dans leur coin dans la baignoire ça évoque ...

AMM. Oui, oui ça évoque plein de choses. Une proximité charnelle, une intimité déjà très grande, il ne faut pas en rajouter ... *silence.*



VdV. Ce que j'ai le moins senti, c'est la discussion entre Aurore Clément et Bruno Crémer ... tous les deux, c'était difficile ...

AMM. C'était très difficile à écrire aussi ... c'est pour ça qu'il y a une partie désynchronisée, comme en «off» par rapport aux images et puis la discussion devient synchrone tout à coup ... l'idée c'était de donner par cette conversation un résumé, une sorte d'aperçu de conversations concentrées ... de ce que deux personnes auraient pu se dire depuis plusieurs années ... et ensuite on reprend le train de la réalité, ils se disent ça ... c'était ça l'idée ... de manière à montrer chez qui on tombe, de quoi est-il question ? que se disent-ils ? ... c'était très difficile ... peut-être que là je n'ai pas bien réussi ...

VdV. Non. Je suis en train de me dire que ... de toute façon c'est difficile d'accepter que des gens se parlent comme ça, aussi mal ou en s'écoulant aussi peu ... on n'a pas envie que les gens se parlent comme ça ...

AMM. bien sûr ...

VdV. mes réticences sont peut-être mes résistances ... *silence* les gens avec qui j'ai parlé à la fin de la projection sont profondément touchés ...

AMM. Dans l'ensemble, je suis assez contente ... parce que le film a été bien accueilli ... il y a 2 catégories ... parce que le film est couplé au film de Jean-Luc Godard, il y a des gens qui viennent voir le dernier film de Godard et ce qui précède ou suit ils n'en n'ont rien à faire ...

ils n'en parlent même pas, de mon film, ceux-là ... et puis il y a les gens qui n'aiment pas du tout ... pour les deux films, on a eu une critique redoutablement haineuse et négative d'un type qui s'appelle Louis Skoreki qui écrit dans Libération ... il avait mis un titre assez vulgaire pour son article, se référant à Jean-Luc bien sûr ... «le trou noir de Godard devant le cul rouge de Marie» ... au cours de sa longue diatribe, il égratignait le Livre de Marie au passage en disant que ce n'était pas pour lui différent de la Boum ...

VdV. La quoi ?

AMM. La Boum ... vous ne vous souvenez pas de ce film avec Sophie Marceau ... La Boum 1 et La Boum 2 ... la vie d'une adolescente dont les parents étaient Claude Brasseur et Brigitte Fossey ... avec une vieille grand mère ... ça a eu un succès fou ... et ça a lancé Sophie Marceau ...

VdV. ... je vais rarement au cinéma pour tout vous dire ...

AMM. c'était une utilisation de l'enfant qui était différente ... pour moi ça n'a rien à voir ...

VdV. c'est là qu'il faisait le lien ?

AMM. Oui ... il disait «je n'arrive pas à voir autre chose qu'une petite fille qui joue à faire la petite fille, qui se croque la pomme, c'est Sophie Marceau ... c'est du même tabac» ... il était dérangé par la propreté, il disait «c'est suisse» c'est propre, c'est domestique *rires* je n'arrivais pas à lui faire expliquer ce qu'il voulait dire par «c'est domestique» ... je n'ai jamais eu de domestique, je ne sais pas ce que c'est ... domestique ?

VdV. ... domestique ? c'est ce qui est propre à la maison ...

AMM. Oui ... Mais se référant au film, je ne voyais pas ce qu'il voulait illustrer comme sentiment.

VdV. c'est à dire, la première image est choquante en ce sens là ...

AMM. la barrière ... ?

VdV. Non ... de l'intérieur de la maison ... on voit des fauteuils blancs ... je me suis dit ... la conversation est en off ... la maison est vide, il n'y a personne qui habite là-dedans ... il y a les fauteuils blancs ...

AMM. oui ... d'accord ...

VdV. ... ils sont trop blancs, trop propres ... en voyant le film je pensais «comme ils sont propres !» ... puis dans la conversation on entend «pourquoi



t'es jamais à la maison ?»
«qu'est-ce qui te retient ailleurs ?... à ce moment j'ai accepté la propreté de ce divan blanc, impeccable... rires... c'est un peu étonnant... rires.
AMM. ... je n'avais pas de décorateur pour le film... j'ai fait tout moi-même... parce que c'était une vieille maison que j'avais louée pour un mois... il y avait des meubles, mais d'une étrange laideur... une ou deux choses bien que j'ai laissées... j'ai tout viré... j'ai retapissé la véranda, j'ai mis des tapis... tout ça... comme j'avais pas beaucoup d'argent, j'ai pris chez moi, chez Jean-Luc... effectivement ces fauteuils blancs, Jean-Luc les avaient achetés il y a pas longtemps... rires... et en plus je disais aux gens rires...
VdV. faites pas de taches... rires.
AMM. Oui... comme je les lui avais empruntés, je disais... une équipe c'est comme une nuée de sauterelles qui s'abat, ça fume... je disais «attention !» parce que je ne voulais pas rendre ces trucs à Jean-Luc salis... je n'avais pas pensé à... rires.

VdV. la maison est bien, parce qu'elle permet une circulation.
AMM. la lumière était très belle... toute cette végétation dehors.
VdV. le diaphragme qui change au début... c'est très beau... vous avez fait d'autres films ?
AMM. j'ai fait un autre court métrage l'année précédente qui est sorti en France avec **Prénom Carmen**... le titre est anglais **How can I love ?** d'après une phrase que chantait un personnage dans la version de Carmen de Preminger... **Carmen Jones**... ce film a été fait il y a trente ans environ... c'était Carmen, mais avec des noirs, avec Harry Bellafonte... c'est un film qui rend heureux... c'est pour moi la plus belle version de Carmen à l'écran... J'avais vu ce film quand j'étais adolescente, je l'ai revu à Paris il y a 4 ans et de l'avoir revu m'avait tellement enthousiasmée que j'ai entraîné Jean Luc à le voir et c'est à partir de ça qu'on s'est décidé à revoir le scénario de Carmen et à en faire une autre adaptation qui a donné **Prénom Carmen**...
VdV. Votre court métrage n'est

pas sorti en Belgique.
AMM. il est sorti en France et en Suisse.
VdV. pourquoi ?
AMM. le sort des courts métrages c'est épouvantable... c'est pourquoi le **Livre de Marie** on l'a collé sur le négatif de **Je Vous Salue Marie** pour qu'on soit sûr qu'il passe avec le long métrage... les courts métrages ne sont pas vus... J'avais discuté avec une femme responsable du court métrage au CNC elle m'a dit cette chose effrayante «l'important c'est qu'ils soient faits... après... rires... qu'ils soient vus ou non ce n'est pas important... je lui disais vous vous rendez compte, vous travaillez au CNC et vous me dites des phrases comme celle-là» c'est hallucinant... le court métrage les gens le produisent mais ne le sortent pas parce que ça les emmerde de devoir payer le tirage des copies... et puis surveiller qu'ils passent bien avec les films. Restent aussi les problèmes de salles, des projectionnistes... ils les passent dans des conditions épouvantables, entre deux ventes de chocolats glacés... entre la

pub et les Eskimos... les lumières ne sont pas complètement éteintes... c'est très regrettable... en France, ça devient rare qu'il y ait des courts métrages parce qu'en général, les cinéastes font des films qui dépassent le temps normalement admis de plus ou moins 1h30 alors il y a la pub qui s'étend de plus en plus on est KO au bout d'un quart d'heure, on en a plein la tête...
VdV. Hier soir par exemple je trouvais très regrettable qu'il n'y ait pas eu la possibilité pour le public de parler avec vous...
AMM. Est-ce que les gens l'auraient souhaité ?
VdV. bien sûr...
AMM. Il en avait été question, les organisatrices m'avaient demandé si j'étais d'accord. Je voulais bien, j'étais là pour ça... sans rien imposer.
VdV. je me dis que c'est parce qu'il y avait un long métrage après votre film... c'est dommage.

Violaine de Villers

Les femmes et l'innovation technologique

On assiste actuellement à une affluence de discours sur ce qu'on surnomme sous une formule mystérieuse «nouvelles technologies de l'information». L'abondance de ce vocable tendrait à faire du seul référent technique, le moteur des changements et des bouleversements sociaux. Cette manière de présenter l'innovation n'est pas sans conséquence sur les phénomènes de résistance non moins souvent invoqués et de déviation du conflit social en conflit idéologique à l'égard de la technologie. Or, il me semble capital, si l'on a pour objectif la maîtrise de son statut et de son avenir, d'évaluer l'impact de l'environnement et de la structure sociale sur la conception et la socialisation des techniques. Cette nécessité s'impose particulièrement pour les femmes dans la mesure où elles sont désignées comme les principales victimes de l'introduction des nouvelles technologies de l'information. Cette vulnérabilité s'exprime par les mesures de licenciement qui les frappent, par la qualité du travail offert à celles qui conservent leur emploi et par le type de gestion du temps qui leur est proposé. Pour répondre à cet objectif, l'Institut de Sociologie de l'Université Libre de Bruxelles et le Centre Européen pour Bruxelles, représentés par Nicole Delruelle et Raymonde Dury, ont organisé un colloque intitulé «Femmes et nouvelles technologies».

Partant d'une définition des nouvelles technologies de l'information, la réflexion de ce colloque s'est organisée autour de trois thèmes : la conception des nouvelles technologies, l'enjeu pour les qualifications et la gestion du temps de travail.

Qu'est-ce qu'on entend par nouvelles technologies de l'information ?

Il s'agit de l'intégration dans les outils existants de circuits d'information. Ces circuits d'information matérialisés sous forme d'ordinateurs ou de micro-processeurs comportent des instructions sur les procédures de travail relatives tant à la production de biens que de services.

Dans la production de services, on parlera d'informatique dans la mesure où les procédures de travail traitent des informations brutes, tandis que dans la production de biens, on parlera de robotique en faisant

référence à la spécificité du travail industriel qu'on peut définir comme mouvement sur de la matière. Mais, que ce soit usinage de métal ou calcul d'un taux d'intérêt, la propriété de cette technologie est de commander à des outils divers une série d'opérations selon un programme préétabli. Autrement dit, si l'on considère le progrès technologique comme l'incorporation progressive, dans les machines, du savoir-faire humain, nous sommes arrivés aujourd'hui, après différents stades (incorporation d'une partie du mouvement dans l'outil et de l'énergie par la mécanisation) à une phase d'incorporation de la procédure du travail, c'est-à-dire à une phase d'incorporation de l'organisation du travail. L'organisation de l'ensemble séquentiel d'opérations est formalisée dans un programme transmettant à la machine les ordres d'exécution. Les choix technologiques, la conception même d'un système informatisé et automatisé dans une société donnée, ne sont donc pas le produit autonome d'une évolution scientifique, mais la résultante de choix sociaux. Par exemple, il n'est prescrit par nul ordinateur de comptabiliser strictement les minutes de la présence, le nombre d'erreurs et la productivité d'une employée, mais une certaine conception du contrôle social peut en inspirer le programme.

Le choix ne se situe pas seulement à l'égard du type d'information que l'on veut comptabiliser mais aussi à l'égard de l'organisation du travail mise en oeuvre pour travailler avec ce nouvel outil de travail. Différents modèles sont théoriquement envisageables : l'attribution à une minorité de la création d'un programme ou la collaboration de tous à la formalisation de leurs pratiques ; la spécialisation de tâches d'exécution ou l'intégration de celles-ci au sein d'un poste de travail qui, mettant l'information traitée à disposition du personnel, lui permet d'effectuer des tâches dépassant le cadre étroit de la production. D'emblée, on peut faire remarquer combien sont stratégiques les positions de décideur dans cette maîtrise de la socialisation des nouvelles technologies et combien les femmes, à cet égard, risquent d'être écartées des processus de prise de décision. Que les pro-

tagonistes soient des chefs ou des cadres d'entreprise, des responsables politiques finançant le développement de recherches, des spécialistes de la micro-électronique, il existe parmi un système complexe engageant de multiples acteurs une évidence simple que l'on peut démontrer : «l'absence massive des femmes dans ce processus de décision» (1).

Il n'est plus nécessaire de faire état du faible pourcentage des filles dans les filières de formation technique et scientifique supérieures pour expliquer en partie ce phénomène. Nul besoin non plus de rappeler les effets de la politique sociale pour provoquer des «choix» professionnels demi-mesure, ni d'invoquer tout simplement la réticence des employeurs à appliquer l'égalité de traitement relative à l'accès à l'emploi dans une société inégalitaire fonctionnant sur base d'un usage sélectif de la main-d'oeuvre.

Plus globalement, on peut estimer prégnante l'intériorisation des schémas culturels attribuant aux hommes la tâche virile de maîtriser la nature, de reproduire techniquement le vécu en l'arrachant à une immédiateté indifférenciée et confiant aux femmes la responsabilité de soutenir affectivement cet effort. Cependant, quelques recherches sur l'attitude des femmes à l'égard des technologies montrent que ces variables ne constituent pas des facteurs d'explication univoques. D'une part, il semble que «les réticences, les réserves que manifestent encore de nombreuses femmes à l'égard des nouvelles technologies s'estompent à la faveur de l'élévation croissante de leur niveau d'instruction et de leur insertion continue sur le marché du travail» et d'autre part, il semble que l'on puisse parfois interpréter leur opposition comme hostilité à l'égard d'un symbole d'une société qui les rejette (2).

De la conception à la qualification du travail.

Alors que les nouvelles technologies ont parfois été présentées comme une chance historique pour les femmes d'accéder à l'égalité professionnelle dans la mesure où leurs caractéristiques «objectives» libèrent le travail de certaines contraintes, notamment de la charge physique, et dans la

mesure où hommes et femmes sont supposés égaux devant cette «révolution», on peut affirmer bien au contraire que c'est la division sociale et sexuelle du travail qui a une influence déterminante sur la conception, le mode d'utilisation des nouvelles technologies et partant sur les qualifications.

Les ouvrières : des automates nommées surveillantes.

Dans l'industrie, plus que dans les services, les nouvelles technologies se situent dans un processus d'automatisation amorcé depuis longtemps déjà. Il s'agit ici d'une incorporation de circuits d'information dans des outils préalablement existants. Ces outils ont répondu par le passé à une certaine conception du travail et, selon les découpages opérés dans le processus de fabrication, ont pris des formes différentes : outils spécialisés pour l'exécution de tâches parcellisées ou outils polyvalents pour l'exécution de tâches complexes. Mais avec les uns comme avec les autres, ouvriers et ouvrières exécutent des tâches spécifiques. A égale absence de qualification, tandis que les hommes bénéficient à l'embauche d'une formation au réglage des outils, les femmes sont affectées à la production. D'où mouvement d'automate, elles exécutent une opération simple.

Par l'intégration des circuits d'information dans les outils, le processus de fabrication est recomposé. Un automate est capable d'exécuter séquentiellement plusieurs opérations. La complexité des automates et le type d'intervention qu'ils requièrent varient selon la catégorie de l'outil informé. Les automates recomposant des outils spécialisés n'exécutent qu'un nombre limité d'opérations, tandis qu'un centre d'usinage automatique, comprenant parfois une quarantaine d'outils polyvalents, peut en exécuter un grand nombre. Si, dans le premier cas, les tâches de production concernent essentiellement l'introduction des instructions du programme et la surveillance d'un fonctionnement relativement fiable, dans le deuxième cas, outre l'introduction des programmes, il s'agit de pouvoir intervenir, les risques de panne se multipliant avec le nombre d'outils engagés dans la fabrication. Dans un centre d'usinage, il faut pouvoir

débloquer un tour, remplacer une mèche usée, etc.

D'une manière générale, on constate que la qualification réelle du travail augmente, mais l'écart entre la qualification des ouvriers et des ouvrières ne se réduit pas. Les ouvrières, abandonnant le geste parcellisé, sont affectées à la surveillance de plusieurs automates exécutant des programmes simples. Il leur est demandé des qualités d'organisation et d'attention. Elles bénéficient d'une courte formation à la conduite de l'automate en faisant l'apprentissage d'un code de signaux symbolisant les mouvements qu'il effectue.

Dans une entreprise de chocolaterie, les ouvrières de conditionnement ont été formées à la commande d'un automate alimentant la chaîne du conditionnement en contenants. L'automate se saisit d'une palette de bords, pousse les bords sur un tapis, range la palette vide. En cas de blocage d'un des mouvements, l'ouvrière commande l'arrêt de l'automatisme, reprend son ancien poste manuel et appelle un technicien.

Dans une usine de textile, les ouvrières du filage dont la tâche essentielle concernait la réparation des fils cassés en effectuant des noeuds, sont affectées depuis l'automatisation de la réparation par de nouvelles filatures à la surveillance d'une vingtaine de machines. Par contre, dans une usine de fabrications métalliques, les ouvrières sont progressivement exclues des ateliers. Au fur et à mesure de l'introduction des machines outils à commande numérique, les régleurs bénéficient d'une formation à la polyvalence des tâches de réglage (fraisage, tournage, ajustage) afin d'être rendus aptes à l'intervention sur des centres d'usinage reliant ces différentes opérations. Les ouvrières sont transférées dans des ateliers traditionnels ou envoyées suivre des formations... d'employées de bureau.

Des années plus tard, elles sont donc pénalisées de n'avoir pas été admises à suivre une formation au réglage à leur entrée dans l'usine.

Un indicateur de l'attribution sexuée des différents automates concerne le type de diplôme exigé au recrutement. Les employeurs ont tendance à demander aux futures ouvrières un diplôme d'humanités,

c'est-à-dire de la formation générale et aux ouvriers un diplôme d'enseignement technique.

On peut voir là un danger supplémentaire de ne pas voir reconnue aux femmes l'intelligence mise en oeuvre de manière continue et invisible pour assurer la régulation du processus, prévoir une panne de fonctionnement, tandis que l'intervention des ouvriers se fait sous le sceau de la professionnalité.

Du côté des employées...

Les systèmes informatisés rédigent, trient, calculent. En bref, ils automatisent différentes opérations du travail administratif standardisable. Parmi ces opérations, un grand nombre constituent des postes de travail peu qualifiés, généralement occupés par les femmes et des postes de travail qualifiés à prédominance masculine. Si une telle recombinaison des postes de travail est potentiellement réalisable, dans la pratique on constate que c'est une anticipation de l'organisation du travail, c'est-à-dire l'attribution différenciée des tâches résiduelles aux femmes et aux hommes dans l'entreprise qui va orienter la conception du système technologique.

Quelques exemples illustrent les solutions possibles. Dans l'imprimerie, le travail du typographe composant avec du plomb une page attrayante en choisissant les espaces, l'alignement, etc., est exécuté actuellement par photocomposition. Toutes les fonctions du typographe ont été analysées et transposées dans un programme. Elles auraient pu être rassemblées sur un terminal/Clavier unique, grâce auquel l'ex-typographe aurait pu entrer le texte en mémoire et ordonner à la machine d'exécuter à son gré les opérations de composition, calibrage, alignement, développement, foliotage, etc.

Les imprimeries ont presque toutes engagé du personnel féminin - des femmes dactylos - en demandant aux constructeurs de fabriquer des machines divisibles sur plusieurs claviers, chacun étant branché sur une opération spécifique traitée par ordinateur. Les dactylos sont chargées d'entrer les textes à la file, les hommes des opérations de mise en page. Pourtant ce travail aurait pu être facilement accessible aux dactylos,

moyennant une formation à la composition.

Dans beaucoup d'entreprises, la fonction de dactylographie, qui pourrait être branchée sur l'unité de transformation traitant les données (en cas de textes très standardisés) demeure détachée et exécutée par une machine spécifique de traitement de textes. Si les dactylos apprécient cette machine pour les gains de temps qu'elle leur procure en évitant les «refrappes», cette impression de temps libéré n'est néanmoins qu'un leurre. Au sein d'un poste de travail qui n'est pas redéfini par l'adjonction d'autres tâches de recherche, d'évaluation statistique, d'information interne ou externe, elles n'ont pas d'autres solutions que «toujours le même et plus de travail». Des études montrent en effet que les cadres augmentent leurs exigences en infligeant des révisions de texte de plus en plus nombreuses.

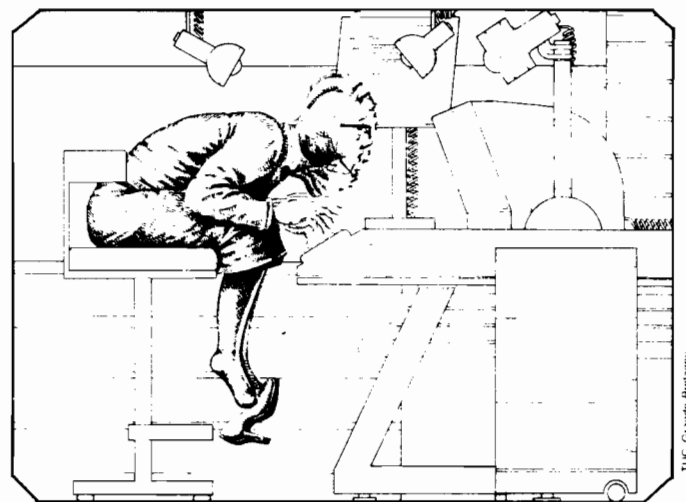
Il faut ici faire remarquer que la qualification réelle des dactylos sur traitement de textes n'est pas très éloignée de celle des hommes traitant la page dans l'atelier de photocomposition cité ci-dessus. Pourtant, la qualification reconnue aux unes et aux autres n'a rien de comparable et les salaires non plus ! Les ex-typographes ont, en effet, réussi à imposer la reconnaissance de leur capacité à utiliser la machine comme qualification. D'autres entreprises ont conçu un système administratif automatisé qui concrétise le choix d'une intégration des différentes fonctions au sein d'un seul poste de travail, mais cette solution rencontre l'opposition

et la résistance des employés masculins.

Une société d'Assurances ayant automatisé toutes les tâches techniques et administratives relatives à la production de contrats d'assurance aux particuliers (auto, incendie, vie) a procédé à la recombinaison des tâches résiduelles en introduisant des terminaux polyvalents.

Pourtant, l'entreprise a manifesté sa volonté de supprimer cette division sexuelle du travail en organisant une formation de gestionnaire (3) pour les dactylos dont la tâche de rédaction des contrats a été intégrée dans les fonctions du terminal. L'employeur espère qu'avec le temps et la disparition des postes employés plus anciens, s'installera une réelle polyvalence. Par crainte de blocage de la part des employés masculins, il s'est refusé à l'imposer autoritairement. Cette méthode de gestion a des effets négatifs pour les femmes dans la mesure où certaines n'ont pas l'occasion d'exercer toutes les fonctions de gestion et perdent la professionnalité acquise par la formation. Ces quelques exemples illustrent les modalités de gestion envisageables concernant le personnel d'exécution. Une première tendance privilégie la reproduction de la structure hiérarchisée et confine les dactylos dans une utilisation intensive de machines de traitement de textes. Ces «dactylographes» exécutent des tâches spécialisées de saisie de données et de traitement de formulaires divers.

Dans une seconde tendance, le contenu de la fonction d'agent administratif s'oriente vers



TUC Grande-Bretagne

l'exécution non structurée de tâches diverses de recherches d'information, de suivi d'affaires, etc., avec utilisation occasionnelle de terminaux d'ordinateur. Dans cette perspective se dessine le profil d'un employé polyvalent au sein d'une structure égalitaire; la distinction ne s'opère plus sur base d'une hiérarchie de tâches mais sur base de la responsabilité individuelle à l'égard d'un certain nombre de clients.

La réalisation effective de cette seconde tendance est principalement fonction de la capacité de mise en oeuvre d'une nouvelle forme d'organisation du travail. De plus, elle suppose l'élaboration de programmes de formation couvrant une large perspective. La formation ne peut plus se contenter d'adapter le personnel à l'utilisation de certaines fonctions du terminal, mais doit envisager plusieurs aspects, tels que l'initiation commerciale, l'information sur le système de circulation des données, la sensibilisation et la motivation du personnel à l'égard des changements organisationnels.

L'enjeu pour les femmes concerne leur participation à ce type de formation. Il s'agit d'un enjeu politique dans la mesure où la recomposition des tâches va de pair avec une forte diminution de l'emploi. La tentation ne sera-t-elle pas de former ceux qui possèdent déjà la meilleure information sur les activités de l'entreprise?

En amont des systèmes bureautiques, la conception du software requiert par contre la collaboration de spécialistes de haut niveau dans les domaines neufs de l'informatique et dans les domaines, plus traditionnels, des sciences humaines et économiques.

Pour y intégrer les femmes, il s'agit d'être attentif à l'information et à l'orientation des jeunes filles se dirigeant vers l'enseignement supérieur et universitaire.

Ronde de jour, ronde de nuit. Le travail à horaire décalé : une solution pour couples en conflit ?

C'est peut-être devant la modification considérable des conditions de travail que les forces sociales des femmes devraient massivement se mobiliser car c'est là que l'inégalité bat son plein. En effet, la flexibilité de

la main-d'oeuvre a pris d'emblée une forme différente pour les travailleurs et les travailleuses.

Dans l'industrie, où est organisée la rentabilisation du capital/machine par l'instauration du travail en continu à horaires postés, les femmes souffrent de leur rigidité imposée par une législation totalement désuète leur interdisant encore le travail de nuit. Les avantages qu'on aurait pu attendre de la suppression de la pénibilité physique du travail se soldent, en termes de taux d'emploi féminin, par un bilan négatif.

Dans le textile, alors que le transport des balles de coton s'est automatisé et le maniement des métiers à tisser allégé, l'implantation du travail par équipes élimine les femmes des entreprises.

Ailleurs, on assiste à la mise en place d'une utilisation marginale des femmes se traduisant par une procédure en deux temps : licenciement d'abord, ensuite réengagement temporaire pendant les périodes de pointe dans la production.

Un chef d'entreprise de la chimie ayant décidé de fermer l'usine deux fois par an pendant un mois, m'expliquait que pendant les mois précédant la

fermeture, il engageait, pour assurer les surplus de production, les femmes qu'il avait précédemment licenciées lors du passage au travail posté. Cette solution lui permettait en outre de faire l'économie d'un temps d'initiation au poste de travail. Dans le secteur des services, l'organisation de la flexibilité s'inspire du même principe. Les hommes bénéficient d'un travail à temps plein; aux femmes échoit la mission d'adapter la distribution aux variations horaires de la clientèle en acceptant ce que l'entreprise propose, c'est-à-dire du travail à temps partiel.

Dans le rapport annuel 1984 de la société G.B.-Inno-B.M., on constate que 11 % des hommes et 69 % des femmes travaillent à temps partiel. Quant au télétravail sur lequel se focalise l'attention d'un public varié, une étude des commentateurs qu'il suscite montre que plus que toute autre forme de travail, il se constitue à travers un imaginaire social drainant, à propos de la division sexuelle, les clichés les plus éculés (4).

Appliqué aux femmes, il se réalise à domicile et est associé aux tâches domestiques traditionnelles. Dans les illustrations du télétravail, les femmes sont représentées au centre

d'un univers particulièrement encombré d'enfants, d'odeurs de cuisine, etc.; les hommes qui télétravaillent jouissent par contre d'un environnement sobre et strict.

Bien que les expériences de télétravail soient à ce jour encore limitées, on ne peut qu'être préoccupé de ce que ces représentations préfigurent d'un avenir ancré dans la mythologie : les amateurs de science-fiction y retrouveront tous les ingrédients du futur, un univers techniquement sophistiqué, mais toujours l'éternel féminin. Ouf !

Christine JONCKHEERE

(1) C. EICHER, «La nonparticipation des femmes aux choix technologiques», in Pénélope Femmes et techniques, numéro 9, automne 1983, pp. 88 à 93.

(2) J. FAGNANI, «Attitudes des femmes à l'égard des nouvelles technologies». Communication au colloque.

(3) C. JONCKHEERE, La formation de gestionnaire aux Assurances Générales de Belgique, Rapport pour le Fonds Social Européen.

(4) Elisabeth MONOD : La cible masquée du télétravail, ibidem, p. 102.



AU SOMMET, LES FEMMES SE VEULENT SOUVENT PLUS MECS QUE LES MECS.

La scène se passe aux Assises du Brabant où un homme et une femme marocaine IHSSAN sont impliqués dans une histoire d'évasion et de prise d'otage. Le Tribunal est présidé par Nicole LUMEN. Elle interroge IHSSAN et voici le dialogue, tel qu'il est rapporté dans la Dernière Heure du 23 avril 1985.

La présidente : Vous avez eu une enfance agréable ?

IHSSAN : *Si vous voulez ... dans une famille immigrée à Bruxelles avec douze petits frères et soeurs.*

La présidente : Mais enfin, votre mère déclare que ...

IHSSAN : *Ma mère, elle ne m'a jamais supportée ...*

La présidente : Parce que vous n'alliez plus à l'école ...

IHSSAN : *Je suis allée à l'école le plus tard qu'on m'a laissée y aller.*

La présidente : Et vous auriez été violée à l'âge de 14 ans ?

IHSSAN : *Pas : «J'aurais été». J'ai été violée à 14 ans, par deux Tunisiens ...*

La présidente : Enfin, c'est normal d'être violée quand on est une fille comme vous qui traîne dans les rues !

Sans commentaire. Même pas un point d'exclamation car on reste sans voix.

QUAND LA TRADITION MUTILE LES FEMMES.

A l'occasion du 8 mars, un groupe de femmes africaines s'est réuni à Khartoum pour mettre l'excision en accusation. Cette coutume barbare est fortement enracinée dans trente pays et 84 millions de femmes en sont les victimes. Mais peu à peu des voix s'élèvent contre cette pratique qui mutile les femmes. Un chirurgien de Khartoum a déclaré que 50% des problèmes gynécologiques provenaient de la pratique de l'excision. Les femmes du groupe ont décidé de soumettre la question à Nairobi au cours de la conférence qui clôture la décennie de la femme en juillet 1985.

IL Y A CRIME ET CRIME.

Un tribunal de Turnhout a condamné à 5 ans de prison dont 2 avec sursis un homme qui avait violé 5 femmes. L'arrestation immédiate n'a pas été requise. ???

LE SEXE DES ONDES.

Le Conseil Régional Flamand a voté un décret créant un conseil des Média. Dans la foulée Miet Smet a fait approuver un amendement par lequel un conseil consultatif ne peut comporter plus de 2/3 de membres d'un même sexe. Le conseil des Média sera donc composé au minimum d'un tiers de femmes (je veux bien parier que ce sera tout juste 1/3. Pour les femmes un minimum devient vite un maximum). Un précédent à imiter. Je rappellerai que Miet Smet est députée CVP, qu'elle a voté avec son parti en faveur des poursuites en matière d'avortement, en faveur de l'implantation des missiles et que ce même parti a déposé une fois de plus une proposition de loi en faveur de l'instauration d'une allocation socio-pédagogique pour la mère au foyer.

PAROLE D'HOMME.

Philippe Moustache, alias Philippe Moureaux a répondu dans «Pourquoi pas» au fameux questionnaire de Proust. A la question : Votre qualité préférée chez l'homme ? il répond : le respect de la parole donnée. Vous devinez sûrement la question suivante : Votre qualité préférée chez la femme ? Eh bien ce n'est plus le respect de la parole donnée. C'est, c'est ? **LA FEMINITE.**

Nous, ce que nous aimons chez les femmes c'est le respect de la parole donnée et chez les hommes... mais, la même chose.

FEMINISME + OPPORTUNISME = AMBASSADEUR.

Gisèle Halimi a été désignée comme futur ambassadeur de France auprès de l'UNESCO. Malgré le titre provocateur nous aimons bien en elle la lutteuse qui a également su prendre des risques.

BON A SAVOIR.

Suite à un arrêté royal paru au Moniteur du 11 avril 1985, les femmes séparées de fait ou divorcées, ainsi que leurs enfants sont autorisés à s'affilier au régime d'assurance maladie-invalidité en tant que personnes non protégées.

Vient de paraître : «SV, 100 jaar socialistische vrouwenbeweging» (F.S. 100 ans du mouvement des femmes socialistes). Pour être commandé au : S.V. Nationaal Sekretariaat, Boulevard de l'Empereur 13, 1000 Bruxelles. Tél. 02/513.28.78.

LES FEMMES ENTRENT EN RELIGION.

C'est dans le courant du mois de mai 1985 qu'une femme, AMY EILBERG a été désignée comme rabbin (rabbine ?) aux Etats-Unis. L'assemblée des rabbins de la tendance conservatrice du judaïsme du monde entier a pris la décision d'admettre les femmes au rabbinat à 70% de ses 1.150 membres.

QUAND L'EGLISE PERD, LES FEMMES GAGNENT.

Quand une Eglise est puissante, la tyrannie s'installe. En Irlande du Sud, pour la première fois dans son histoire, le parlement a voté une loi condamnée par les évêques. Dorénavant tout Irlandais âgé de 18 ans au moins pourra se procurer des préservatifs en vente libre et des contraceptifs sur ordonnance médicale. Jusqu'à présent cette possibilité n'était ouverte qu'aux couples mariés cherchant de bonne foi à contrôler les naissances. Le pouvoir de l'Eglise, en Irlande, est entamé. La bataille en faveur du divorce peut s'engager.

PROMENADES AU CLAIR DE LUNE.

Les féministes italiennes ont soumis au parlement une proposition de loi de leur cru, signée par 5.000 femmes, par laquelle, désormais, les hommes ne seraient plus autorisés, sous peine de prison, à sortir dans les rues la nuit, entre 21h et 5h sans être accompagnés par une femme. Les femmes entendent ainsi protester contre la violence croissante dans les rues et apportent une solution plus cohérente, à la fois intelligente et humoristique, qui permettrait enfin aux victimes de se ballader sans crainte, renversant ainsi le schéma habituel. Le porte-parole de la commission de l'Intérieur a promis que la proposition serait discutée.

TOURISME.

Au mois d'octobre, les femmes qui raffolent déjà de la Grèce pour ses îles lumineuses, sa mer éclatante, ses chefs-d'oeuvres antiques, ses baudets aux yeux langoureux, ses petits popes crasseux, le sirtaki et l'ouzo, le vin résiné et les caïques, l'évocation des mythes et le poids permanent de l'histoire, les femmes, donc, pourront pour la toute première fois contempler les splendeurs du monastère du Mont Athos. Inutile de se rendre au monastère qui reste strictement interdit «à toute femelle» mais à Salonique où se tiendra pendant six mois une exposition réunissant les objets des moines, notamment des icônes et des manuscrits.

SEPARATION DECHIRANTE.

Luc et Marion ne s'entendaient plus et Marion avait quitté le domicile conjugal en emmenant avec elle «PRUTSKE», un petit yorkshire. Mais l'un et l'autre avaient reporté sur le petit chien l'amour qui avait fui le couple. Luc exigea d'avoir l'animal quelques jours chez lui. Marion lui fit parvenir une attestation de décès de Prutske, signée par un vétérinaire. Luc, d'abord terrassé de chagrin réagit et téléphona au secrétaire en se faisant passer pour un avocat. Il exigeait toute la vérité et le vétérinaire reconnut qu'il s'agissait d'un certificat de complaisance et que Prutske se portait comme un charme.

Cette affaire fut jugée devant le tribunal correctionnel de Hasselt et passera heureusement à la postérité. Diverses condamnations furent prononcées mais le juge oublia malheureusement les droits de visite de Prutske.



87 - Yorklauc terrier

Les arrêtées de Louvain

Trois femmes de Leuven furent arrêtées, soupçonnées d'avoir peint au pistolet des slogans antimilitaristes sur des bâtiments publics : Enumérons les faits chronologiquement.

Mercredi 23 janvier 1985.

7h30 Jeanneke est sortie de son lit et emmenée à la caserne de gendarmerie pour y être interrogée. Un témoin prétend avoir reconnu sa voiture. Jeanneke est arrêtée.

17h30. On demande à Kristien qui était passée chez Jeanneke, d'amener la voiture à la caserne de gendarmerie. En arrivant, elle est également arrêtée.

Les deux femmes nient les faits.

Vendredi 25 janvier.

Jeanneke comparait devant la Chambre du Conseil de Leuven.

(le juge est Madame Vranckx ; le juge d'instruction est Madame Cailloux). Son arrestation est confirmée. Jeanneke interjette appel.

Mardi 29 janvier.

Kristien comparait devant la Chambre du Conseil de Leuven (le juge est Monsieur De Pauw). La chambre du Conseil décide sa remise en liberté mais le parquet interjette appel.

Mercredi 6 février.

Jeanneke et Kristien comparaissent devant la Chambre de mise en accusation à Bruxelles. Leur détention préventive y est confirmée. Selon le tribunal elles constituent un danger pour l'ordre et la sécurité publics.

Mardi 12 février.

16h. La BSR invite par téléphone Orfa à se rendre à la caserne de gendarmerie pour y faire une déclaration. Elle est arrêtée dès son arrivée.

Mardi 19 février.

Jeanneke et Kristien comparaissent de nouveau devant la Chambre du Conseil de Leuven. Leur arrestation n'est pas prolongée, elles sont mises en liberté provisoire. Orfa est également libérée.

Deux d'entre nous ont été emprisonnées pendant 1 mois, la troisième pendant 8 jours, soi-disant dans l'intérêt de l'enquête cependant nous n'avons plus été interrogées une seule fois. Pendant ce mois, on effectuait singulièrement peu de recherches complémentaires. Les raisons officielles de notre arrestation ne représentent pas grand chose. Nous avons été criminalisées en tant que femmes antimilitaristes et emprisonnées sans autre forme de procès. Nous nous sentons pénalisées.

Nous pourrions nous étendre longuement sur la vie en prison. Nous nous limiterons, cependant à quelques expériences importantes. Nous étions en détention préventive, mais en prison aussi, nous étions traitées comme des coupables. Le directeur se croyait investi de la mission de nous reprocher notre conduite. En tant que prisonnier, vos droits se limitent plus ou moins à manger, boire et dormir. Tout le reste (comme par ex. les visites et recevoir de la correspondance) ce sont des faveurs. Nous souffrions surtout de l'incertitude quotidienne. Nous ne savions absolument pas combien de temps nous serions incarcérées et ce qu'ils avaient l'intention de faire. Le pouvoir de répression nous avait d'ailleurs déjà prouvé qu'il était capable de beaucoup.

La vie en prison est basée sur l'humiliation et à part les visites, on vit séparé du monde extérieur, isolé. De plus, les visites se déroulent derrière une vitre et on est fouillé à chaque visite de l'avocat. Cependant nous recevions tous les jours un journal et une montagne de lettres. Nous sentions aussi la solidarité. Elle nous donna de la force. La loi sur la détention préventive, depuis qu'elle existe, est violée. De

plus, sa définition est vague et susceptible d'interprétation. Ces derniers temps, plusieurs cas d'abus ont été signalés dans la presse (Rudi Daems, les médecins de GENK, les militants des chantiers navals de BOEL, les exploitants du MACHO...). Ces cas sont passés dans la presse grâce à des groupes de soutien mais en réalité, les abus en matière de détention préventive sont d'application quotidienne. VROUWENSOLIDARITEIT et nous continuons à oeuvrer pour une modification de la loi sur la détention préventive. Notre mise en accusation ne se limite cependant pas au combat contre les abus en matière de détention préventive : nous voulons continuer à lutter contre les instances de pouvoir répressives, contre les dominations masculines, contre le militarisme. Il y a belle lurette que notre confiance dans l'appareil judiciaire est morte. Des droits tels que le refus d'une perquisition du domicile sans mandat officiel ou celui de ne pas répondre se limitent simplement à de la théorie. En pratique, au contraire ces mêmes droits se retournent contre soi. Le refus d'une perquisition domiciliaire, le refus de faire une déclaration constituent une preuve supplémentaire de culpabilité ! Il est cependant très important d'être au courant de nos droits et de continuer à les exiger. Cela nous rend plus aptes pour la lutte !

La force des femmes contre le pouvoir de la répression !

Jeanneke
Kristien
Orfa

La répression que nous avons subie ainsi que les femmes de VROUWENSOLIDARITEIT a été très forte. En ce qui nous concerne, elle s'exprime concrètement dans la manière

d'interroger, les intimidations, le fait d'être traitées partout comme coupables, le fait que la connaissance de ses droits vous rend suspectes et enfin une détention préventive de 28 et 8 jours respectivement. La voiture a été confisquée et n'a toujours pas été restituée aujourd'hui alors qu'elle est indispensable au transport des enfants. En même temps, cependant, des femmes de VROUWENSOLIDARITEIT ont, elles aussi, été confrontées avec des visites domiciliaires, des contrôles d'identité, des téléphones mis sur table d'écoute, des lettres ouvertes, des contrôles autos, méthodes équivoques cousues de fil blanc et lorsqu'elles venaient sur les lieux des procès on assistait à un grand déploiement de force.

Comment expliquer cette réaction absolument hors de proportion de l'appareil de répression ?

Pourquoi nous en veut-on tellement, pourquoi a-t-on tellement peur de nous ?

Il y a quelque temps Leuven était en émoi, suite à notre arrestation. VROUWENSOLIDARITEIT, un groupe qui s'était constitué suite à notre arrestation et qui n'acceptait pas cette situation fit une large publicité autour du cas des «3 femmes louvanistes». Le système de répression nous a cloué le bec pendant un mois. Nous y voyons un motif supplémentaire pour faire connaître notre histoire, nos expériences et nos idées. Nous sommes indignées par notre arrestation et la manière dont nous avons été traitées.

Au cours des interrogatoires, la gendarmerie et la BSR utilisèrent toutes sortes de procédés. Ainsi on a tenté constamment de nous opposer l'une à l'autre, nos déclarations étaient volontairement transcrites de travers, on nous

menaça explicitement d'un mois de prison, on confisqua les cigarettes de Jeanneke : «parler d'abord, puis elle aurait droit à une cigarette». De plus, Jeanneke fut contrainte, entre autre, à rester debout au milieu de la pièce au cours de longs interrogatoires. Elle ne reçut rien à manger tout au long de la journée. On la menaça d'amener ses enfants à Gasthuisberg (un hôpital). Nous avons toutes les trois passé la nuit là, dans une cellule sombre et dégoûtante (il y avait même de la merde sur les couvertures !).

Bref, le fait que nous étions connues comme femmes antimilitaristes nous avait rendues suspectes d'office et la question de la culpabilité ne se posait même plus. A leurs yeux, c'était évident : nous étions coupables. La seule chose qui manquait à leur histoire, c'étaient des preuves. Alors ils ont joué le tout pour le tout et toutes sortes de moyens furent utilisés pour essayer de nous contraindre à des aveux. Coïncidence ou non, c'est Madame Cailloux qui avait été désignée comme juge d'instruction dans cette affaire. Elle est connue pour sa partialité, pour ses positions hostiles vis-à-vis des antimilitaristes. Cette partialité apparaît clairement dans les raisons invoquées pour justifier l'incarcération : «il faut mettre fin définitivement à de tels comportements ; ce genre de comportement n'est pas toléré par l'opinion publique et met l'ordre public en danger». D'une part cette répression doit être mise en relation avec une intimidation préventive par rapport à l'installation des missiles et à la visite prochaine du pape : voyez, voilà ce que nous faisons avec des gens qui pensent autrement ! Parlons-en de la démocratie...!

D'autre part, à notre avis, cette

dure répression a également à voir avec le fait que nous sommes des femmes, que nous sommes des femmes antimilitaristes. Nous sommes manifestement considérées comme très dangereuses. Puisqu'il ne peut pas s'agir de ce que nous faisons, il s'agit donc bien de ce que nous pensons à cause de nos idées. Ce que nous avons à dire ne peut pas être dit, parce qu'il pourrait en résulter une bien plus grande opposition des femmes et qu'on sait bien que lorsque les

femmes se rebellent, elles sont opiniâtres et s'accrochent. La répression que nous avons toutes subie, dans cette affaire aura eu pourtant une conséquence contraire à l'intimidation. Elle a eu un effet de contagion, a renforcé les femmes et les a rapprochées. Le travail des femmes de VROUWENSOLIDARITEIT et de nombreuses autres amies a eu une influence énorme, aussi bien à l'extérieur dans le sens qu'il est devenu clair que les femmes n'acceptent pas que des

amies soient traitées aussi inéquitablement à cause de leurs idées, mais aussi vers nous, en prison.

Savoir que des amies réagissent quand ce genre d'histoire survient rend très fort. Il est important que des femmes le réalisent et que chaque femme devienne consciente de la capacité de mobilisation dont elle dispose dans son entourage et s'organise pour la réaliser sur le champ au moment où c'est nécessaire.

Et ce sera nécessaire parce

que dans ce pays il n'est plus question de démocratie et d'état de droit. On n'essaie même plus de sauver les apparences.

You can't forbid me everything
You can't forbid me to think
You can't forbid my tears to flow

And you can't stop my voice
when I sing.

Jeanneke
Kristien
Orfa

Les gestes et les paroles de la magie



A en juger par les manifestations auxquelles la visite papale semblait manifestement vouée, le métier de Pape consiste surtout à serrer des mains et à prononcer des discours. Que ces poignées de main constituent un point fort des activités de Jean-Paul II, est très révélateur d'un facteur de succès du catholicisme à savoir la transmission du surnaturel par la chair. La religion catholique, mieux qu'une autre, a su trouver l'adhésion de ses membres en s'appuyant sur les sentiments humains les plus archaïques. Ainsi, le rite de la communion est une forme symbolisée de cannibalisme, c'est-à-dire de l'acquisition magique de la puissance de celui dont on mange la chair. Serrer la main du Pape est un phénomène du même ordre : c'est être touché au sens physique du terme par la grâce de la divinité.

A côté de cette dimension magique et affective des gestes du Pape, il faut situer celle de ses paroles. Elles expriment clairement ce que les gestes induisent et tirent leur efficacité du sentiment d'identité et

d'éternité sans défaillance qu'elles proclament. Les siècles passent mais le discours est intemporel : la chair est toujours mauvaise; la procréation restant la finalité du mariage, les rapports sexuels sont limités, le mariage indissoluble, la contraception interdite, etc...

Quant aux devoirs inhérents à la vie sociale, ils s'inspirent de sentiments glorieux bien connus : renoncement, pardon, amour, dévouement, bref de tous les comportements qui dans la vie sociale, vous envoient le cul par terre avec radicalité sans autre rédemption que ... tardive et hypothétique. Ceux qui y sont déjà peuvent toujours espérer que sous les injonctions du Pape, d'autres viennent les y rejoindre. En attendant, ils fêtent celui dont la pauvreté se pare de la blancheur du succès, de la brillance du sceptre.

Cette conjugaison particulière de la personnalité du Pape rigueur morale et charisme affectif - qui s'est probablement élaborée dans sa Pologne natale et confère à sa vision de l'Eglise une dimension martyre et combattante,

convient merveilleusement à l'époque que nous traversons. Son style, comparable à celui des aventuriers des temps difficiles, fait un tabac.

Pourtant un vent de discorde troublait régulièrement les étapes de ce voyageur. Ce souffle perturbateur ne s'est pas formé sans les femmes, bien au contraire. Le mouvement des femmes, si souvent déclaré en déclin, s'est montré paradoxalement très vigoureux lors de cette visite. A de nombreuses reprises les femmes lui ont fait part de leur désir de participer pleinement au ministère de l'Eglise c'est-à-dire d'avoir accès à la prêtrise. En cela, elles rejoignent toutes celles qui veulent quitter les sphères du travail invisible, de la gratuité, de l'amour obligatoire si mal rétribué pour rejoindre une des institutions de l'Homme Universel, ici l'institution de sa spiritualité.

Jean-Paul II - c'est clair - n'en veut pas. Si dans son discours aux laïcs, il estime leur devoir reconnaissance pour le rôle primordial accompli dans la famille mais aussi au sein des organisations laïques, il leur réitère néanmoins l'interdiction de l'accès à la première fonction ecclésiastique. Apparemment les qualités qu'il leur confère telles qu'évoquées à Anvers : charisme irremplaçable, chaleur, spontanéité, ne suffisent pas. Il ne s'en explique pas. Il refuse simplement. Trop étrangères, les femmes sont trop étrangères pour lui, voilà ce que toute son attitude suggère. Il ne leur parle pas, s'adresse rarement à elles. Tout au long de ses parcours piétonniers, il marchera entouré d'hommes, ne conver-

sera avec une femme qu'au prix de la volonté déterminée de cette dernière. Même le contact physique s'en ressent. Si la Télévision nous l'a montré embrassant paternellement de jeunes séminaristes à Rome, cette paternité semble moins aisée avec ses filles. N'aurait-il que des fils? On n'aura certes pas manqué d'apercevoir combien vif est son propre sentiment de filiation à l'égard du père. Père divin? Jean-Paul II a vécu son enfance avec son seul père et a décidé de devenir prêtre à la mort de celui-ci. La mère est plus rarement commentée. Ses pèlerinages à Beauraing et Banneux invoquent cette figure de femme, aussi lointaine que sa mère, morte assez rapidement, ne l'a été. On assiste alors à un curieux renversement par lequel c'est le lien maternel qui semble manquer de consistance. Cette histoire privée ne serait pas évoquée si elle n'acquiesçait dans la religion catholique une valeur universelle. Heureusement pour Jean-Paul II, l'expression de sa gratitude à l'égard du père contribue à donner corps aux fantasmes de père-créeur que l'Eglise a érigés en vérité dogmatique.

Peut-être pourrions-nous lui souhaiter un voyage en Inde. Il y rencontrerait la déesse-mère Shakti à propos de laquelle Alexandra David-Neel fait ce commentaire : «Shakti, c'est Dieu au féminin, ce qui est propre à troubler nos notions héréditaires du dieu des occidentaux imaginé comme mâle : le père.» (1) Alexandra David-Neel. L'Inde hier, aujourd'hui, demain. éd. Plon, p. 119.

Christine JONCKHEERE

Procès avortements tous azimuts

BRUXELLES, CHAMBRE FLAMANDE

Le 18 janvier 1985, comparaisait devant la Chambre Correctionnelle Flamande de Bruxelles, le Docteur Renaat DENOLF poursuivi pour avoir effectué 6 avortements. Avec lui comparaissaient des parents ou des petits amis de femmes mineures qui demandèrent ou acceptèrent l'interruption de grossesse et quelques femmes majeures.

Les procès «avortement» du côté flamand doivent spécialement retenir notre attention car le blocage à une libéralisation se situe dans la partie flamande du pays où le poids du CVP reste très important mais que nous voyons dégringoler avec plaisir. Déjà nous avons suivi les démêlés avec la justice du Docteur AMY qui s'est vu condamné en appel par une Cour flamande pour avoir pratiqué un avortement sur une gamine de 14 ans mais avait été acquitté pour des faits similaires par une chambre française de la même Cour d'Appel. Le pourvoi introduit à la Cour de Cassation par le Docteur Amy a été rejeté et il serait assez intéressant de connaître les attendus de cette cour.

Le procès du 18 janvier est chargé de dynamite politique. Le Docteur Denolf est le responsable médical du CEVO (Centrum voor Verantwoord Centre de parenté responsable), qui pratique des avortements depuis 1980 et est situé avenue Jaspas 104, 1060 Bruxelles. Première charge explosive : le Conseil d'Administration du CEVO est composé de membres de toutes les tendances politiques sauf bien sûr le calamiteux CVP, notamment les sénatrices Lydia DE PAUW (SP) et Lucienne HERMAN-MICHELSEN (PVV), la députée européenne féministe Marijke VAN HEMELDONCK (SP), Karel POMA, secrétaire d'état (PVV), le Docteur Jean-Jacques AMY de la VUB.

Le conseil est présidé par le professeur Hein PICARD de l'Université de Gand.

Quelque nom vous trouble ? Mais oui, vous y êtes. Celui de Lucienne HERMAN-MICHELSEN : Sans doute est-elle un peu schizophrène. En effet, alors qu'elle fait partie du CEVO, centre dont tous les membres du Conseil d'Administration avaient décidé au cours d'une assemblée générale

du 24 mai 1982 qu'il pratiquerait, entre autres, des avortements, se montrant en cela très «libérale»..., elle a déposé et à plusieurs reprises, comme sénatrice, une proposition de loi que nous avons dénoncée comme étant la plus perfide mais aussi la plus susceptible d'être acceptée par l'ensemble du Parlement. Cette proposition de loi prévoyait, notamment, pour les femmes qui désiraient interrompre une grossesse, de passer devant je ne sais combien de commissions, pour obtenir, peut-être, après mille discussions, une autorisation d'avorter.

Autre petite bombe à retenir : un des défenseurs est une défenseuse : Françoise De Croo - Desguin dont le mari est l'ineffable ministre Herman. Le procès s'est poursuivi le 13 février 1985 par l'audition des témoins cités par la défense. H. PICARD, président du CEVO, Lydia DE PAUW et Marijke VAN HEMELDONCK sont venus dire qu'ils se considéraient comme complices du Docteur R. DENOLF. On comprend, tout de suite, que ce genre de témoignage ne peut qu'embarrasser le Parquet. Le Ministère public s'opposa au témoignage du Docteur AMY. A la séance du 19 février le tribunal jugea qu'il ne convenait pas d'entendre le Docteur AMY comme témoin dans une affaire d'avortement puisqu'il avait été condamné précédemment dans une affaire semblable. Ce jugement entraîna toute une salade juridique qui eut pour résultat de renvoyer toute l'affaire au 24 avril.

Le 24 avril, la séance se déroula dans une grande confusion. Ce qui était assez extraordinaire, c'est que le Parquet ne semblait absolument pas disposé à poursuivre des témoins qui s'étaient dénoncés comme complices. Le tribunal se considéra comme suffisamment éclairé et renvoya son jugement au 30 mai. Pour simplifier les choses le docteur R. De Nolf poursuivi dans une autre affaire d'avortement concernant une femme de Charleroi a demandé et obtenu la procédure française. Verra-t-on de nouveau, comme dans le cas du Dr. Amy, une même personne connaître des jugements différents pour des affaires similaires selon le régime linguistique ?

CHARLEROI

1er février : perquisition au Collectif Contraception de Charleroi, Collectif rattaché au GACEHPA (Groupe d'Action des Centres extra-hospitaliers pratiquant des avortements), en fonction depuis 1979.

C'est la première fois qu'une perquisition a lieu dans un centre GACEHPA dans l'arrondissement judiciaire de Charleroi. Le Juge d'Instruction n'y a pas été de main morte : il a autorisé la lecture, par le médecin légiste, de quelque mille dossiers, saisi l'agenda du Collectif et les souches des bons de mutuelle. Pourquoi cette mainmise sur tant de documents alors que le Juge d'Instruction était sur les lieux pour rechercher la preuve d'une IVG suite à une dénonciation ?

Un représentant provincial de l'Ordre des Médecins, obligatoirement présent, aurait dû, lui, avoir la main lourde pour empêcher cette saisie à la fois non justifiée mais, de plus, interdite par la loi. Le Collectif Contraception s'est insurgé contre l'illégalité de cette perquisition qui est une violation du secret médical et une entrave à la continuité des soins. Quelques jours plus tard, l'agenda et les souches des bons de mutuelle sont rendus au Collectif.

Le Collectif Contraception de Charleroi n'a pas arrêté ses activités. Notons encore que le représentant provincial de l'Ordre s'est fait gronder par le Conseil National de l'Ordre. A cette même date, à Genk, les médecins du Parti des Travailleurs de Belgique, suite à leur refus de payer leurs cotisations à ce même Ordre, ont été admonestés, eux, d'une main de fer !

C'est vrai que ces deux affaires sont bien différentes : l'une est une révolte, l'autre... une bavure.

Fin avril, un médecin du collectif est inculpé pour avoir pratiqué un avortement et pour faux et usage de faux. On apprend aussi que la descente du Parquet du 1er février a été consécutive à une plainte déposée contre une femme qui a avorté. Cette femme reconnaît les faits et fournit les précisions concernant l'intervention.

La mutuelle qui avait remboursé les frais sur base d'une déclaration de curetage et estimant que le cas n'est plus couvert par le secret médical puisqu'on connaît et la

patiente et l'intervention et le médecin a estimé que l'attestation ne constituait plus qu'un acte administratif. Tel n'est pas l'avis du médecin qui considère que la mutuelle est encore toujours liée par le secret médical. Il s'est contenté jusqu'à présent de reconnaître son cachet et sa signature sur la souche.

BRUXELLES, CHAMBRE FRANCOPHONE.

Le 15 mai a débuté un nouveau procès d'avortement à Bruxelles. Deux médecins y sont inculpés pour avoir avorté une gamine de 14 ans qui s'était retrouvée enceinte après avoir couché avec l'amant de sa mère. L'inculpation fait suite à la dénonciation au Parquet de la jeune fille et des médecins par la mère ! Le caractère sensationnel du procès est cependant éclipsé par les moyens utilisés par la défense, assurée par Pierre Legros et Roger Lallemant qui s'appuient sur un décret voté par le Conseil de la Communauté Française le 10 juillet 1984. Pierre Legros avait déjà assuré une certaine publicité à ce décret dans un article publié dans «Le Journal des procès» quelques semaines plus tôt. Pourquoi ce décret cause-t-il tellement de remous ?

Jusqu'à présent, l'avortement était considéré comme matière nationale. Mais l'an dernier, sous l'effet de l'euphorie estivale, le Conseil de la Communauté Française vota un décret «relatif à l'éducation sanitaire, à l'information de la jeunesse ainsi qu'à l'aide et à l'assistance aux familles dans les domaines relatifs à la contraception et à la parenté responsable» dont l'article 3 va agiter l'imagination des juristes. Il prévoit que «les membres du personnel médical, paramédical, social et juridique d'une institution hospitalière, d'un centre PMF ou assimilés sont tenus d'apporter aux femmes en détresse l'aide technique et médicale nécessaire en cas de difficultés dans le recours à des méthodes contraceptives. Ils sont tenus au secret médical et s'ils ne peuvent assister la patiente-hors les cas d'extrême urgence-pour des raisons de conscience, ils sont tenus de la diriger sans délai vers un des centres adéquats dont la liste est établie par l'Exécutif de la Communauté. Rappelons qu'un décret a même force de loi qu'une loi.

S'agit-il bien d'avortement ? Chez nous, on appelle femme en détresse celle qui désire avorter. Pourquoi invoque-t-on des raisons de conscience ? Le ministre de l'Exécutif Philippe Monfils (PRL) ne s'y est pas trompé, lui qui s'écriait au cours du débat : « Soyons clairs, il faut dire les choses crûment et ne pas tourner autour du problème. L'article 3 veut dire : j'ai un enfant dans le ventre, où puis-je avorter ? » Admirez l'élégance du verbe. Irène Petry en était tout aussi convaincue puisqu'au cours de la discussion elle a déclaré « les femmes sont toujours en détresse dans ces moments-là, avant, pendant et après, mais surtout après... » Autre indication qui semble montrer qu'il ne s'agissait pas simplement de contraception, mais que le décret s'applique à l'IVG c'est

que tous les chrétiens ont voté contre ou se sont abstenus. Alors les journaux sont allés interroger les cosignataires de la proposition de décret (Spaak, Defosset, Lepaffe) et d'autres acteurs. Antoinette Spaak, (FDF), à la pointe du combat des femmes a confirmé que pour elle il n'était pas question d'avortement mais uniquement d'information. Laquelle ? Comment réaliser une jolie layette ? ou comment éviter le suivant ? Léon Defosset (FDF - PS) : « Peut-être bien que oui, peut-être bien que non ». Son compère Serge Moureaux (FDF - PS) est tout à fait affirmatif : « Il s'agit indiscutablement d'avortement. Au PS Guy Spitaels se découvre le défenseur de la liberté du ventre francophone tandis que Robert Urbain, ministre de l'Exécutif adopte la position la

plus hypocrite. D'après lui, il s'agissait uniquement de pouvoir communiquer aux femmes en détresse des adresses à l'étranger. Merci Monsieur Urbain !

Une autre parlementaire socialiste, par contre, Claudette Coorens, doctoresse de surcroît, n'a voulu y voir qu'une information à la contraception. C'est fou, ce qu'on est gâté par nos représentantes !

Quelles que soient les motivations de nos représentants, nous naviguons en plein flou artistique parce que personne n'a eu l'audace d'appeler un chat, un chat. Dans le procès des deux médecins, la défense va donc présenter au juge une question préjudicielle : le décret communautaire (qui autorise l'avortement) n'est-il pas en contradiction avec la loi nationale (qui interdit l'avorte-

ment) et ce conflit ne doit-il pas être déferé à la Cour d'arbitrage ? Rappelons que la Cour d'arbitrage et une nouvelle institution qui a été installée à la fin de l'année dernière et qui est chargée de régler les conflits qui peuvent surgir quand les décrets communautaires sont en contradiction avec les lois nationales. Le juge s'est réservé un temps de réflexion. Le jugement sur la question préjudicielle sera rendu le 26 juin.

La Dr. Geneviève Van Haelen qui avait été acquittée par le tribunal de Nivelles en première instance pour avoir pratiqué un avortement sous pression morale, passera en appel à Bruxelles le 12 juin 1985, le Parquet ayant interjeté appel.

ER

Noella Dinant est décédée le 10 mai dernier, à l'âge de 65 ans, dans une clinique montoise. C'était une militante infatigable de la cause des femmes et des travailleurs.

Issue d'une famille socialiste, elle se lance très jeune dans les activités de soutien aux républicains espagnols.

Pendant la seconde guerre mondiale, elle s'engage dans la Résistance, dans les milices patriotiques du Front de l'Indépendance. Elle récolte des fonds pour les illégaux, leur fournit des logements, transporte des armes et du courrier. A la libération du pays, elle adhère au Parti Communiste et entame une vie active débordante dans différents secteurs. Tout la passionne. Elle devient tour à tour vice-présidente du Mouvement Populaire Wallon pour le Borinage, vice-présidente du secteur Enseignement de la C.G.S.P. et membre de la Commission du travail des femmes de la F.G.T.B. Elle milite également de toutes ses forces au sein du mouvement de la paix. Activités qu'elle mène de pair avec ses fonctions d'enseignante à l'Institut communal d'enseignement technique de Cuesmes (localité intégrée actuellement au Grand Mons).

Noella Dinant déploie parallèlement une intense activité politique et sociale : élue à la Commission d'Assistance Publique, elle devient chef de groupe, élue Conseillère Pro-

Noella Dinant



vinciale du Hainaut, en 1965, elle y préside le groupe communiste.

Première suppléante à la Chambre pour l'Arrondissement de Mons, elle devient député en 1972 et se fera vite remarquer par son travail intelligent, sérieux, assidu, efficace.

Noella Dinant qui, personnellement, avait conquis l'égalité dans les divers domaines, luttait ardemment contre les aliénations, les discriminations qui frappent les femmes.

Dans sa région boraine dévastée par la crise, elle fut notamment aux côtés des travailleuses de Siemens, de celles de Salik qui se battaient contre la fermeture de leur entreprise. Elle défendit avec acharnement le droit des chômeuses menacées d'exclusion, le droit des filles à obtenir une formation professionnelle enrichissante pour leur avenir.

Faut-il rappeler que sa première interpellation - son maiden speech - fut en 1973 pour demander la dépénalisation de l'avortement. Faut-il rappeler que sa première proposition de loi fut une proposition dépénalisant l'avortement fondée sur le droit à la santé des femmes et la conquête de la parenté responsable.

Elle traitait avec la même passion et la même curiosité les dossiers enseignement ou santé, les problèmes des charbonnages et de fiscalité communale.

MARIE GUISSÉ

POUR QUE LES ASSOCIATIONS DE FEMMES PUISSENT INTENTER DES ACTIONS EN JUSTICE.

On sait que selon le Code judiciaire une «partie» ne peut introduire une action en justice que si elle a elle-même un intérêt dans l'affaire et que selon le Code d'Instruction Criminelle une personne ne peut se constituer partie civile que si

elle a elle-même subi un dommage à la suite de l'infraction en cause. Certaines exceptions sont prévues. Toutefois en Belgique, des associations de défense des immigrés, de l'environnement, des consommateurs et les associations

féministes ne peuvent utiliser la justice pour ce qui est considéré comme des atteintes ou des attaques à la cause qu'elles défendent. C'est pour élargir les possibilités d'action de ces associations que Miet SMET, députée C.V.P. a déposé

à la Chambre, le 26 octobre 1984 une proposition de loi visant à «accorder un droit d'action aux associations». C'est une bonne initiative. Le texte de cette proposition peut être consulté à l'Université des Femmes.

L'INCESTE DANS LE DOMAINE PUBLIC.

La TV flamande, la BRT, a rompu le silence de plomb qui recouvrait l'inceste. Une femme flamande a accepté de témoigner de sa malheureuse expérience dans l'espoir que d'autres filles dans le même cas trouvent à l'avenir l'aide qu'elle n'avait pas rencontrée. Son récit fut d'autant plus poignant qu'il fut digne, d'une rigueur quasi scientifique et sans émotion apparente. Pour elle, la vie débuta à 8 ans, au moment où son père commença à abuser d'elle car il ne lui reste aucun souvenir antérieur, vie remplie d'effroi et de terreur. Aujourd'hui à 37 ans, mariée et mère de deux

enfants, elle a déjà subi plusieurs psychothérapies. Elle a annoncé à la TV qu'elle envisageait le suicide au cas où son traitement actuel ne la soulagerait pas.

Des dizaines de coups de téléphone sont parvenus à la BRT et dans des centres spécialisés, des femmes qui ont apporté leur témoignage et ont enfin pu se soulager de leur sentiment de culpabilité et des hommes dont la compagne avait subi le même sort.

La T.V. flamande a brisé un nouveau tabou, on ne pourra plus continuer à laver son linge sale en famille.

LES PROSTITUEES S'ORGANISENT.

Au courant du mois de février s'est tenu à Amsterdam le premier congrès international des prostituées, à l'initiative de «De rode Draad» (le fil rouge), groupe de rencontre hollandais composé de 8 anciennes prostituées en collaboration avec «COYOTE» groupe d'action de prostituées américaines. Cent femmes du monde entier se sont ainsi retrouvées pour discuter de la reconnaissance de la profession avec les avantages et la réglementation en vigueur dans les autres métiers. Elles réclament en

outre d'être considérées comme des citoyennes à part entière et ont décidé d'apporter une ample information au public dans l'espoir d'effacer l'image négative qu'elles suscitent. Le congrès a créé une organisation internationale et permanente de prostituées qui s'adresse aux instances internationales afin de leur soumettre leur vision du problème de la prostitution.

* COYOTE : Call Off Your Old Tired Ethics

* I.C.P.R. : International Committee Prostitutes Rights.

TRIBUNAL INTERNATIONAL SUR LA PAUVRETE DES FEMMES.

La Coordination européenne des femmes organisera en mars 1987, à l'occasion de la journée internationale des femmes, un Tribunal international sur la pauvreté des femmes. L'objectif est de montrer comment les femmes sont touchées par la pauvreté et de sensibiliser l'opinion au phénomène de la «féminisation de la pauvreté», c'est-à-dire au fait qu'en dépit des législations sur l'égalité, les femmes forment la majorité des pauvres en Europe. Comme l'avait fait le Tribunal international sur les crimes contre les femmes

organisé en 1976 à Bruxelles par le mouvement des femmes et celui d'Amsterdam en 1984 sur les droits de reproduction, le Tribunal entendra les témoignages de victimes plutôt que ceux d'experts ou de chercheurs.

Aucune tentative sérieuse n'a été faite en Europe pour analyser le rôle du sexe dans le phénomène de la pauvreté. Les mesures prises par les Etats ou la CEE mentionnent quelquefois «en passant» la situation des femmes. Par exemple, le programme de lutte contre la pauvreté de la CEE, adopté en

décembre 1984, en donne une définition comme «personnes, familles ou groupes de personnes dont les ressources matérielles, culturelles et sociales sont si limitées qu'elles les excluent du niveau de vie minimum acceptable dans les Etats membres où elles vivent». Mais il ne reconnaît pas que la majorité des parents isolés, des travailleurs à temps partiel et des personnes qui vivent de l'assistance publique ou des retraites les plus basses sont des femmes. L'information et les statistiques sur la pauvreté ne sont

pas souvent ventilées par sexe, ce qui cache l'étendue du problème.

La Coordination a l'intention de faire un premier pas pour combler le fossé entre la législation et la réalité sociale, entre les statistiques et la vie des femmes, en rassemblant l'information dans ce domaine, en écoutant les témoignages personnels au cours du Tribunal et en publiant les résultats afin de sensibiliser le public et de changer les comportements.

LE CREPUSCULE DES «CHEFS DE MENAGES».

Par l'Arrêté Royal (n° 255) du 31 décembre 1983, le Ministre Hansenne a réussi à faire passer le droit d'accorder une priorité de recrutement aux travailleurs âgés de plus de 45 ans considérés comme «chefs de ménage», dans le cadre du secteur non marchand (il s'agit du recrutement des T.C.T. en l'occurrence). Le Comité de Liaison des Femmes a porté plainte contre le gouvernement belge en se basant sur la Directive 79/7 de la Commission des Communautés Européennes qui oblige à respecter l'égalité entre hommes et femmes dans l'accès à l'emploi notamment. Une discussion

porte sur le fait de savoir si le terme «chef de ménage» est un terme qui désigne indirectement les hommes. Pour le Comité de Liaison c'est évident, puisqu'à cet âge particulièrement, l'immense majorité des chefs de ménage sont des hommes. Le Comité de Liaison vient de recevoir une très importante confirmation de cette position puisque le Commissaire Européen chargé de l'Emploi Monsieur Aloïs PFEIFFER, lui a répondu textuellement ceci :

«La Commission a pris contact à plusieurs reprises avec les autorités belges, suite à votre

plainte, afin d'avoir de plus amples informations sur la situation résultant de l'application de l'A.R. n° 255. La Commission a, par ailleurs, invité le gouvernement belge à faire disparaître la notion de chef de ménage.

Dans l'état actuel du dossier, les autorités belges semblent être prêtes à proposer la suppression de cette notion. La Commission veillera à ce que toute modification proposée ne crée pas de discriminations indirectes affectant les travailleurs ou les travailleuses, notamment à la lumière des données statistiques».

LE SEP

ET L'AVORTEMENT.

Le nouveau parti politique SeP, de tendance progressiste et pluraliste, né sous l'impulsion du M.O.C. prend position sur le problème de l'avortement. Dans son programme résumé on peut lire :

L'avortement représente une souffrance pour toutes les femmes qui le vivent et un échec pour une société qui doit favoriser les conditions d'une parenté responsable.

SEP considère qu'un débat parlementaire doit obtenir la dépénalisation de l'avortement. Seul devrait être pénalisé celui qui pratique l'avortement dans un esprit de profit, en utilisant la contrainte ou en n'ayant pas les qualifications médicales requises.

Le sexe du travail

Le SEMINAIRE «IL SESSO DEL LAVORO. Struttura familiari e sistema produttivo» qui s'est tenu à Salerne les 5 et 6 décembre 1984, se situait très explicitement dans la continuation des travaux du groupe créé à l'occasion du dernier Congrès Mondial de Sociologie (Mexico, 1982) et qui s'intitulait : «Articulation entre système productif et structures familiales». Ce groupe, créé à l'initiative de Françaises mais très vite international, s'était donné pour but de capitaliser la réflexion critique et féministe de ces dernières années sur les problèmes du travail. Il voulait sortir de l'impasse des réflexions en termes de «condition féminine» pour s'attaquer, en termes de «rapports sociaux», à l'articulation production-reproduction. Il voulait également mettre en place une autre manière de travailler qui, si elle restait universitaire, soit réellement collective. Cet effort avait abouti. D'abord par l'animation de plusieurs séances de travail dans le cadre du Congrès de Mexico, puis par la publication des communications sous le titre «Le Sexe du Travail» (Presses Universitaires de Grenoble, 1984), enfin par la tenue d'un séminaire mensuel à Paris.

La filiation était donc claire et le titre du séminaire en témoignait amplement. Mais l'exposé introductif de Mariella PACIFICO -initiatrice et cheville ouvrière de la rencontre- précisait les objectifs : il n'était pas question de refaire à cette occasion un deuxième Sexe (du Travail) ; de façon beaucoup plus constructive, il s'agissait de faire de ce séminaire un espace-temps de confrontation et de débat entre les chercheuses italiennes et quelques chercheuses françaises d'une part, entre chercheuses de l'Italie du Nord et du Sud d'autre part. Il s'agissait encore (second objectif) de comparer et de capitaliser objectivement nos avancées depuis 1982.

Sur ces deux points, la rencontre fut positive. Pour résumer (et bien sûr, je ne peux le faire que d'un point de vue français), les points forts m'ont semblé être les suivants :

- le décalage Nord/Sud entre les problématiques italiennes : le Nord, fortement industrialisé, se centre sur le travail salarié des femmes et sur le lien nécessaire entre mouvement féministe et mouvement ouvrier ; le Sud, face à une réa-

lité toute différente, privilège au contraire le concept de «société reproductive». La rencontre a permis de mettre à jour très clairement cette double façon de dire l'Italie, cette double façon d'aborder le travail des femmes, alors que toutes étaient d'accord sur le fait que le concept du travail renvoie tant au travail salarié qu'au travail domestique :

- le second point fort m'a semblé être celui de la confrontation entre problématiques françaises et italiennes. Toutes nous nous sentions également concernées, impliquées, dans ce travail de reconstruction théorique dont le point de départ est de réunifier ce que l'idéologie dominante a séparé : production/ reproduction, privé/public, travail salarié/travail domestique, etc... Mais, de ce point de départ commun, les voies de recherche diffèrent sensiblement. Un des concepts forts repris par plusieurs participantes italiennes fut celui de «double présence» (doppia presenza), tentative pour penser et poser dans toute sa complexité un modèle de travail féminin. Les Françaises par contre tentent de sortir des études sur les seules femmes et de faire fonctionner l'articulation production/reproduction pour comprendre tant la place des femmes que celle des hommes dans la division sociale (de classe, de sexe) du travail. Ces différences s'expliquent sans doute par l'évolution respective des mouvements féministes et ouvriers et de la recherche en sciences sociales en France et en Italie. Reste que ni les unes ni les autres (et surtout pas les Françaises étant donné leur petit nombre) n'étaient représentatives de l'ensemble des recherches menées dans les deux pays, et qu'il faut donc se garder de toute généralisation hâtive.

Mais en tout cas, il est apparu évident à toutes que la confrontation était mutuellement enrichissante et qu'il était indispensable de la continuer : approfondir et comprendre l'origine de nos divergences/ convergences ne pourra que nous faire avancer dans nos problématiques respectives, mais ne pourra également qu'enrichir le mouvement féministe.

Danièle KERGOAT
GEDISST - CNRS

TRAVAIL ET RAPPORTS SOCIAUX DE SEXE

Résumé de la communication présentée par Danièle KERGOAT (*).

Le point de départ de cette communication est simple : il s'agit du constat que la situation des femmes dans le travail est «infériorisée». Cela, tout le monde le reconnaît. Mais tout le monde ne le pose pas comme problème pour les sciences sociales -ou plus exactement, cette infériorisation est considérée comme un problème mineur, périphérique par rapport à des questions comme celles du rapport salarial de la reproduction du capital ou de la conscience de classe- pour ne citer que celles-ci. Bref, la notion d'infériorisation remplit une double fonction : décrire une situation, mais évacuer le problème théorique qui la sous-tend. Ce que je voudrais montrer ici, c'est que ce problème, loin d'être mineur, interpelle l'ensemble des sciences sociales (la sociologie du travail, mais aussi l'économie, l'histoire, l'anthropologie...), et qu'il est non seulement légitime mais aussi important de poser les problèmes de la division sexuelle du travail, et cela pas seulement en termes d'articulation, de juxtaposition, mais en termes de rapports sociaux de sexe. Je voudrais montrer enfin qu'une telle interpellation, si elle a des retombées épistémologiques, a aussi des retombées sociales dans la mesure où elle permet d'aller beaucoup plus avant dans l'analyse des pratiques revendicatives des hommes et des femmes.

(...) Un rapide exposé critique des raisons classiquement avancées pour expliquer la situation différente des hommes et des femmes en tant que force de travail et en tant que main d'oeuvre amène à la conclusion suivante : on ne peut raisonner uniquement en termes de rapports de classe (les femmes seraient plus vulnérables que les hommes dans le rapport capital/travail) pas plus qu'on ne peut raisonner à partir d'une seule catégorie de sexe (être femme amènerait quelque chose en plus -ou moins- à la situation idéale-type du «travailleur»).

Le sexe du travail

Structure familiale
et système productif

Presses universitaires de Grenoble

LA PROBLEMATIQUE DE LA DIVISION SEXUELLE DU TRAVAIL : UN EFFORT POUR ARTICULER PRODUCTION ET REPRODUCTION, MAIS AUDELA, UN RAISONNEMENT EN TERMES DE RAPPORTS SOCIAUX

Mais pour autant, il n'est pas si simple d'affirmer qu'il faut raisonner autrement, qu'il faut considérer les rapports de sexe et de classe comme consubstantiels. En effet, une telle démarche pose, en amont et en aval, de multiples problèmes. Elle suppose d'abord une réinterrogation profonde du champ des sciences sociales :

- contestation du concept de travail (à travers la liaison travail salarié/travail domestique) (...)

- contestation que le modèle du «travailleur», couramment utilisé implicitement en sociologie du travail soit réellement «général» (...)

- contestation enfin que l'on rende compte réellement de la division sociale du travail dans nos sociétés lorsque l'on omet de prendre en compte la division sexuelle du travail.

A notre sens, le rapport salarial instauré par le capitalisme ne peut être compris dans sa genèse, son extension, son fonctionnement actuel (et ses dysfonctionnements) que si l'on tient compte simultanément du rapport entre les classes et du rapport entre les sexes : la division sexuelle du travail doit donc être centrale à tous les travaux de sciences sociales (anthropologie, économie, sociologie,...) qui analysent la division sociale du tra-

vail; ce concept est ainsi renouvelé puisque l'on se refuse à adopter les coupures classiques dominant dans les sciences sociales: au contraire on s'efforce de rétablir les liens entre ce qui a été jusqu'ici séparé, en particulier à travers une définition plus extensive du travail (le concept de travail recouvre tant le travail salarié que le travail domestique) et sa sortie du seul domaine des rapports marchands.

Restent à préciser deux choses:

- la division sexuelle du travail n'est évidemment pas cantonnée au seul champ de la reproduction, mais structure en profondeur le champ de la production (...)

- il ne s'agit en aucun cas de ne travailler que sur «les femmes» ou de ne raisonner qu'en termes de «catégories» de sexe. Même si cette dernière approche a marqué un progrès sensible par rapport au stade précédent dans les sciences sociales, elle ne peut en aucun cas s'en tenir là sous peine de faire la même erreur que ceux qui identifient la *catégorie* statistique «ouvriers» à la *classe* ouvrière (...)

Bref, il ne suffit pas, pour comprendre les pratiques sociales de telle ou telle catégorie de femmes, d'étudier simultanément famille et usine; il ne s'agit ni de juxtaposer des terrains, ni de raisonner sur des *catégories* hommes-femmes. Si l'on veut réintégrer le rapport de forces entre les sexes, si l'on veut comprendre les possibilités d'évolution, de changement du système social, c'est bien en termes de *rapports sociaux* qu'il faut raisonner.

ILLUSTRATIONS RAPIDES DES APPORTS POSSIBLES DE CETTE PROBLÉMATIQUE (1)

L'exemple de la qualification / formation des ouvrières

Cet exemple illustre bien l'effort de déconstruction / reconstruction auquel oblige cette problématique: si les femmes ouvrières sont au bas de l'échelle des classifications, ce serait d'abord parce qu'elles sont mal formées par l'appareil scolaire et ensuite parce qu'elles se battent peu sur les problèmes de qualification. Tel est le discours tenu par les économistes et les sociologues, et sur lequel gauche et droite sont grosso modo d'accord.

Nous nous inscrivons en faux contre ces affirmations et leurs conséquences pour leur opposer l'argumentation suivante: au lieu de dire que les femmes ouvrières ont une formation nulle ou mal adaptée, nous disons au contraire qu'elles en ont une parfaitement adaptée aux emplois industriels qu'on leur propose, et qu'elles l'ont acquise d'abord par un apprentissage (au métier de future femme quand elles étaient petites filles) puis par une «formation continue» (travaux domestiques). *Les femmes ouvrières ne sont pas O.S ou manoeuvres parce que mal formées par l'appareil scolaire, mais parce qu'elles sont bien formées par l'ensemble du travail reproductif.* Ceci a deux conséquences: cette qualification des femmes ne s'acquérant pas par des canaux institutionnels reconnus, peut être niée par les employeurs (...); et les ouvrières elles-mêmes intériorisent cette banalisation de leur travail; c'est que l'acquisition de leur savoir-faire leur apparaît comme une acquisition individuelle et non collective.

Le problème de la formation-qualification-classification des femmes ne se développe pas dans un univers neutre, où tout le monde se penche de façon bienveillante sur le «cas» de ce groupe minorisé. Or, ce qui permet une analyse en termes de rapports sociaux de sexe, c'est de mieux comprendre les pratiques existantes mais aussi de mieux structurer le champ de forces dans lequel celles-ci se déploient et donc les conditions (théoriques) dans lesquelles elles peuvent évoluer (...). La comparaison hommes-femmes et la mise en perspective de cette comparaison en termes de rapports sociaux à travers la problématique de la division sexuelle du travail permettent donc de tenir les deux bouts de la chaîne: comment le système social et son évolution déterminent la place des ouvrières dans l'échelle des qualifications, et comment/pourquoi les ouvrières intériorisent cette place; mais aussi, comment les ouvrières peuvent transformer ce système et où, sur quels points précis, elles ont commencé à le faire.

Les ouvriers et la représentation masculine de la qualification

En ce qui concerne les ouvriers, j'ai montré que ceux

qui ne remettent pas en cause la division du travail entre les sexes (ceux pour qui c'est aux femmes et à elles seules qu'il revient d'assumer la totalité du travail domestique puisqu'elles seraient «naturellement» qualifiées pour le faire) sont précisément ceux pour qui la capacité à se qualifier professionnellement est quelque chose d'inné, de «naturel» pour les hommes, et pour qui la reconnaissance sociale de cette qualification est indispensable pour se sentir de «vrais» hommes. Ce sont les mêmes qui expliquent la concurrence imposée entre travailleurs par le capital, par des différences naturelles, biologiques, donc indépassables (l'âge, l'ethnie, l'origine sociale,...); ces ouvriers sont donc les plus vulnérables à la concurrence, les moins solidaires dans le groupe de travail. Inversement, ceux pour qui les rapports actuels entre les hommes et les femmes ne sont pas de l'ordre du naturel mais du social, sont également ceux qui refusent de penser que l'ordre social actuel -qu'il s'agisse du travail, de la qualification, du rapport capital/travail- est incontournable. Ce sont les plus ouverts à la solidarité ouvrière puisque celle-ci peut faire l'objet de possibles actions individuelles et/ou collectives.

Là encore, ce type d'analyse permet de dévoiler des rigidités dans les mécanismes sociaux, rigidité dont on ne parle jamais, auxquelles même on ne pense jamais (...). Il est certain par exemple que certaines crispations masculines sur les «avantages acquis» auraient intérêt à être analysées non seulement comme les crispations de *travailleurs* devant un rapport capital/travail qui se joue de plus en plus en leur défaveur, mais comme une crispation d'*hommes* pour qui les avantages acquis ne se jouent pas seulement sur la scène du travail mais également sur celle de la famille.

CONCLUSION

Nous avons évoqué dans la seconde partie de cet exposé les conséquences *théoriques* de cette approche de la division sociale du travail qui intègre la division du travail entre les sexes: le travail domestique et les particularités du travail salarié des femmes ne sont plus des «exceptions» à

un modèle supposé général; mais cette problématique suppose une tentative pour **refaire un modèle général** dont ces mêmes spécificités seraient des éléments constitutifs. D'autres retombées seraient à évoquer: les conséquences *méthodologiques* (ouverture de nouveaux champs, renouvellement du traitement des données et apparition de méthodes nouvelles, interdisciplinarité, etc), mais aussi les conséquences au niveau de l'analyse des *pratiques sociales* et donc des luttes, et du regard que l'on peut porter sur les *solutions politiques* couramment proposées (...).

Une telle problématique ne concerne donc pas uniquement le champ de la théorie sociologique. Elle est par ailleurs sécante à certaines options stratégiques auxquelles sont confrontés le mouvement des femmes et le mouvement ouvrier puisqu'elle amène à s'interroger sur l'efficacité des solutions politiques qui sont proposées tandis qu'elle permet de fonder le refus de se laisser enfermer dans l'alternative revendications *générales*/ revendications *spécifiques*, en montrant que ces dernières renvoient en fait non à un groupe social en particulier, mais au rapport social hommes/femmes et donc au corps social tout entier.

Ce qui fait justice de ce lieu commun maintes fois entendu selon lequel intégrer les luttes des femmes reviendrait à affaiblir le rapport de classes. Au contraire, raisonner, aussi, en termes de rapports sociaux de sexe, permet de détecter de nouveaux points de revendications potentielles ou de proposer des reformulations de revendications antérieures. Elle ouvre donc de nouveaux champs de lutte, tant d'ailleurs en ce qui concerne les femmes que les hommes.

HPP

Danièle KERGOAT, membre du GEDISST (Groupe d'Etudes sur la Division Sociale et Sexuelle du Travail), CNRS
rue des Immeubles Industriels
6, 75011 PARIS

(1) Si nous avons axé l'essentiel des démonstrations de cette communication autour du problème de la qualification de la force de travail, c'est que celui-ci, en cette période de crise économique et de bouleversement des forces productives, est un enjeu déterminant dans le rapport capital/travail et dans le rapport hommes/femmes.

Devenue veuve, c'est comme si je n'avais pas travaillé toute ma vie durant

LES VEUVES VICTIMES DE L'A.R. N° 30.

Le 22 mars, le comité de Liaison des Femmes au cours d'une conférence de presse a expliqué où en est l'action des travailleuses veuves d'agents des services publics. Chronique a exposé déjà le problème (n° 10 de juin-juillet 1984). Près de 550 veuves ont signé une pétition destinée au Secrétaire d'Etat aux Pensions, P. Mainil. Le Comité de Liaison a rencontré à deux reprises le Secrétaire d'Etat et lui a remis cette pétition, ses arguments juridiques et une série de témoignages montrant la situation dramatique dans laquelle se trou-

vent, du fait de l'A.R. n° 30, de très nombreuses retraitées veuves d'agents des services publics. Le Ministre qui a fait mine de découvrir la gravité du problème (il économise 10 milliards par an cependant !) et d'en avoir perdu le sommeil n'a cependant toujours rien fait de concret. Il déclare vouloir bien prendre en considération les «cas sociaux» qu'on lui soumettrait ! (Avis aux amatrices : vous avez travaillé toute votre vie durant, payé d'importantes cotisations à la sécurité sociale, votre défunt mari a payé 6,5 ou 7% de son traite-

ment à la caisse des veuves et orphelins pendant toute sa carrière et maintenant vous êtes invitées à vous placer avec une sébile à la sortie du Cabinet du Ministre pour qu'il laisse tomber quelques piécettes qui font plus de bruit que de bien !)

Le Comité de Liaison a donc décidé d'aller devant les tribunaux pour essayer d'obtenir justice. Les «victimes» venues très nombreuses à la conférence de presse ont été très motivées et très encourageantes. Et des représentantes des travailleuses de Bekaert-Cockerill ont fait don d'un chèque de 10.000 francs pour soutenir l'action des veuves ! La solidarité sociale c'est du vécu pour les travailleuses !

Suite à l'action du Comité de Liaison, des parlementaires du P.S. et du S.P. ont déposé sur le bureau du Sénat une proposition de loi «relative aux pensions du secteur public». Cette proposition vise à rétablir dans certains cas, la situation antérieure à l'A.R. n° 30 du 30 mars 1982, dans d'autres cas, à atténuer très fortement les mesures de cet arrêté royal.

L'action continue sur divers fronts, donc.

EXEMPLES significatifs.

Mme R..., veuve d'un releveur-encaisseur

Revenus mensuels nets avant le
1er juillet 1982 : pension de retraite 22.137
pension de survie 24.884
Total 47.021

Revenus après application de l'A.R. n° 30 :
pension de retraite 22.137
pension de survie 7.569
Total 29.706

Diminution mensuelle nette qui sera totalement réalisée à partir du 1er janvier 1987 : 17.315 F par mois

Mme S..., veuve d'un chef de garage-adjoint

Revenus mensuels nets avant le
1er juillet 1982 : pension de retraite 23.167
pension de survie 27.132
Total 50.299

Revenus après application de l'A.R. n° 30 :
pension de retraite 23.167
pension de survie 6.408
Total 29.575

Diminution nette totalement réalisée à partir du 1er janvier 1987 : 20.724 F par mois

Ce qu'il en coûte d'être une travailleuse veuve d'un agent des services publics.

Voici quelques chiffres, basés sur 102 cas de cumuls de pensions de retraite et de survie réglés par une commune de l'agglomération bruxelloise.

Parmi ces 102 veuves, 95 sont des veuves d'ouvriers, de policiers, de pompiers, d'employés et de techniciens, et 8 seulement d'agents ayant exercé des fonctions plus élevées.

Avant le 1er juillet 1982, date d'entrée en vigueur de l'Arrêté Royal n° 30, 88 de ces veuves bénéficiaient de revenus mensuels nets allant de moins de 30.000 F à 50.000 F, et 14 de revenus dépassant 50.000 F.

Les réductions opérées sur les 102 pensions de survie considérées s'échelonnent de 86 F à 42.657 F nets par mois, dont

12 pensions réduites de moins de 1.000 F
34 pensions réduites de 1.000 à 5.000 F
20 pensions réduites de 5.000 à 10.000 F
15 pensions réduites de 10.000 à 15.000 F
12 pensions réduites de 15.000 à 20.000 F
et 9 pensions réduites de plus de 20.000 F

TEMOIGNAGES.

A partir de certaines lettres reçues le Comité de Liaison des Femmes a constitué un «Livre Blanc» dont nous extrayons ici quelques passages :

Mme L. ... de Namur - J'ai 78 ans, je suis clouée au lit et obligée de payer une personne en permanence, j'ai vu mes revenus déjà peu élevés diminués de 76.000 F.

Mme E.D. ... de Liège - Je suis dans ma 82ème année, je suis absolument seule au monde ; je dois payer tout, tout, tout ...

Mme W. ... de Marche - J'ai 85 ans, mon mari était aux contributions et moi, vendeuse. Je puis vous dire ce que je pense : l'Etat est un voleur.

Mme L. ... de Bruxelles - Je ne bénéficie que du tiers de la pension de feu mon mari ; en ajoutant la mienne à cette pension amputée, je suis presque au minimum légal. Pareille situation est catastrophique.

Mme N. ... de Bruxelles - Je vous remercie du fond du coeur, vous me rendez espoir ; j'ai le sentiment d'une catastrophe matérielle, d'un déni révoltant ; je ne parviens pas depuis à sortir d'un malaise moral et d'un sentiment d'impuissance insupportable. Ce que je tente d'exprimer, c'est que cette affaire est bien plus profonde qu'un simple préjudice matériel.

Mme D. ... de Comines - Mon mari était instituteur ; il est mort en 1980 ; ayant trois enfants aux études, j'ai continué à travailler sur les conseils de la F.I.C. (Fédération des instituteurs chrétiens) Erreur, car en prenant ma pension en janvier 1984, j'apprends que pour bénéficier d'une réduction progressive, j'aurais dû prendre ma retraite au 30 juin 1982. Pénalisation du travail et erreur coûteuse.

Mme G. ... de La Louvière - Que penser désormais de la «garantie de l'Etat ?» Comment accorder encore confiance à ses emprunts ?

Mme V. ... de Binche - Je trouve inique l'attitude de l'Etat vis-à-vis de ses serveurs sous-payés pendant toute leur carrière, à la condition que la veuve puisse bénéficier de la pension de survie.

Mme V. ... de Liège - Veuve d'un agent communal, j'ai été pré pensionnée le 1er septembre et je perds la totalité de ma pension de survie : l'Etat exerce un véritable abus de pouvoir, car il modifie unilatéralement les conditions d'un contrat.

Mme A. ... de Quevaucamps - Je suis veuve, depuis 4 ans, d'un facteur des postes, moi-même salariée, puis indépendante. Comme récompense de mon travail, on a amputé la pension de feu mon mari de 45%. Une de mes voisines qui n'a jamais travaillé touche plus que moi.

Mme G. ... du Brabant wallon - Lorsqu'on a deux enfants aux études et qu'il faut prendre des décisions pour leur avenir, est-il moral de me retirer des sommes aussi importantes ? Je suis moi-même dans l'enseignement ; je veux vendre ma maison : pas d'amateur.

Prisonnières politiques

Sous ce titre, Amnesty International consacre, dans son mensuel de novembre 84, un dossier aux « prisonnières d'opinion ». Qui sont-elles, ces prisonnières ? Aussi diverses que leurs pays, leurs convictions religieuses ou politiques. Religieuse bouddhiste au Viêt-Nam, communiste en Syrie, féministe au Guatemala, baptiste en URSS, ou encore, dans toutes sortes de pays, femmes, filles ou petites-filles de militants ou d'hommes politiques...

Le sort de ces prisonnières oubliées mérite de retenir l'attention de la communauté internationale : un grand nombre de prisonniers politiques dans le monde sont des prisonnières, des femmes de cultures, d'idéologies et de pays très différents.

Détention politique ou sans jugement, « disparition », exécutions extrajudiciaires, toutes ces techniques de répression sont appliquées aux femmes : pour une syndicaliste chilienne, c'est, depuis 8 ans, la disparition ; pour l'épouse d'un ancien ministre africain, le couloir des condamnés à mort pendant un an, puis la détention à vie...

Les motifs pour lesquels ces femmes sont persécutées sont très variés, aussi variés que les situations de leurs pays respectifs, aussi différents qu'elles-mêmes le sont les unes des autres : leurs convictions religieuses, leurs activités syndicales ou politiques. En Argentine, en Afrique du Sud, en Chine, aux Philippines, c'est souvent pour leur action en faveur des droits de la personne humaine qu'elles sont

frappées par la répression. Pour d'autres -Fatima al Lazkani ou Alaïde Foppa par exemple-, c'est leur action féministe qui a joué un rôle important dans l'emprisonnement de l'une et la disparition de l'autre. Pour ces femmes prisonnières d'opinion, Amnesty espère, par cette campagne, alerter les organisations féminines et féministes sur leur sort et susciter un grand nombre de lettres adressées du monde entier aux gouvernements responsables.

Le mensuel d'A.I. décrit le cas des femmes « disparues », en prison ou victimes de « mesures de restriction ». Pour ces onze prisonnières d'opinion, votre intervention peut être décisive : envoyez des lettres courtoises pour demander leur libération immédiate.

Torture au féminin

Femmes violées devant leur mari, torturées devant leurs enfants, sexuellement humiliées, privées d'intimité, soumises à des chantages touchant leur vie privée... la torture des femmes revêt à coup sûr une coloration particulière. Au point que certaines anciennes victimes n'osent encore pas aujourd'hui en parler, même à leurs proches. Interrogatoires « durs », privation totale d'intimité, surveillance constante assurée par du personnel masculin, sont une grave humiliation pour des femmes islamiques. Les femmes sont soumises aux mêmes violences que les hommes : coups de toutes sortes, brûlures, tortures à l'électricité, privation de sommeil, de nourriture, pendaison,

« football » (yeux bandés et mains liées, on jette le prisonnier d'un garde à l'autre en lui octroyant coups de pieds et coups de poings), etc.

Mais les femmes prisonnières sont aussi exposées aux agressions sexuelles et aux vexations ; le viol est courant. Il est certain qu'au Salvador, la plupart des femmes victimes de viols se sont tuées, par souci de chasser ce souvenir et par honte. Ailleurs, des femmes enceintes au moment de leur arrestation sont frappées à coups de crosse jusqu'à perdre leur enfant. Des femmes violées par leurs tortionnaires se voient refuser l'avortement. On utilise aussi « scientifiquement » des informations touchant la vie privée des détenues comme moyen de pression dans des chantages affectifs, ou pour renforcer un sentiment de dépendance propre à leur faire perdre toute estime de soi. Ces pressions sont particulièrement fortes pour des détenues placées longtemps à l'isolement et coupées de leurs amis et de leurs familles.

Les récits de ces femmes sont terribles et les tortures subies dépassent souvent l'imagination. Pour extorquer les aveux de l'une, on torture son enfant devant elle ; une paysanne a été torturée avec son bébé sur le dos, une autre se l'est vu arracher et n'a jamais retrouvé sa trace...

Les raisons de leur arrestation sont souvent futiles et les conséquences immédiates et à long terme, tant physiques que psychologiques, de la torture sont nombreuses.

Afin d'aider les réfugiés politiques à surmonter les séquelles

de ces tortures (douleurs persistantes, invalidités diverses, vomissements, cauchemars, dépression nerveuse, etc.), le docteur Hélène JAFFE (France) a créé l'AVRE (Association pour les Victimes de la Répression en Exil) et traite actuellement plus de 1.000 cas par mois. Son équipe, composée de généralistes, d'un psychiatre, d'un psychologue, d'un kinésithérapeute et de travailleurs sociaux, pourra ainsi leur apporter les soins et l'aide de thérapies diverses que nécessite leur état.

Mais quelques-unes (unes) seulement ont ainsi échappé à l'enfer et obtenu une chance de reconstruire leur vie en guérissant de la torture. Pour des milliers d'autres qui souffrent, ont peur, attendent, comptent les jours, la torture, pratiquée par un pays sur trois, est l'insupportable réalité quotidienne. Amnesty vous propose les cas de trois d'entre elles, dont vos lettres peuvent améliorer le sort. Ecrire, c'est rappeler aux gouvernements leurs responsabilités, faire intervenir un oeil extérieur, freiner les abus par crainte du scandale, bannir le secret, le meilleur ami de la torture... Ecrivez pour elles : des exemplaires du Bulletin d'A.I., contenant les éléments de dossiers nécessaires pour répondre à ces cas d'appels, sont disponibles à la bibliothèque.

Christine SEGHIN

(PS) : Ce compte-rendu rassemble des extraits d'articles publiés dans le Bulletin de novembre 84 d'A.I.



Alaïde Foppa de Solorzano, intellectuelle guatémalteque "disparue" depuis 4 ans.



Fatima Al Lazkani, détenue depuis septembre 1981, pour avoir distribué des tracts.



Ana Vujic (Yougoslavie), un an et demi de prison pour "propagande hostile".

MARQUERITE EYMERI - HOMME DE LETTRES.



Mercure de France

Rachilde : une grande prêtresse des lettres.

En 1928 Rachilde, alors âgée de 68 ans, publie un petit ouvrage : «Pourquoi je ne suis pas féministe». Celui-ci intrigue avec raison Anja Van Kooten Niekerk, qui dans le dernier numéro de *LOVER* (n°3 de 1984) consacre un article à «cette auteure» absolument honnie de la bourgeoisie et idolâtrée des dandys et «décadents». Rachilde est un curieux personnage.

Née en 1860 en Dordogne, elle n'est acceptée par son père qui désirait un fils que dans la mesure où elle se comporte comme un garçon: elle monte à cheval, tire, chasse avec lui et considère sa mère comme un «monstre de vertu». Très jeune, elle publie des feuilletons puis des récits, violents, pervers, sadiques. Elle ne supporte pas d'être femme et obtient du commissaire de police, l'autorisation de porter le pantalon,

autrement dit de se présenter comme un travesti. Elle fait scandale avec la publication de «Monsieur Vénus», «Madame Adonis», «La marquise de Sade». Il s'agit toujours de rôles féminins et masculins inversés, de femmes dominantes qui exigent de leur amant ou mari une soumission totale. En 1899, Rachilde épouse Alfred Vallette, et grâce à lui entre dans la direction de la revue «Mercure de France». A partir de ce moment son comportement change un peu: elle s'habille de nouveau en femme, devient mère. Elle écrit encore, participe à l'«Académie des Femmes» mais son activité est de moins en moins fracassante. Elle quitte le «Mercure de France». Son mari meurt quand elle a 75 ans. En 1952, elle meurt à l'âge de 92 ans. Bien que Rachilde ne soit pas une personnalité très attachante, ses œuvres présentent surtout un intérêt analytique. Elle refuse l'infériorité sociale des femmes, mais comme elle rejette le féminisme, comme elle méprise trop les femmes pour s'associer à elles dans un mouvement de libération, elle ne peut trouver d'autre formule que d'imiter les hommes. C'est ainsi qu'elle adopte le principe de la réversibilité des comportements. Mais la voie qu'elle trace fait plutôt horreur. Elle ne fait donc guère d'adeptes parmi les femmes. Le travesti psychologique donne la mesure de cette aliénation.

HPP

LE SOLEIL ET LA ROUE

Ce roman historique se lit très agréablement. Son style, très classique, convient parfaitement au récit et en renforce la crédibilité. Au travers de la vie d'une adolescente, Louyse SERVEZANNE, nous connaissons toutes les persécutions qu'auront à subir les Huguenots français à la suite de la révocation de l'Edit de Nantes par le Roi-Soleil, Louis XIV. Parallèlement à la mise en place progressive de la répression, s'organisent les réseaux de résistance et l'évasion. Le roman s'est inspiré de faits réels et on peut trouver à la fin du livre et par chapitre tous les ouvrages de référence consultés, les archives parcourues et les écarts par rapport à la vérité historique.

L'actualité de la persécution est troublante et confère un caractère d'universalité au roman qui démontre une fois encore combien l'histoire a tendance à se répéter surtout lorsqu'il s'agit d'affirmer un pouvoir. Rose Vincent a précisé elle-même cet éternel recommencement en mettant en exergue les deux phrases suivantes : «... la liberté de conscience, qui autorisait également le mensonge et la vérité...» (Assemblée du clergé au roi, 1665). «La parole est libre, sauf pour les ennemis du peuple...» (Sur les murs de Paris, 1968).

E.R.

Le Soleil et La Roue, par Rose Vincent, Ed. du Seuil, 1985.

LA FEMME ET LA MORT.

Très beau et très nouveau ce thème et la publication de ce cahier du G.R.I.E.F. (Groupe de Recherches Interdisciplinaires d'Etudes des Femmes de l'Université de Toulouse-le Mirail). Signalons particulièrement l'article de Monique Schneider (auteure notamment de «Le Féminin expurgé», «Freud et le plaisir», «Père, ne vois-tu pas...»), sur «Visages du Matriline». Monique Schneider montre comment à travers l'histoire les sorcières par ex.) ou la psychanalyse, s'opère l'articulation entre la destruction d'une certaine image de la femme et la création d'une autre image artificielle. On aboutit ainsi à une sorte de déification ou d'idolâtrie du féminin... qui n'est que l'autre face d'une mutilation. Ce qui doit

être nié chez la femme, c'est le lien de génération faisant de la femme-mère la chair originale dont s'est séparé tout être singulier; la femme comme lieu à partir duquel naît la forme humaine. Après quelques détours, M.S. en revient à Freud. Elle avait déjà observé chez lui ce dédoublement de l'image en «femme-matrice» et «femme-silhouette». En analysant ici le texte de Freud «La tête de la Méduse», elle montre par quelle ruse culturelle Freud en arrive à présenter le «matricide» comme le résultat d'une lutte entre femmes...

Nicole Loraux de son côté fait une analyse de la mort des femmes dans la tragédie grecque. Une nouvelle vie pour la littérature classique, ce regard

de femme sur les femmes de ces hommes.

Janine Garrison enfin parle des sorcières. Elle situe le phénomène de la «sorcellerie», cite des chiffres, des pourcentages : plus de 80% des procès concernent des femmes et quelque 80% des victimes sont des femmes. A la base, il y a malgré tout, toujours une dénonciation. Les sorcières sont donc le fruit de la rumeur. Une rumeur qui sourd, s'amplifie, s'organise, car il faut un «responsable» pour ces enfants qui meurent, ce bétail qui crève, ce fisc royal qui saisit, ce lansquenets qui pille... Et ce responsable, sera le plus souvent une femme...

H.P.P.



La Femme et la Mort
G.R.I.E.F., Publication de l'Université de Toulouse-le Mirail, Série A, Tome 27, Toulouse 1984.

PARTAGE DES RESPONSABILITES

PROFESSIONNELLES,

FAMILIALES ET SOCIALES.

En 1984, l'Université des Femmes a réalisé pour la Commission des Communautés Européennes une étude sur le Partage des responsabilités professionnelles, familiales et sociales. Nous en avons largement rendu compte dans Chronique n° 11.

La Commission des C.E. a décidé de publier ce document qui est donc disponible aujourd'hui au prix de 950 frs (pas donné). On peut le trouver aux adresses ci-dessous :

Moniteur belge
rue de Louvain 40-42
1000 Bruxelles
Tél 512.00.26

Librairie européenne
Rue de la Loi 244
1040 Bruxelles

CREDOC
Rue de la Montagne 34
Bte 11
1000 Bruxelles

Un succès pour l'Université des Femmes ! Un seul regret : les collaboratrices de la recherche et le nom de l'Université des Femmes ont disparu de la couverture de garde... Il paraît que c'est la règle du jeu : ce travail appartient en effet à la Commission des C.E.

MATERNITE ET SOCIETE.

Les actes du colloque tenu par Vie Féminine les 26 et 27 octobre 1984 sur le thème «maternité et société» sont désormais publiés.

Ils contiennent les textes suivants :

- Maternité et Travail
- Maternité et Santé
- Maternité et Accueil de l'enfant
- Le «Prix» de l'enfant.
- Histoire de la maternité (C. FOUQUET)
- Maternité et questions nouvelles (Y. KNIBIEHLER)
- Les femmes immigrées et la maternité
- Ainsi que les introductions et conclusions d'Agnès Gils et Andrée Delcourt.

Ces textes rassemblés dans une farde, sont disponibles au prix de 200 F.

Adresse :
VIE FEMININE, rue de la Poste,
111 - 1030 - Bruxelles
tél. 02/217.29.52.

La bibliothèque est accessible à toutes et à tous sans conditions préalables (financière ou autre).

Elle offre une large gamme de documents sur le féminisme, la condition féminine et féministe. Vous pourrez y consulter les ouvrages de références, les revues féministes d'ici et d'ailleurs, des dossiers thématiques, etc.

Elle est ouverte du lundi au vendredi de 10h à 17h.
Le mardi de 10h à 19h et sur rendez-vous.

Dans chaque numéro de CHRONIQUE sont reprises toutes les nouveautés reçues en service de presse (SP) ou achetées par l'Université des Femmes (acq).

PSYCHOLOGIE
PSYCHANALYSE

L'inconscient : analyse d'un concept, MAC INTYRE A., P.U.F., 1984, 135 p., (coll. Perspectives critiques), Acq.

L'amour du narcissisme : textes psychanalytiques, ANDREAS-SALOME Lou, éd. Gallimard, 1980, 209 p., (coll. «Connaissance de l'inconscient»), Acq.

In a different voice : psychological theory and women's development, GILLICAN Carol, Harvard University Press, 1982, 184 p., Acq.

Trois essais sur la théorie de la sexualité, FREUD Sigmund, éd. Gallimard, 1985, 182 p., (coll. Folio : essais ; n° 6), SP.

L'autre femme, SEVIGNY Hélène, éd. Le Jour, 1984, 247 p., SP.

RELIGION

La révolution sexuelle : religion et société, BAUM Gregory et COLEMAN John, éd. Beauchesne, 1984, 167 p., (conclium ; 193), SP.

SOCIOLOGIE, POLITIQUE, ECONOMIE

La démocratie sans les femmes : essai sur le libéralisme en France, FAURE Christine, P.U.F., 1985, 263 p., (coll. Politique d'aujourd'hui), SP.

Logique de la domination,

MAFFESOLI Michel, P.U.F., 1976, 209 p., (coll. Sociologie d'aujourd'hui), Acq.

Dimension du pouvoir, BIRNBAUM Pierre, P.U.F., 1984, 261 p., (coll. Sociologie d'aujourd'hui), Acq.

Les indépendantes, MARTIN-FUGIER Anne, éd. B. Grasset, 1985, 220 p., SP.

L'Etat et les femmes en Belgique (fin XIX^e - début du XX^e siècle) : propositions pour un modèle d'analyse, DELFOSSE Pascale, CREHIDES, 1985, 35 p., (publication n° 8501), SP.

FAMILLE, COUPLE, MATERNITE, PATER-NITE

Histoire de naissances : les usagers de Pithiviers parlent, Association des Usagers de la Maternité de Pithiviers, EPI/DBB, 1985, 291 p., SP.

Vivre à deux : plaisir ou cauchemar, DUVAL Jean-Marie, éd. de l'Homme, 1985, 202 p., SP.

Tout ce qu'ils ont sur le cœur : paroles d'hommes, PRYOR Monique, éd. Robert Jauze, 1985, 145 p., SP.

Maternité et société, colloque des 26 et 27 octobre 1984 organisé par Vie Féminine, (pag. multiple), Don.

FEMINISME

A cause d'elles, ROUDY Yvette, Albin Michel, 1985, 234 p., SP.

Women of ideas (and what men have done to them), SPENDER Dale, Ark, 1983, 800 p., Acq.

TRAVAIL PROFESSIONNEL, TRAVAIL DOMESTIQUE

Les femmes et le marché du travail, CORVI Nicole et SALORT Marie-Martine, Hatier, 1985, 79 p., (coll. Profil : Dossier ; n° 552), SP.

Les femmes dans l'agriculture tunisienne, FERCHIOU Sophie Edisud, 1985, 94 p., SP.

EDUCATION

Learning Liberation : women's response to men's education, THOMPSON Jane L., Croom Helm, 1983, 207 p., Acq.

Sex differentiation and schooling, MARLAND Michael, éd. Heinemann, 250 p., Acq.

Moi, ta mère, COLLANGE Christiane, Fayard, 1985, 223 p., SP.

L'enfant à la rencontre du langage : comment l'enfant découvre et crée sa langue maternelle, TAULELLE Dominique, éd. P. Mardaga, 1984, 239 p., (coll. Psychologie et Sciences Humaines ; 138), SP.

Quand l'enfant parle du langage, BONNET Clairelise et TAMINE-GARDES Joëlle, éd. P. Mardaga, 1984, 145 p., (coll. Psychologie et Sciences Humaines ; 136), SP.

ETHNOLOGIE
ANTHROPOLOGIE

Le charivari : les rituels fondamentaux de la sexualité, REY-FLAUD Henri, Payot, 1985, 279 p., (Bibliothèque Scientifique), SP.

Les rapports hommes-femmes en Nouvelle-Guinée : antagonisme, domination, complémentarité ? Approche du sujet chez les Baruya et quelques populations des Hautes Terres, Mémoire présenté par S. CARBONNELLE en faculté des sciences sociales politiques et économiques, ULB, 1984, 124 Acq.

SCIENCES

Geography and Gender : an introduction to feminist geography, Women and Geography Study Group of the IBG, Hutchinson & Co Ltd, 1984, 160 p., (coll. Explorations in Feminism Collective), Acq.

L'homme bio-éthique : pour une déontologie de la recherche sur le vivant, FAGOT-LAR-GEAULT Anne, Maloine éd., 1985, 248 p., (coll. Recherches interdisciplinaires), SP.

La fin et les moyens : études sur la finalité biologique et ses mécanismes, ouvrage collectif publié sous la direction de Jean-Louis Parrot, éd. Maloine, 1985, 374 p., (coll. Recherches Interdisciplinaires), SP.

CORPS

Cultes du corps ; enquête sur les nouvelles pratiques corporelles, PERRIN Eliane, éd. P.M. Favre, 1984, 185 p., (coll. Regards sociologiques), SP.

AVORTEMENT CON-TRACEPTION

Pour une approche pluraliste de l'avortement, ouvrage collectif publié par le Comité pour la Dépenalisation de l'Avortement de Bruxelles, 51 p.

L'Eglise et le contrôle des naissances, FLANDRIN JeanLouis, Flammarion, 1970, 137p., (coll. Questions d'histoire ; 23), Acq.

PHILOLOGIE LITTÉRATURE

Parler n'est jamais neutre, IRI-GARAY Luce, éd. de Minuit, 1985, 325 p., (coll. «Critique»), SP.

Le féminisme, les femmes et la sexualité, HINTZ Evelyn in : l'Arc n° 96, 1985, pp. 48-58 (numéro consacré à D.H. Lawrence).

Marguerite Yourcenar, Sud, 1984, 166 p., (Sud ; 55), SP.

Virgile, non, WITTIG Monique, éd. de Minuit, 1985, 137 p., SP.

Le Soleil et la roue, VINCENT Rose, Seuil, 1985, 330 p., SP.

Histoire de Marie Vallier, VERSANT Michel, Calmann-Levy, 1985, 205 p., SP.

Amour est tout : poèmes strophiques, Hadewich d'ANVERS, éd. P. Tequi, 1984, 288 p., (coll. «Livres d'or des écrits mystiques»), SP.

L'autre moitié de l'homme, RUSS Joanna, Presses Pocket, 1985, 288 p., (coll. Science Fiction), SP.

Sous le filet, MURDOCH Iris, éd. Gallimard, 1985, 346 p., (coll. Folio ; 1642), SP.

Silences, LONSAC Evelyne, La Pensée Universelle, 46 p., SP.

Soleil, RIHOIT Catherine, Gallimard, 1985, SP.

Prends garde à la douceur des choses, BILLETDOUX Raphaële, Seuil, 1985, 186 p., (Points ; R193), SP.

Sous le signe de Saturne : essai, Sontag Susan, Seuil, 1985, 183 p., (coll. Fiction & Cie ; 69), SP.

Histoire d'Omayya, HUSTON Nancy, Seuil, 1985, 184 p., (coll. Fiction & Cie ; 70), SP.

Correspondance, HUGO Leopoldine, éd. Critique par Pierre GEORGEL, publié avec le concours du C.N.R.S., éd. Klincksieck, 1976, 506 p., SP.

Les miroirs de la mousson, LAURIOL Thérèse, Stock, 1985, 319 p., SP.

Le fief entre les collines, MALIGE Jeanne, des femmes, 1984, 370 p., SP.

Été, WHARTON Edith, U.G.E., 1985, 253 p., (coll. 10/18 série «domaine étranger» ; 1683), SP.

Mansfield Park, AUSTEN Jane, U.G.E., 1985, 2 vol. (254 + 262 p.), (coll. 10/18 : série «domaine étranger» ; n°s 1675 et 1676), SP.

Une femme de si près tenue, KOSTER Serge, Flammarion, 1985, 283 p., SP.

La belle Cordière, STEENS Eulalie et Jean, Presses de la Cité, 1984, 239 p., SP.

Raphaël, je voulais te dire ..., NICOÏDSKI Clarisse, Flammarion, 1985, 257 p., SP.

Partir, te dis-je, FUTORANSKY Luisa, Actes Sud, 1985, 30 p., SP.

HISTOIRE

Elles, la Résistance, COUDERT Marie-Louise, Messidor/Temps Actuels, 1983, 189 p., Acq.

Muse et madone : visages de la femme de la Révolution française aux apparitions de Lourdes, MICHAUD Stéphane, Seuil, 1985, 242 p., SP.

BIOGRAPHIES

Deux mille ans de bonheur, MACCIOCCHI Maria Antonietta, Le livre de poche, 1985, 668 p., (coll. Le livre de poche ; 6095), SP.

Madame de Montespan : la grande sultane, DECKER Michel de, Librairie Académique Perrin, 1985, 256 p., (coll. Présence de l'histoire), SP.

Julie de Lespinasse : le drame d'un double amour, Duc de Castries, Albin Michel, 1985, 301 p., SP.

Oum Kalsoum : l'étoile de l'Orient, SAIAH Ysabel, Denoël, 1985, 250 p., SP.

Marie Bashkirtseff : un portrait sans retouches, COSNIER Colette, P. Horay, 1985, 344 p., SP.

Marie Besnard : la force de l'innocence, FAVREAU-COLOMBIER Jacqueline, R. Laffont, 1985, 407 p., SP.

Madame de Genlis, BROGLIE Gabriel de, Librairie Académique Perrin, 1985, 528 p., SP.

Le lumineux destin d'Alexandra David-Neel, CHALON Jean, Librairie Académique Perrin, 1985, 495 p., SP.

Flora Tristan, 1803-1844, présentée par Stéphane MICHAUD, éd. Ouvrières, 1984, 133 p., (coll. Aux sources du socialisme), SP.

Alma Mahler, muse de tous les génies, MONSON Karen, Buchet/Chastel, 1985, 279 p., SP.

Le journal intime de Caroline B., enquête de Michelle PERROT et Georges RIBEILL, Arthaud, 1985, 252 p., (coll. Archives privées), SP.

REVUES

Voici la liste des revues qui nous parviennent régulièrement et que vous pouvez consulter à l'Université des Femmes.

Note:

A = abonnement
E = échange
G = gratuit

REVUES FÉMININES ET/OU FÉMINISTES

A - AFI-Repères
E - Atlantis
E - Bolletim (Commissao da Condicao feminina)
G - Breaking Chains - ALRA
E - Broadside
E - Broomstick
E - CRIF (Centre de Recherche et d'Information Féministe - Bulletin)
E - Cahiers de la Femme / Canadian Woman Studies
E - Cahiers du GRIF
E - Choisir
Chronique
E - CODIF (bulletin du Centre d'Orientation, de Documentation et d'Information pour les femmes)
E - Comunidad
E - Communiqu'elles
E - Connexions
E - Crew Reports
E - Décennie des Nations-Unies pour la Femme
E - Donne e Politica
E - Dulle Griet-krant
E - Emma
E - Equality Now
E - FFQ-Petite Presse
E - Feminist Library and Information Centre
A - Feminist Review
E - Femme Prévoyante
A - Femmes au travail
E - Femmes d'Europe
A - Femmes et Monde
E - Femmes, féminisme et recherche (Bulletin de l'association...)
E - Femmes suisses et le mouvement féministe
E - Fireweed
E - Frauenfragen / Questions au féminin
E - Hysteria
E - Inform'elles
E - IAV (Internationaal archief voor de vrouwenbeweging) - Overzicht van nieuwe aanwinsten in de bibliotheek
E - ISIS

E - Kalliope (a journal of women's art)
G - L'Alliance (internationale Jeanne d'Arc)
E - La Gazette des Femmes
G - La lettre du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur (Spécial Information Femmes)
E - Lesbia
E - Libre PFU (Parti Féministe Unifié)
A - Lilith
A - Lover
E - Mujer feminista
E - Nationale Vrouwenraad
A - Nouvelles Questions Féministes
E - Off our Backs
A - Pénélope
G - Quehacere-Cipaf (Centro de Investigacion para la Accion Feminina)
E - Rabouilleuse
E - Réelles
E - Resources for feminist Research / Documentation pour la Recherche féministe
E - Revolutionary & Radical feminist newsletter
A - Spare Rib
E - Telewoman
G - The Tribune / La Tribune
E - La Vie en Rose
E - Vie Féminine
G - Womanews
E - Women & Performance
G - Wires
E - Woman and Revolution
E - Womenews
E - WOE (Women's Organization for Equality)
E - Women's Review of Books
A - Women's Studies International Forum

Nouvelles (Coordination européenne des femmes)
E - Tydschrijf voor Vrouwenstudies
E - Win (Women's International Network) News
E - Women in Libraries

AUTRES REVUES (sociales, spécialisées...)

E - AR-Infos (Antenne Rose)
E - Alternative Libertaire
G - Arcadia
E - Cahiers Marxistes (CM)
E - Champ Libre
E - Convergence (ancienement «Gazette parallèle»)
E - Droits de l'Homme
E - EUR-Info
E - FAR (Bulletin de la Fondation André Renard)
E - GERM - Actualité Santé
E - GERM (Cahiers du)
E - International Health Foundation
G - JEB (Cahiers)
E - L'Espoir
E - Masques (revues des homosexualités)
E - Nouvelles Feuilles Familiales
E - Nouvelles du Mouvement du Nid
E - Virages

Officiel / Belgique

Commission du Travail des Femmes
Ministère de l'Emploi et du Travail
rue Belliard 53, 1040 Bruxelles
Tél. 02/233.41.11

Commission consultative de la Condition féminine
rue des Petits Carmes 14, 1000 Bruxelles
Tél. 021512.50.14

Le Service de la Femme
Ministère de la Communauté Française
Galerie Ravenstein 4, 1000 Bruxelles

Comité interministériel pour le statut de la femme
c/o Cabinet du Premier Ministre
rue de la loi 16, 1040 Bruxelles
Tél. 02/513.80.20
Officiel / Europe

Bureau pour l'Emploi et l'**Egalité** des Femmes
Commission des Communautés Européennes
rue de la Loi 200, 1040 Bruxelles
Tél. 021235.11.11

Service Information Femmes
Direction générale de l'Information
Commission des Communautés Européennes
rue de la Loi 200, 1040 Bruxelles
Tél. 021235.28.60 ou **235.78.76**

Comité Consultatif pour l'**Egalité** des Chances
c/o Bureau pour l'Emploi et l'Egalité des Femmes ou Commission du Travail des Femmes (cf. ci-dessus).

Commission d'Enquête sur la situation de la femme en Europe

c/o Mme Marie-Claude Vayssade
Parlement Européen
rue Belliard 97, 1040 Bruxelles
Coordination / Belgique
Communauté française
Comité de Liaison des Femmes
c/o Hedwige Peemans-Poullet (Tél. 021733.48.80)
Place Quetelet 1a, 1030 Bruxelles
pas de téléphone

Bureau des Plaintes des Femmes
c/o Comité de Liaison des Femmes
Place Quetelet 1a, 1030 Bruxelles
Permanence le lundi de 13 h 30 à 16 h 30
Tél. aux heures de permanence 021219.28.02

Communauté flamande
Vrouwen Overleg Komitee
c/o Monika Abicht (Tél. 03/828.95.68)
Ambtmanstraat 7, 2000 Antwerpen
Tél. 031232.55.33

Les deux communautés
Femmes contre la crise
Contact national francophone
Micheline Nélisse
rue des Vennes 169, 4000 Liège
pas de tél

Contact national néerlandophone
Marijke Colle
Heerneslaan 109, 9000 Gent
Coordination / Europe

CREW
Centre de Recherches sur les femmes européennes
rue de Toulouse 22, 1040 Bruxelles
Tél. 02/640.08.44

Femmes et syndicats
Commission Femmes de la FGTB
c/o Marcelle Hoens
rue Haute 42, 1000 Bruxelles
Tél. 02/511.80.67 et 511.64.66

Service **Féminin** de la CSC
c/o Anne-Françoise Theunissen
rue de la Loi 121, 1040 Bruxelles
Tél. 021735.60.50

Mouvements Féminins
Femmes Prévoyantes Socialistes
Place Saint-Jean 1-2, 1000 Bruxelles
Tél. 021513.64.70

Vie Féminine
c/o Andrée Delcourt
rue de la Poste 111
1210 - Bruxelles

Association Féministe
La Porte Ouverte
rue Américaine 16, 1050 Bruxelles

Association de Femmes Solidarité Femme-Emploi
Place Quetelet 1a, 1030 Bruxelles
Tél. 021219.65.18

Accueil: maisons et cafés
Arlon
«Maison des Femmes»
rue de Diekirch 37, 6700 Arlon
Tél. 063/22.76.82

Bruxelles
Association 29, rue Blanche
rue Blanche 29
1060 - Bruxelles

tél. 02/538.84.87
Charleroi
«Comme chez elles»
bd. d'Audent 7, 6000 Charleroi
Tél. 071/31.92.90

La Louvibre
rue de Bouvy 9, 7100 La Louvrière
Tél. 064121.43.33

Libge
«Maison des Femmes»
rue du Pont 6, 4000 Liège
Mons
«Groupe des Femmes»
c/o Couvez Agnès
rue Thirimont 31, 7000 Mons
Tél. 065134.75.76

Mouscron
«Groupe des Femmes»
rue Philippe Le Bon 1a, 7700 Mouscron

Namur
rue Notre-Dame 47, 5000 Namur
Tél. 081171.55.45

Tournai
«Groupe des Femmes»
c/o Bernadette Michenaud
Place Verte 7, 7500 Tournai
Tél. 069122.75.54

Wavre

«La Maison des Femmes»
rue des Brasseries 10, 1300 Wavre
Tél. 010122.38.02

Anvers

«Vrouwenhuis»
Prinsensstraat 48, 2000 Antwerpen
Tél. 0311233.23.72

Oostende

«Maison des Femmes»
Aartshertogstraat, 8400 Oostende
Prendre l'air

Le point du jour

Grande maison isolée à la campagne.

Hébergement, Restauration.

Stages Animation.

Possibilité d'accueillir des femmes ou des groupes de femmes souhaitant organiser leur propre activité.
4260 Pilet (Fallais)
Tél. 019169.97.95

Centre de documentation

Université des Femmes
Place Quetelet 1a, 1030 Bruxelles
Tél. 021219.61.07

Le lesbianaire

rue Herman Richir 1, 1030 Bruxelles
Tél. 215.99.38

CREW

Centre de Recherches sur les femmes européennes
rue Stevin 38
1040 - Bruxelles
Tél. 230.51.58

Rosa
Bondgenotenstraat 62, 1190 Brussel
Tél. 021347.24.77

Librairies

Les Rabouilleuses
chée d'Ixelles 221, 1050 Bruxelles
Tél. 021648.43.18

Dulle Griet

Tiensestraat 45, 3000 Leuven
Tél. 01623.41.23

Revues

Chronique
Place Quetelet 1a, 1030 Bruxelles
Lilith
clo Julia Rottiers
Hoogvorstweg 15, 1980 Tervuren

Périodique des Ateliers du **GRIF**
rue Blanche 29, 1060 Bruxelles
Tél. 021538.84.81

Le Lesbianaire
rue Herrnan Richir 1, 1030 Bruxelles
Tél. 215.99.38

Marianne
Cruyslei 30, 2200 Borgerhout

Femmes d'Europe
Commission des Communautés Européennes
rue de la Loi 2000, 1040 Bruxelles
Tél. 021736.60.00

Etudes féministes

Université des Femmes
Place Quetelet 1a, 1030 Bruxelles
Tél. 021219.61.07

Avortement / Contraception

Fédération Belge pour le Planning Familial et l'**Education Sexuelle**
rue du Trône 51, 1050 Bruxelles
Tél. 02/513.72.64

GACEHPA

Groupe d'action des Centres extra-hospitaliers pratiquant des avortements
Permanence: lundi et jeudi, 14 à 17 h
rue du Trône 51, 1050 Bruxelles
Tél. 02/511.56.03

Vous trouverez au GACEHPA des cartes de soutien (20 fr. minimum) avec la liste complète des centres extra-hospitaliers qui pratiquent des avortements.

Comité pour la **dépénalisation** de l'avortement
c/o Monique Geudin
rue A. Giron 23, 1050 Bruxelles
Tél. 02/649.18.22

Viol

SOS Viol
Accueil, information, soutien et centre de documentation et de recherche sur les violences sexuelles
Place Quetelet 1a, 1030 Bruxelles
Tél. 02/219.28.02

Femmes battues

Bruxelles
rue Blanche 29, 1060 Bruxelles
Tél. 02/539.27.44

Liège

rue Sœurs-de-Hasque, 4000 Liège
Tél. 041123.42.85 et 23.45.67

Arlon
rue de Diekirch 47, 6700 Arlon
Tél. 063121.46.82

La Louvibre
Fédération des Collectifs de Femmes Battues
rue de Bouvy 9, 7100 La Louvrière
Tél. 064121.43.03

Leuven
Federatie Vrouwen tegen mis.
handeling
Justus Lipsiusstraat 57, 3000 Leuven
Tél. 01623.36.61

Education permanente

Centre **Féminin d'Education** Permanente
Place Quetelet 1a, 1030 Bruxelles
Tél. 021219.28.02

Changeons les livres

Changeons les livres
rue Blanche 29, 1060 Bruxelles
Tél. 02/538.47.73